

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)



■ Stéphane JUST  
L'« ordre » de Yalta et de Potsdam craque  
■ Marc LACAZE  
A un mois et demi du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI

---

■ COMITE D'ORGANISATION  
POUR LA RECONSTRUCTION  
DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

- Appel pour la conférence  
européenne des 27, 28  
et 29 janvier 1979
- Le Premier Congrès du POMR  
du Pérou
- Les Journées d'études  
pour le quarantième anniversaire  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

---

■ Michel DAUBERNY  
A propos des analyses  
et des propositions économiques du PCF  
■ Jean-Jacques MARIE  
L'édition des Œuvres de Léon Trotsky



# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

**Numéro 584 - Décembre 1978**

## SOMMAIRE

- 5 — ■ Stéphane JUST  
L'« ordre » de Yalta et de Potsdam craque
- 33 — ■ Marc LACAZE  
A un mois et demi du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI
- 
- 47 — ■ COMITE D'ORGANISATION  
POUR LA RECONSTRUCTION  
DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE
- 49 — Appel pour la conférence  
européenne des 27, 28  
et 29 janvier 1979
- 59 — Le Premier Congrès du POMR du Pérou
- 69 — Les Journées d'études  
pour le quarantième anniversaire  
de la IV<sup>e</sup> Internationale
- 
- 89 — ■ Michel DAUBERNY  
A propos des analyses  
et des propositions économiques du PCF  
(1<sup>re</sup> partie : « La crise n'est pas fatale... »)
- 115 — ■ Jean-Jacques MARIE  
L'édition des Œuvres de Léon Trotsky
- 122 — ■ Dans le courrier du Comité de rédaction  
Une lettre de Jacques Privas

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois de février 1979, sera mis en vente et à la disposition des cellules et des militants de l'OCI le mercredi 20 janvier 1979.*

## **l'« ordre » de Yalta et de Potsdam craque**

*par Stéphane JUST*

*Le dernier numéro de La Vérité, numéro spécial, a été entièrement consacré au quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Comme on le sait, toute l'action politique de l'OCI a toujours été ordonnée par le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale qu'il s'agit de reconstruire, après que le pablisme l'ait disloquée en 1951-1953. Depuis, la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale n'a cessé de se développer. Le quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, en relation avec le cours de la lutte mondiale et nationale des classes, avec l'activité de l'OCI et du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, a été l'occasion d'aborder largement les problèmes de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il était juste d'y consacrer la totalité du numéro spécial de septembre, car la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale est de la plus brûlante actualité politique.*

*Cependant, cela n'a pas été sans inconvénient. La Vérité a dû négliger de suivre les développements de la lutte des classes en France et dans le monde qu'il est indispensable d'analyser, et auxquels il faut répondre.*

---

### **ELECTIONS PARTIELLES, VERDICT NATIONAL**

---

Aussi est-il nécessaire de revenir en arrière pour éclairer les événements qui se déroulent actuellement, notamment les résultats et les prolongements des élections législatives en France. De toutes les organisations politiques françaises, l'OCI a été la seule organisation qui ait affirmé qu'ils étaient une victoire politique de la classe ouvrière et des masses exploitées. Pour porter

cette appréciation, l'OCI s'est fondée sur les résultats du premier tour de ces élections. Malgré la politique de division forcenée du PCF au premier tour, une majorité s'est prononcée contre les partis de la V<sup>e</sup> République, contre le président de la République Giscard d'Estaing.

Pour bien apprécier quelle nouvelle défaite de la V<sup>e</sup> République cela a été, il faut se souvenir que la V<sup>e</sup> République est un régime politique bonapartiste. De Gaulle a assis le système en 1962 en instituant, par référendum,

l'élection plébiscitaire du président de la République, incarnation de l'Etat. Giscard d'Estaing, président par voie plébiscitaire, était mis en minorité par le suffrage universel. En soi, cela suffisait pour caractériser les résultats électoraux du 12 mars comme une défaite de la V<sup>e</sup> République, de ses partis, de son président de la République, et une victoire politique des masses. Mais, qui plus est, ce premier tour a démontré qu'il existe dans ce pays une majorité pour qu'un gouvernement PS-PCF prenne le pouvoir, et qu'en tout état de cause, sur le plan électoral, par les canaux du suffrage universel, dans le cadre d'un régime bonapartiste qui repose sur le plébiscite, se dégage une majorité pour un gouvernement PS-PCF, ce qui traduit une fantastique poussée politique du prolétariat et des masses en général.

En outre, cette majorité s'est affirmée en dépit et contre une campagne hystérique de division que le PCF a menée pendant des mois et des mois. C'est une défaite du PCF et de sa politique de division, et une raison déterminante pour caractériser les résultats du premier tour des élections législatives comme une victoire politique des masses. Certes, le résultat du second tour n'est pas sans importance. Pourtant, le sauvetage « miraculeux » des partis de la V<sup>e</sup> République le 19 mars n'a procuré à ce système politique qu'un nouveau sursis. Le fait déterminant est que les résultats du 12 mars ont exprimé un puissant mouvement politique des masses qui ne pouvait manquer de se manifester sur tous les terrains, et sous toutes les formes de la lutte des classes.

Dès avant les vacances, plus rapidement que l'on pouvait s'y attendre, la classe ouvrière a cherché à s'ouvrir une issue politique, en tâtonnant, en hésitant. Le mouvement des conducteurs d'autobus de la RATP, le mouvement des OS de Flins, et surtout la grève des arsenaux, s'inscrivent dans cette recherche. Ces mouvements ont fait eux-mêmes suite à d'autres mouvements qui avaient eu lieu avant les élections, ou qui s'étaient déroulés à cheval sur les élections, comme la grève Michelin de Clermont-Ferrand de décembre 1977, démarrée spontanément et que l'appareil de la CGT a réussi à disloquer et à liquider ; ou celle des travailleurs de la Caisse

d'allocation familiales de Paris, qui a duré 67 jours sans que les appareils puissent la disloquer, bien qu'elle n'ait pas pu être victorieuse, et où l'acharnement des grévistes était significatif. Les revendications que les travailleurs ont mises en avant au cours de ces mouvements correspondaient à leurs besoins et aspirations, mais elles ont cristallisé la volonté politique d'engager le combat contre le gouvernement et sa politique.

Néanmoins, c'est au cours des élections partielles de l'été que la pleine signification du scrutin du 12 mars s'est affirmée. La chose est d'autant plus remarquable que l'annulation du résultat des élections de mars dans cinq circonscriptions a été prononcée par le Conseil constitutionnel. Autrefois, la validation ou l'invalidation du mandat des députés revenait à la nouvelle Assemblée élue. C'était l'un des attributs de la souveraineté du Parlement. La Constitution de la V<sup>e</sup> République, pour bien affirmer que le pouvoir procède de l'Etat, de son chef, le président de la République, a institué le Conseil constitutionnel qui est nommé par le président de la République et se situe en dehors et au-dessus du Parlement. L'une de ses attributions est de valider ou d'invalidier les mandats parlementaires. L'invalidation de cinq députés procédait de manœuvres politiques du pouvoir, qui cherchait à se renforcer au moyen d'élections partielles qu'il espérait gagner. La manœuvre s'est retournée totalement en son contraire. Cinq élections : quatre députés PS et un député PCF élus ; des personnalités aussi représentatives de la V<sup>e</sup> République que Jean-Jacques Servan-Schreiber et de La Malène écrasés ; dans toutes les circonscriptions, un recul considérable en voix et en pourcentages des candidats RPR-UDF par rapport à mars 1978 ; le pourcentage des voix obtenues au second tour par le candidat devenu le candidat unique du PS et du PCF dépasse partout largement 50 % et atteint jusqu'à 58 % à Nancy.

Dans la 9<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Saint-Denis, la candidate du PCF, M.-T. Goutmann, était candidate unique du PS et du PCF dès le premier tour et, dans le Gers, le candidat du PS André Collard était dès le

premier tour le candidat unique du PS et du PCF. Dans les trois autres circonscriptions, la 4<sup>e</sup> du Pas-de-Calais, Nancy, le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les candidats du PS ont augmenté considérablement au premier tour leurs voix en nombre et en pourcentage par rapport au premier tour des législatives générales le 12 mars, jusqu'à atteindre 49,1 % dans le Pas-de-Calais au lieu de 32 % le 12 mars, 37 % à Nancy au lieu de 25 % le 12 mars, 33,1 % dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris au lieu de 22 % le 12 mars ; par contre, les candidats du PCF dans ces trois circonscriptions perdent de façon importante, en voix et en pourcentage, au premier tour par rapport au 12 mars, au bénéfice des candidats du PS.

Elections partielles, verdict national, titrait « Informations ouvrières », et cela de trois points de vue complémentaires : c'en est assez de cette Assemblée nationale dont la majorité des députés élus appartient aux partis de la V<sup>e</sup> République, lesquels sont ultra-minoritaires dans le pays ; c'en est assez de ce président de la République élu au suffrage universel, mais qui est devenu ultra-minoritaire dans le pays ; c'en est assez de la politique du PCF qui, en utilisant la méthode de la division, soutient à bout de bras cette Assemblée nationale, le président de la République Giscard d'Estaing et son gouvernement, condamnés par le suffrage universel.

Le 23 septembre, une déclaration du bureau politique de l'OCI tirait la conclusion suivante :

« Il faut que les dirigeants du PCF et du PS réalisent le front unique ouvrier et appellent dans l'unité les masses laborieuses et la jeunesse à manifester devant et contre l'Assemblée nationale. »

Pourquoi devant et contre cette Assemblée nationale ? Evidemment parce que la majorité des élus de cette Assemblée nationale est manifestement minoritaire dans ce pays, mais aussi parce que cette Assemblée nationale est la couverture du régime politique bonapartiste, sans laquelle le roi est nu : le bonapartisme bâtard ne peut vivre que couvert par une apparente majorité, en réalité à ses ordres, à l'Assemblée nationale.

## L'ENJEU IMMEDIAT : LA QUESTION DU GOUVERNEMENT, DU REGIME

Cependant, il est nécessaire de préciser plus encore. Les résultats des élections législatives partielles sont dans le droit fil des résultats du premier tour des élections législatives, mais amplifiés, portés à un niveau très supérieur encore. Ce n'est pas une défaite du RPR et de l'UDF, du président de la République et de son gouvernement, c'est un écrasement. Un vent de panique soufflait tout aussitôt au RPR et à l'UDF. Y compris aux journées d'études parlementaires de l'UDF qui se tenaient à Toulon à partir du 26 septembre, de nombreuses récriminations contre la politique du gouvernement se faisaient entendre.

Les journées d'études parlementaires du RPR se tenaient aux mêmes dates à Biarritz. Chirac tempêtait :

« Quelques mois après le succès de la majorité, un succès dont la netteté a surpris tous les faiseurs de pronostics, les vieux démons de la lassitude, du scepticisme, du découragement, semblent pourtant réapparaître. Tout se passe comme si nous étions en train de gâcher notre victoire. »

De « victoire » aux élections, il n'y eut pas, mais Chirac à sa manière pousse un cri d'alarme : la défaite menaçait de se transformer en déroute. A quoi s'ajoute ce que constate amèrement Alain Devaquet, secrétaire général du RPR :

« Nos idées ne sont plus à l'Elysée, ni à Matignon. »

Lorsque les dirigeants du RPR parlent d'idées, chacun sait qu'il s'agit de la disposition des leviers de commande de la République « des copains et des coquins ». Le RPR dispose tout de même de fortes positions à l'intérieur de l'appareil d'Etat, et d'une arme de chantage. Devaquet ajoute :

« Notre mouvement et nos groupes parlementaires en sont désormais les seuls dépositaires. Nous n'avons pas assez confiance en nous, et pourtant,

nous avons des atouts : notre mouvement et son enracinement populaire, nos parlementaires et notre chef. Qui a un chef comme nous ? »

En ces jours de panique, la question du renvoi de Barre s'est ouvertement posée. Radio et télévision, dont on connaît l'indépendance par rapport au pouvoir, en ont fait état de façon inspirée. Pourtant, de quelle autre solution, aussi bien Giscard d'Estaing que Chirac disposent-ils ? Il leur faut donc s'accommoder de ce qui est, faute de pouvoir faire autre chose. C'est ainsi qu'après avoir déclaré « mettre en garde solennellement et sans délai le gouvernement sur sa politique et sur son comportement à notre égard », le RPR était reçu par Raymond Barre. A l'issue de l'entrevue, le président de son groupe parlementaire affirmait :

« Nous sommes venus dire au Premier ministre certaines inquiétudes sur la situation économique et sociale, et de quelle manière nous entendons poursuivre notre soutien au gouvernement avec une participation plus réelle. »

De son côté, Giscard d'Estaing gardait, encore au moins pour quelque temps, Raymond Barre comme Premier ministre.

Les élections législatives partielles n'en ont pas moins marqué un nouveau développement des rapports entre les classes et de tous les rapports politiques. Elles ont montré que dans le pays, le soubassement politique indispensable à tout gouvernement, et à bien plus forte raison de tout régime de domination de classe de la bourgeoisie, s'effondrait, et que, surmontant et submergeant les obstacles, une vague de fond commençait à rouler contre l'Assemblée nationale, le gouvernement Giscard-Barre et sa politique, la V<sup>e</sup> République. Désormais, au sens le plus strict et le plus immédiat, la question du gouvernement, du régime, est posée. Toute secousse politique, tout mouvement de classe d'envergure se situe par rapport et en fonction d'elle et peut aboutir à ce qu'elle soit tranchée. Il est indispensable de le rappeler : si les élections ont eu l'avantage d'exprimer de façon politique claire et de centraliser politiquement les aspirations et la volonté

des masses, elles ne sont quand même qu'une traduction déformée et affaiblie de celles-ci. Ces élections disent : les masses se préparent à partir à l'assaut de ce gouvernement, de ce régime ; ce mouvement doit trouver les voies et les moyens de se traduire sur le plan et selon les méthodes de lutte du prolétariat, en ce sens il se cherche encore ; mais l'explosion politique se prépare.

### LE PCF ORDONNE LA DEFENSE DU GOUVERNEMENT ET DU REGIME

Ces élections législatives partielles ont eu bien naturellement comme conséquence que l'appareil stalinien du PCF, celui de la CGT, et tout ce qui défend bec et ongles le régime en place, le gouvernement Giscard-Barre, redoublent d'efforts pour empêcher que ce mouvement se développe selon les méthodes du prolétariat, et pour tenter de le désamorcer avant que l'explosion politique se produise. En effet, l'appareil stalinien, le PCF, l'appareil de la CGT ne sont pas les seuls à défendre de toutes leurs forces le régime et le gouvernement Giscard-Barre. La CFDT, l'appareil de FO, celui de la FEN, le PS à sa manière, les défendent également. L'appareil stalinien est néanmoins la force qui ordonne la défense de la V<sup>e</sup> République, de ses institutions, de son gouvernement, et sur laquelle s'appuient tous les autres. Le comité central du PCF, qui s'est tenu les 27 et 28 septembre, a réaffirmé et accentué la ligne et le ton. Charles Fiterman constate :

« Le mécontentement et la volonté de changement demeurent profonds dans le pays... »

Mais :

« Nos candidats n'ont pas bénéficié de ce phénomène et ont même connu une érosion de leurs suffrages importante dans le Pas-de-Calais, en raison de l'erreur tactique que nous avons commise, plus limitée à Nancy et plus encore dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Dans le même temps, le Parti socialiste progressait très sensiblement. L'analyse du scru-

tin montre que le recul de nos suffrages est dû pour la plus grande part au fait que des électeurs communistes se sont abstenus. Mais certains ont voté socialiste dès le premier tour. »

Il poursuit en tirant des conclusions toutes particulières :

« Ce comportement — surtout lorsqu'il s'est exprimé dans le vote socialiste — exprime quant au fond la mésestimation des conditions du changement, la tendance à vouloir « le changement pour le changement », « l'union pour l'union ». Il montre que ces électeurs ne voient pas clairement la nécessité, dans la situation de crise actuelle, de promouvoir une politique de réformes profondes pour changer quelque chose, et, de ce fait, ne mesurent pas la responsabilité écrasante prise par le Parti socialiste lorsqu'il a tourné le dos à une telle politique. »

En d'autres termes, les résultats des élections traduisent un recul de la conscience politique des masses, donc un renforcement du pouvoir. D'ailleurs, en votant au premier tour pour le PS,

« ces électeurs ont cédé à cette pression au point de mêler leurs voix à celles de la droite. »

Fiterman affirme :

« Bien loin de négliger les résultats des élections partielles, nous disons qu'elles doivent retenir l'attention des communistes et les conduire à une vigoureuse riposte. Mieux encore, nous disons que cette riposte doit être une offensive. »

Et de quelle nature, cette offensive ?

« A cette fin, il s'agit de poursuivre avec esprit d'initiative l'application des orientations fixées par le comité central d'avril. Elles conservent leur valeur. »

On ne saurait être plus clair : il faut non seulement poursuivre, mais accentuer la politique de division de la classe ouvrière, redoubler d'efforts dans ce sens, il faut à tout prix matraquer les masses, tenter par tous les moyens de désamorcer l'explosion

politique qui se prépare. L'appareil stalinien s'engage d'autant plus dans la défense de la V<sup>e</sup> République, du gouvernement Giscard-Barre, que le résultat des élections partielles pose au sens strict, de façon immédiate, la question du régime, du gouvernement. La politique de la bureaucratie du Kremlin et du rouage de son appareil international qu'est le PCF est rigoureuse : à tout prix, absolument à tout prix, empêcher que la V<sup>e</sup> République ne s'effondre, car la crise révolutionnaire s'ouvrirait en France. Georges Marchais devait le proclamer sans ambiguïté en conclusion de ce comité central :

« Nous avons définitivement renoncé dans notre théorie et dans notre pratique à l'hypothèse du « grand soir », à l'idée qu'un changement brusque et radical bouleverserait toute la société. »

En d'autres termes, à la révolution prolétarienne.

Certes, il y a longtemps que le PCF a « renoncé à l'idée d'un changement brusque et radical qui bouleverserait toute la société ». Pour être plus exact, il y a longtemps qu'il combat la révolution prolétarienne, mais il n'est pas fortuit que Georges Marchais le réaffirme à ce moment avec cette force.

### UNE FOIS ENCORE : CETTE ASSEMBLEE NATIONALE

Dresser un barrage devant les masses, étayer la V<sup>e</sup> République, tenter désespérément d'empêcher que ne s'ouvre une crise révolutionnaire, passe inéluctablement au moment actuel par la défense de cette Assemblée nationale, couverture indispensable au président de la République, à son gouvernement, à leur politique, et qui ne peut être dans le cadre du régime actuel qu'un exécutant du pouvoir : il faut lui donner un label démocratique. Bien des moyens sont utilisables à cette fin. Le PCF les utilise tous.

Pendant les vacances, le PCF de son côté, comme le PS du sien, demandaient que l'Assemblée nationale soit convoquée en session extraordinaire

pour discuter de l'aggravation de la situation économique et du chômage. Le 29 août, le PCF rassemble 2 000 représentants d'entreprises ou des licenciements sont à l'ordre du jour. Une délégation que dirige Georges Marchais se rend à l'Assemblée nationale : Marchais remet au garde républicain de service une lettre où on lit :

« Un grand débat national doit s'engager, il doit être vrai et complet. Le lieu privilégié en est l'Assemblée nationale. C'est pourquoi nous demandons, en application de l'article 20 de la Constitution, de convoquer le Parlement en session extraordinaire dès le début de septembre, afin de délibérer sur la situation de l'emploi et de prendre les mesures qui s'imposent. »

Au mois d'octobre, les fédérations de l'Ile-de-France du PCF recommencent : « Rassemblement devant le Palais-Bourbon à 17 heures à l'appel des communistes », lit-on dans « L'Humanité » du 11. L'« événement » est ramené toutefois à sa juste proportion à la lecture de l'article :

« Dans la capitale, ce sont les ouvriers de Renault-Billancourt qui ouvriront le feu avec trois vagues successives qui se succéderont de midi à 14 h 45 au Palais-Bourbon pour y déposer plusieurs milliers de cartes-lettres réclamant la sécurité de l'emploi et approuvant les mesures proposées par le PCF. »

Alors que Marchais prend la parole, Barre quitte l'Assemblée nationale. Cela va être l'occasion pour le PCF de préciser sans ambages sa politique. Un communiqué du bureau politique, sous prétexte de condamner l'attitude de Barre, déclare :

« L'attitude du gouvernement est révélatrice de sa politique. Elle témoigne d'abord du mépris à l'égard de l'Assemblée nationale, de son rôle, de ses droits. »

Francette Lazard, dans le même numéro de « L'Humanité », s'indigne :

« Il (le gouvernement) entend faire du Parlement un théâtre d'ombres sur la scène duquel les politiciens pourraient d'autant mieux évoluer

que les vraies décisions sont prises ailleurs. »

D'où il résulte que la politique du PCF consiste à défendre cette Assemblée nationale. Contre le régime ? Contre le gouvernement ? Allons donc. Elle est un des dispositifs du régime. Sa majorité truquée n'a d'autre fonction que de servir de couverture au gouvernement et à sa politique. Contre les masses, bien sûr. Il s'agit de leur faire respecter le cadre de la V<sup>e</sup> République, ses institutions, cette Assemblée nationale comme représentant réellement le « peuple », d'imposer aux masses ce carcan. Y compris les pseudo-rassemblements, les « délégations » à l'Assemblée nationale, sont orientés sur la ligne : s'adresser à l'Assemblée nationale, émanation et représentation du peuple.

### LE ROLE DE MICHEL ROCARD

Le Parti socialiste pose par contre un singulier problème. Pas plus que tout autre dirigeant du Parti socialiste, Mitterrand ne veut la révolution, ne veut même mettre en cause la V<sup>e</sup> République et, en conséquence, la « légitimité » du point de vue de la démocratie de cette Assemblée nationale. C'est bien pourquoi le Parti socialiste participait à l'« Union de la gauche » aux côtés du PCF et des radicaux de gauche, qu'ils ont élaboré ensemble le « Programme commun de gouvernement » qui se situe dans le cadre de la V<sup>e</sup> République et de ses institutions. C'est également pourquoi le groupe socialiste au Parlement a déposé à la rentrée parlementaire une « motion de censure », que le groupe PCF à l'Assemblée nationale a naturellement votée. Il s'agit de jouer le « jeu parlementaire », de confirmer cette Assemblée truquée comme étant un authentique Parlement, une authentique représentation nationale.

Le PS apporte sa contribution à cette mystification indispensable à la défense du régime. Cependant, compte tenu du point où en est parvenue la crise du régime, pour la défense de celui-ci, pour tenter de désorienter les masses, pour permettre au PCF d'aller plus cyniquement et plus

ouvertement encore plus loin, il faudrait que le PS s'engage beaucoup plus, il faudrait que, sous une forme ou sous une autre, il accepte de participer au soutien ouvert au gouvernement, sinon même à un nouveau gouvernement. Lorsque Giscard d'Estaing, au lendemain des élections législatives générales, disait vouloir préparer une sorte d'« union nationale », c'est cette participation qu'il entendait préparer. Mais, l'OCI l'a souligné maintes fois, l'« union nationale », à tout le moins le soutien d'un gouvernement bonapartiste, ne peut avoir comme conséquence que la liquidation du PS ; la SFIO est morte d'avoir, sous l'impulsion de Guy Mollet, contribué à amener de Gaulle au pouvoir, et de l'avoir soutenu pendant les premières années de la V<sup>e</sup> République. Voilà pourquoi Mitterrand n'accepte pas de s'engager ainsi. Ce faisant, qu'il le veuille ou non, il contribue à renforcer la crise de la V<sup>e</sup> République, à la porter à son point extrême, ainsi que les élections partielles l'ont une fois encore démontré. Dès lors, de l'extérieur comme de l'intérieur du PS, l'attaque est lancée contre Mitterrand et le courant qu'il dirige, pour les amener à capituler. L'homme de pointe de cette offensive s'appelle Michel Rocard, qui bénéficie du soutien non dissimulé de la CFDT et de l'appareil de la FEN et du SNI. Que dit-il ?

« Un certain style politique... ou un certain archaïsme politique est condamné... Il faut parler plus vrai, plus près des faits... »

« Tous les gens qui se donnent la peine de regarder autour d'eux savent que l'un des grands problèmes actuels de notre pays, et plus largement des sociétés industrielles développées, est celui de la démocratie, de l'autogestion pour tout dire... »

« Les régions veulent vivre et n'attendent plus le salut des seuls fonctionnaires parisiens ; l'explosion culturelle et l'enrichissement de la vie associative forment les bases pour une vie collective plus intense, plus riche, mieux informée ; la liberté d'esprit et l'imagination des jeunes ne demandent qu'à s'investir dans des réalisations nouvelles d'où sortiraient emplois, services, nouvelles formations d'entreprises. »

Evidemment, de telles perspectives rayonnantes ne vont pas sans quelques contreparties :

« Comment ne pas constater notamment les conséquences dramatiques que provoque depuis deux ans la volonté délibérée du Parti communiste de ne pas dire la vérité aux Français sur la rigueur économique qu'exigerait toute politique de transformation en profondeur de cette société ? Comment ne pas nous inquiéter de l'écho que rencontre cette attitude dans notre parti ? »

Michel Rocard ne prépare, ni plus ni moins, que la politique de « participation » à tous les échelons, jusque bien évidemment au niveau gouvernemental. Du même coup, il jette une lumière crue sur ce que signifie « l'autogestion » débarrassée des fanfreluches à propos du pouvoir : un néo-corporatisme. Michel Rocard bénéficie du soutien plus ou moins ouvert de tel ou tel courant à l'intérieur du PS. Les « mass-media » sont toutes à son service.

### LE JEU COMMUN MICHEL ROCARD - PCF

A y regarder de près, on constate que la politique qu'il avance recoupe étroitement celle que le PCF préconise et pratique de fait. Reprenons ce que Marchais a expliqué ou plutôt réaffirmé en conclusion de ce comité central des 27 et 28 septembre :

« Tout ce qui contribue au progrès de la démocratie contribue à accélérer la fin de sa domination. Et réciproquement dans tous les domaines, faire avancer la démocratie c'est aujourd'hui nécessairement agir pour le dépassement (*admirez le terme : pas de « grand soir », mais un « dépassement » — S.-J.*) du système du grand capital.

Peut-on, par exemple, dans les conditions d'aujourd'hui, faire avancer la démocratie sociale ?... Non, on ne le peut pas si on ne lutte pas contre l'exploitation renforcée des travailleurs, la politique d'austérité et de chômage voulue, organisée par le grand capital et son pouvoir.

Peut-on faire avancer la démocratie économique ?... Peut-on avancer vers l'autogestion dans l'entreprise... si on ne lutte pas, etc.

Peut-on enfin faire avancer la démocratie politique ? Peut-on donner des libertés et des droits nouveaux aux travailleurs et aux citoyens, leur permettre véritablement de choisir, de contrôler, de décider ? Peut-on faire reculer effectivement l'étatisme, le centralisme, la bureaucratie ? Non, on ne peut pas si, etc. »

C'est le même programme que Rocard, à quoi Marchais ajoute la lutte contre ceci, la lutte contre cela. Nous reviendrons sur ce que Marchais et le PCF entendent sous ce terme.

Le PCF et l'appareil de la CGT ne se contentent pas d'énoncer leur programme : ils l'appliquent aux côtés des autres appareils syndicaux. Rappelons l'accord que l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et les représentants de toutes les fédérations syndicales de la métallurgie ont passé à la fin du mois de juillet, à propos duquel le bulletin du patronat de la métallurgie écrivait :

« Les accords signés, et parfois par la CGT comme dans nos industries, constituent un succès considérable et un élément très important de la politique salariale, mais aussi de la politique tout court. »

De la politique du gouvernement, s'entend. Cet accord portant sur la « garantie annuelle de ressources » stipule :

« Les valeurs retenues au plan territorial devront entraîner une garantie effective des ressources les plus basses, compte tenu des conditions économiques territoriales, de l'évolution du coût de la vie et des salaires. »

Rocard n'a donc aucune raison d'être inquiet : c'est là la reconnaissance de principe, dans une corporation aussi décisive que celle de la métallurgie, de la nécessité de subordonner les « ressources », avec tout ce que ce terme implique, non seulement à l'économie capitaliste en crise en général, mais selon les situations « ter-

ritoriales ». Autre constatation qui va dans le même sens : se fondant sur cet accord, l'UIMM estime que « les garanties mensuelles prévues tournent autour de 2 250 F » pour quarante heures, mais sur une base annuelle. Rocard n'a vraiment pas lieu de s'inquiéter : adieu le SMIC à 2 400 F minimum mensuels pour quarante heures par semaines. Rocard a dû être extrêmement satisfait à la lecture d'un article que « L'Humanité » du 10 octobre a publié, qu'il faudrait citer entièrement et qui s'intitule « La démocratie à l'atelier ». Après avoir expliqué que Stoléru veut relancer la « participation », l'article poursuit :

« L'idée, on le voit, n'est pas nouvelle. Si elle se précise aujourd'hui sous la forme d'un projet de loi en gestation, les récents conflits chez Moulinex et de Renault-Flins n'y sont pas tout à fait étrangers. Ils ont assez crié le ras-le-bol d'ouvriers dont les capacités physiques sont savamment morcelées. »

Donc, c'est une conquête. Ensuite, l'article fait état de « certaines expériences patronales comme la constitution de groupes de travail », par exemple chez Berliet :

« Dans l'usine, la CGT a exprimé publiquement ses réticences. Dans le numéro de juin de son journal, *La chaîne*, la section syndicale du CDI appelle les ouvriers à ne pas participer à « une politique tendant à intégrer les travailleurs à leur propre exploitation ». »

Ah mais ! Les « principes » sauvegardés, l'article poursuit :

« Est-ce à dire que l'on ne puisse rien « retirer » de cette expérience ? Sûrement pas (...). »

Les patrons pourront-ils continuer à rester sourds aux demandes des travailleurs ? Sur ce terrain-là aussi la marge de manœuvre est réduite. Comment d'ailleurs ne pas voir qu'eux et le gouvernement sont sur la défensive lorsqu'ils développent ce genre de groupes ? Ne reconnaissent-ils pas eux aussi que le terrain principal du débat politique est l'aspiration des travailleurs au développement de la démocratie ? »

Arrêtons-nous un moment ici. L'idée avancée est qu'en instituant la « participation », patronat et gouvernement sont sur la défensive. Plus encore, agissant ainsi, ils se situent sur un même plan que le PCF, celui du « débat politique » dont le terrain est « l'aspiration des travailleurs au développement de la démocratie », en l'occurrence de la « démocratie économique » qui n'est rien d'autre que la « participation ». L'article continue :

« On ne saurait donc nier cette aspiration et donc balayer les structures d'atelier d'un revers de main. Pour les communistes, qui ont avancé voici quelques mois l'idée de la création de conseils d'atelier, une attitude « frileuse » n'est pas de mise en la circonstance.

André Gérin, secrétaire de la section communiste de l'usine Berliet, estime possible « l'utilisation de telles expériences dans la lutte que nous menons en faveur d'une intervention des travailleurs dans l'entreprise ». « La démocratisation peut y gagner », dit-il. « A condition que nous, les communistes, soyons beaucoup plus encore à l'écoute des gars dans les ateliers. » C'est un élément indispensable pour que les plus petits progrès de la démocratie puissent être acquis ici et maintenant. »

Les « communistes » n'ont pas une « attitude frileuse ». En effet, ils sont chaleureusement pour les « conseils d'atelier », puisque c'est le PCF qui les a préconisés. Une chose est certaine : pour que la « participation » puisse s'appliquer, l'action de l'appareil stalinien, en l'occurrence celle du PCF, est indispensable.

La corrélation entre la politique du PCF, celle du gouvernement, du patronat, celle de Michel Rocard, est évidente : et ils conjuguent leurs forces pour contraindre Mitterrand et son courant à capituler.

### LES CARTES DE MITTERRAND ET DE SON COURANT

Mais la position de Mitterrand et de son courant est très forte. Elle est forte du soutien que lui apportent les

masses et les militants qui y trouvent un point d'appui pour engager le combat contre le gouvernement Giscard-Barre et la V<sup>e</sup> République, comme l'ont montré les élections législatives générales et partielles. Elle est forte également en fonction des problèmes qui se posent à la bourgeoisie : tenter désespérément d'empêcher que ce régime ne s'effondre et que ne s'ouvre une crise révolutionnaire est certes indispensable, mais non moins indispensable est de pouvoir répondre à cette éventualité, qu'en dernière analyse chacun sait inévitable. Comme le dit le « Programme de transition », le front populaire est, avec le fascisme, la dernière ressource de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.

Pour longtemps, le fascisme est exclu. Reste le front populaire. Le front populaire exige un Parti socialiste capable d'occuper son créneau aux côtés du PCF pour contenir et faire refluer la révolution prolétarienne. Le PCF, lui aussi, est obligé, tout en allant jusqu'à l'extrême limite du soutien à la V<sup>e</sup> République, à ses institutions, à son président, à son gouvernement, à l'Assemblée nationale, de laisser ouverte cette éventualité.

Georges Marchais, au comité central des 27 et 28 septembre, réserve cette ouverture :

« La crise que connaît notre pays — et avec lui tous les pays capitalistes en Europe, en Amérique ou au Japon — n'est pas en effet une crise conjoncturelle, superficielle, qui disparaîtra d'elle-même avec le temps. »

Face à cela :

« En premier lieu (la stratégie du PCF) implique que doit être réalisée une large politique d'alliance. Si la construction du socialisme en France doit être un processus dont chaque étape sera le résultat de la volonté majoritaire de notre peuple, alors il faut rassembler tous ceux qui ont intérêt au changement démocratique, la classe ouvrière, force décisive du changement démocratique, les employés, les paysans, les intellectuels, toutes les victimes de la politique du grand capital ; il faut unir toutes les forces populaires dans leur

pluralité sociale, philosophique, religieuse et politique autour des objectifs transformateurs indispensables. C'est en ce sens que nous avons dit au XXII<sup>e</sup> Congrès que « la politique d'union est pour nous une politique de principe. Elle est une composante essentielle et permanente de notre stratégie politique. » Et nous ajoutons que l'union des partis de gauche constitue pour nous « l'axe du rassemblement majoritaire pour lequel nous luttons ». »

C'est très net : l'« Union de la gauche » sans rivage à droite reste la politique de réserve du PCF au cas où le régime s'effondrerait et où la crise révolutionnaire s'ouvrirait. Un PS représentatif, capable de jouer son rôle dans une politique de type front populaire, reste donc nécessaire. D'ailleurs, ce n'est pas qu'en France mais partout où existe un puissant PC que le front populaire deviendra inéluctable comme dernier rempart face à la crise révolutionnaire, à la révolution, dès lors que celles-ci surgiront.

### CRISES POLITIQUES DE DOMINATION DE CLASSE DES BOURGEOISIES ET CRISES DES BUREAUCRATIES PARASITAIRES

Dans l'immédiat, il s'agit néanmoins de tout mettre en œuvre pour tenter d'éviter la chute de la V<sup>e</sup> République et l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France. La crise française, le fait que, de façon directe, immédiate, se pose en France la question du gouvernement, du régime, c'est-à-dire de la forme actuelle de domination de classe de la bourgeoisie, et que s'avance la crise révolutionnaire, s'insère et participe de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale ouverte en 1968. Il faut être plus précis encore : un saut qualitatif dans le développement de cette nouvelle période de la révolution prolétarienne se prépare. Ce qui subsiste de l'ordre mondial mis sur pied à Yalta et Potsdam, réaffirmé à Helsinki et à Belgrade, craque et vacille. De façon inégale mais combinée, tous

les régimes politiques de domination de classe des bourgeoisies de chaque pays sont en crise ; conjointement, les bureaucraties parasitaires en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, au Vietnam, etc., subissent également des crises politiques.

Il est nécessaire de procéder à une nouvelle analyse des rapports mondiaux entre les classes et à l'intérieur des classes, de leurs nouveaux développements qui préparent ce saut qualitatif, ce nouveau tournant. Le cadre de cet article ne permet pas de procéder à cette analyse, mais le XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI qui se tiendra à la fin décembre y procédera, et le prochain numéro de « La Vérité » publiera les textes qui en résulteront.

Ce sont des faits indéniables : la crise de domination de classe de la bourgeoisie française a sa correspondance en Espagne, en Italie ; la révolution portugaise a reflué mais reste vivante. La correspondance de ces crises de domination de classe démontre qu'elles ne résultent pas d'une situation particulière, conjoncturelle, dans un de ces pays. Ou plutôt, chacune de ces crises est une expression particulière d'un phénomène général : l'impasse politique du système impérialiste. Certes, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, dans les pays scandinaves, en Allemagne fédérale, les systèmes politiques de domination de classe de la bourgeoisie apparaissent plus stables. Cela tient à ce que ces régimes sont des régimes parlementaires qui permettent aux partis ouvriers, social-démocrates en l'occurrence, de gérer les affaires de la bourgeoisie, ou rendent possibles d'autres combinaisons.

Mais cette stabilité est toute relative. Jusqu'ou, et jusqu'à quand les gouvernements social-démocrates, là où de tels gouvernements sont au pouvoir, pourront-ils contenir la classe ouvrière ? Cela dépend de nombreux facteurs économiques et politiques, dont l'irruption de la révolution prolétarienne en France, en Espagne, en Italie. Il ne fait aucun doute que l'ouverture de crises révolutionnaires dans ces pays activerait violemment tout le cours de la lutte des classes en Europe, pas seulement en Europe occidentale d'ailleurs, mais en Europe

de l'Est également, et pas seulement en Europe mais à l'échelle mondiale.

Pourtant, ce n'est encore qu'un facteur. L'accentuation de la crise politique de l'impérialisme américain en est un autre. Or celle-ci, loin d'être résorbée, doit nécessairement connaître d'autres phases aiguës. Moins que jamais l'impérialisme américain n'a les moyens politiques d'imposer aux masses américaines les conséquences de la crise fondamentale qui ronge le système impérialiste, de discipliner toutes les classes et couches sociales des USA aux impératifs que son rôle contre-révolutionnaire mondial et ses intérêts spécifiques impliquent. La défaite de l'impérialisme US au Vietnam a fait apparaître ce type de contradictions. Depuis, non seulement rien dans ce sens n'a été résolu, mais les nouveaux développements mondiaux et aux USA n'ont fait qu'aviver ces contradictions qui, de toute façon, ne pourraient être surmontées qu'à la suite de longues et brutales luttes de classes aux USA, de violents conflits politiques au sein même de la classe dominante, de ses instruments politiques, de l'appareil d'Etat.

Autre facteur, la stabilité politique de l'Allemagne fédérale depuis trente ans a dépendu très directement de l'action de la bureaucratie stalinienne, de la division de l'Allemagne, de la hantise du stalinisme que les masses allemandes éprouvent. La brûlante actualité de la révolution politique remet en cause ce facteur décisif de la stabilité politique de l'Allemagne fédérale. C'est en Allemagne en particulier que la conjonction de la crise politique de la bourgeoisie et des crises politiques des bureaucraties parasitaires aura les effets les plus directs. L'instabilité chronique en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, est une expression manifeste des crises politiques qui déchirent les bureaucraties parasitaires.

En profondeur, elles opèrent dans tous les autres pays de l'Europe de l'Est et en URSS, pour ne pas parler de la Chine, du Vietnam et d'ailleurs. Les oppositions de plus en plus violentes entre ces bureaucraties sont une partie composante de ces crises politiques. Celles-ci apparaissent dans toute leur force entre la bureaucratie de l'URSS, la bureaucratie chinoise, la

bureaucratie vietnamienne, qui rivalisent au service de l'impérialisme US. Ces antagonismes sont tout aussi violents, mais étouffés, entre les bureaucraties d'Europe de l'Est, entre ces dernières et celle de l'URSS. La violence de ces oppositions n'est nullement contradictoire à ce que, en dernière analyse, l'existence de ces bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires procède de celle de l'URSS, du rôle qu'elle joue à l'échelle internationale, et à ce que la destruction de la bureaucratie du Kremlin équivaldrait à la destruction des autres bureaucraties parasitaires ; la violence des oppositions interbureaucratiques prouve d'autant plus leur impasse politique d'où procède leur crise politique. C'est au flanc de l'Allemagne fédérale que cette crise politique de domination des bureaucraties se développe en Europe. Plus encore, elle opère au cœur de l'Allemagne, car la division de l'Allemagne est artificielle et c'est une exigence politique contre-révolutionnaire, mais l'Allemagne est une.

Les crises politiques de domination de classe des différentes bourgeoisies ne s'arrêtent pas là : dans tous les pays économiquement intégrés au système impérialiste, l'instabilité politique est une donnée quasi constante. L'exemple de l'Amérique latine est probant. Pendant les années 1960, toute une série de coups d'Etat ont instauré des dictatures militaires, au Brésil, en Argentine, etc. A partir de 1969, une montée des masses se produit en Argentine, en Bolivie, au Pérou, une situation révolutionnaire se développe au Chili. Nouveaux coups d'Etat en Bolivie, en Argentine, sans oublier celui de Pinochet au Chili. Au Pérou, le général Alvarado est éjecté du pouvoir par une junte militaire qui, sous la direction de Morales Bermudez, a comme objectif de faire refluer les masses au-delà de ce qu'Alvarado n'a pas été capable de réaliser, d'instaurer une brutale dictature militaire.

Peu de temps s'est écoulé, et à nouveau l'instabilité sociale et politique de ces pays, qui se noue étroitement à la crise générale du système impérialiste, se manifeste. Au Pérou, désormais, une crise révolutionnaire est ouverte. Au Brésil, le régime militaire se fissure sous la poussée des masses. En Argen-

tine même, le régime de Videla n'est pas parvenu à écraser le prolétariat, de nouvelles convulsions politiques sont inéluctables. Au Nicaragua, seule une véritable guerre civile a empêché, pour combien de temps, la chute de Somoza. Si l'on tient compte de la crise d'ensemble du système impérialiste, la crise révolutionnaire ouverte au Pérou est le premier flux d'une vague révolutionnaire qui balayera l'Amérique latine. Son approche, conjointement à la crise générale du système impérialiste, est à l'origine des crises politiques plus ou moins accentuées dont souffrent les régimes en place.

## LE CAS DE L'IRAN

En Iran, la crise générale du système impérialiste se manifeste actuellement de la façon la plus brutale. L'Iran est un pays dépendant de l'impérialisme, essentiellement de l'impérialisme US : c'est un des piliers de l'ordre mondial instauré à Téhéran, à Yalta, à Potsdam, au cours de la guerre et dans l'immédiat après-guerre, par la collaboration entre la coalition impérialiste victorieuse et la bureaucratie du Kremlin. L'effondrement de ce pilier déstabiliserait tout le Moyen-Orient, l'Orient et l'Extrême-Orient. Cela se répercuterait nécessairement en URSS, l'Iran ayant une frontière commune de 2 500 kilomètres avec l'URSS, frontière qui borde les républiques d'Asie centrale où se posent de façon aiguë les questions nationales, comme elles se posent en Iran par rapport aux Kurdes et à d'autres peuples. On ne peut évidemment faire abstraction de l'importance de la question du pétrole pour l'impérialisme US. Ce serait pourtant une erreur de réduire à cet aspect l'importance de l'Iran. L'Iran est un carrefour politique, économique et stratégique mondial.

L'Iran, c'est un baril de poudre révolutionnaire ; tout y est conjugué : les questions démocratiques non réglées, celle de la réforme agraire, celle des droits nationaux de certains peuples d'Iran, celle de l'indépendance nationale de l'Iran par rapport à l'impérialisme. D'autre part, le développement combiné, sous l'impact de l'impérialisme, de ce pays qui mélange

les caractéristiques d'un pays économiquement et socialement des plus arriérés à des secteurs économiques des plus modernes, a eu pour conséquence qu'un prolétariat concentré et relativement puissant donne à toutes les masses exploitées et opprimées un chef naturel.

Oh certes, la victoire de la révolution prolétarienne en Iran, à défaut de l'indispensable parti révolutionnaire, n'est pas pour demain, mais l'effondrement du régime du chah ouvrirait une ère de bouleversements sociaux et politiques incessants. La défaite de l'impérialisme américain au Vietnam a marqué une étape historique du développement de la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires. Pour la première fois dans l'histoire, l'impérialisme US était battu, et à la suite d'une guerre révolutionnaire de près de quinze ans. La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire subissait un dur échec. Une nouvelle fois, une partie du monde incluse dans le système impérialiste s'effondrait sur elle-même, complètement décomposée économiquement, socialement et politiquement. L'onde de choc de cette défaite de l'impérialisme US, de cet échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, de ce nouvel effondrement d'une partie du système impérialiste ne pouvait que se répercuter dans le monde entier sur toutes les relations entre les classes et les relations politiques mondiales. L'affaiblissement sur lui-même d'un des piliers du système impérialiste, de l'« ordre » mondial établi à Téhéran, Yalta, Potsdam, réaffirmé à Helsinki et à Belgrade, mettra en cause tout le système impérialiste et ce qui subsiste de l'ordre mondial établi à Yalta et à Potsdam.

## UN SYSTEME ECONOMIQUEMENT MINE

Les superstructures politiques ont comme soubassements les rapports économiques. La nouvelle crise du dollar indique que si les superstructures politiques sont pourries, l'infrastructure économique ne l'est pas moins. Plus de trente années d'un immense parasitisme, indispensable pour entraîner le fonctionnement du

mode de production capitaliste au stade de l'impérialisme, plus de quatre années d'une inflation gigantesque pour tenter d'enrayer la marche à une crise économique disloquante, ont comme conséquence cette nouvelle crise du dollar, cette nouvelle crise des moyens de paiement.

Derrière la nouvelle crise du dollar, la dislocation du marché mondial, de la division internationale, se profile. C'est-à-dire un effroyable plongeon dans une crise économique sans fond par rapport à laquelle celle des années 1930 paraîtra une simple péripétie. Bien évidemment, les conséquences de cette terrible crise se répercuteront durement sur l'économie des pays où le capital a été exproprié, mais dont les rapports de production sont gérés par les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. La nature de ces rapports de production exige, d'autant plus que se développent les forces productives, que l'économie de ces pays s'intègre pleinement à la division internationale du travail, qui doit être elle-même radicalement modifiée par l'expropriation du capital à l'échelle de l'Europe et du monde, et l'institution de la propriété collective des moyens de production.

Outre les distorsions, les déséquilibres, les pillages, les antagonismes irréductibles qui résultent de la gestion de l'économie planifiée par les bureaucraties parasitaires, l'existence de ces bureaucraties contre-révolutionnaires, leur peur panique de la révolution prolétarienne leur interdit d'avoir accès au marché mondial et à la division internationale du travail autrement que dans un rapport de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme mondial : en sollicitant d'énormes crédits, des brevets, la construction d'« usines clés en main » dans ces pays, en tentant d'adapter l'économie planifiée à la concurrence internationale selon les lois du marché, c'est-à-dire en remettant en cause les rapports de production.

A quoi il faut ajouter l'énorme pression que l'impérialisme exerce en obligeant ces bureaucraties à se lancer dans la course aux armements, sans parler de sa pression politique. D'ores et déjà, les conséquences de la crise conjointe de l'économie capitaliste, de l'inflation, sont lourdes pour l'écono-

mie planifiée. Une crise majeure disloquant l'économie capitaliste internationale multiplierait les contradictions économiques et, par conséquent, sociales et politiques qui existent dans tous ces pays et entre eux.

Crises politiques des systèmes de domination de classe des bourgeoisies, crises politiques des bureaucraties, crise du dollar et du système monétaire international, marche à la crise économique disloquant le marché mondial et la division internationale du travail se recourent, s'alimentent réciproquement et se conjuguent.

Tous ces développements ont lieu sur le fond de la puissance sans précédent que le prolétariat mondial a acquise depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par ses conquêtes, par suite de la vague révolutionnaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre. Tous ces développements sont dominés et commandés par l'avance d'une nouvelle vague révolutionnaire mondiale. Mais à leur tour, ils ne peuvent que l'impulser. L'impérialisme et les bureaucraties contre-révolutionnaires en ont la plus haute conscience, aussi mobilisent-ils tous leurs moyens pour tenter de l'éviter, de la désamorcer en faisant flèche de tout bois, ou tout au moins de la différer, de colmater les brèches qui s'ouvrent.

## COOPERATION ET RIVALITES DANS LA CONTRE-REVOLUTION

Sur le plan politique, l'impérialisme en général, les bourgeoisies de chaque pays, l'impérialisme américain en particulier, bénéficient du soutien total et inconditionnel des bureaucraties parasitaires qui se concurrencent à son service. Après la défaite de l'impérialisme US et l'échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire au Vietnam, les accords signés à Helsinki au début d'août 1975, baptisés « pour la sécurité et la coopération en Europe », ont réaffirmé la coopération contre-révolutionnaire afin de maintenir l'« ordre » de Yalta et de Potsdam.

Il n'est pas nécessaire de rappeler que cette coopération est à la base de la politique des PC en Europe,

France, Italie, Portugal, Espagne, comme elle est à la base de la politique des PC en Amérique latine, au Pérou par exemple, au Japon et dans le monde entier. De même, le rôle de la bureaucratie du Kremlin au Moyen-Orient pour aider l'impérialisme US à y instaurer la « Pax America » en écrasant le peuple palestinien, en s'appuyant à la fois sur les Etats féodaux bourgeois (« progressistes » ou non) et sur l'Etat comprador d'Israël, est évident. Mais le rôle de la bureaucratie du Kremlin en Angola et en Ethiopie, utilisant comme piétaille des corps expéditionnaires cubains, s'éclaire également, s'il pouvait y avoir un doute, un peu plus chaque jour. En Angola, le Kremlin a contribué à créer un Etat bourgeois, à le mettre en place et à le renforcer. En Ethiopie, il s'est efforcé de remettre sur pied l'Etat bourgeois disloqué, et tente aujourd'hui de le renforcer. Dans tous les cas, il agit conformément aux intérêts généraux de l'impérialisme, de ceux de l'impérialisme US en particulier. L'appui politique que la bureaucratie chinoise et la bureaucratie du Kremlin apportent au régime du chah d'Iran n'a d'égal dans le cynisme que celui que la bureaucratie chinoise apporte à Pinochet et à son régime au Chili.

Les faits sont connus, mais ils méritent d'être rappelés : alors que, sous les coups des masses, le régime du chah est ébranlé, Hua Kuo-Feng, président du comité central du PC chinois et chef du gouvernement, fait une visite spectaculaire et significative à Téhéran, au chah ; la sœur du chah est reçue en URSS au même moment ; dernièrement, Brejnev envoie au chah ses félicitations pour son 59<sup>e</sup> anniversaire. Ce sont les signes extérieurs et volontairement démonstratifs du soutien de toutes les bureaucraties au régime de ce despote oriental. La bureaucratie chinoise et celle du Kremlin rivalisent au service de l'impérialisme, de l'impérialisme US en particulier.

Récemment, Teng Hsiao-Ping est allé au Japon signer le traité de paix sino-japonais. Cet acte politique est en relation avec la préparation d'un réarmement massif du Japon, et également d'un réarmement de l'armée chinoise avec du matériel militaire en provenance des pays impérialistes. Natu-

rellement, en même temps, cela prépare une forte pénétration des capitaux et marchandises des pays impérialistes en Chine.

Au cours des années 1960, la bureaucratie du Kremlin a isolé économiquement, politiquement et militairement la Chine, en coopération avec l'impérialisme américain, permettant à ce dernier de multiplier sa pression sur la Chine. L'entreprise a, en un certain sens, assez bien réussi. Aujourd'hui, la bureaucratie chinoise se fait l'instrument de l'impérialisme US contre l'URSS. La réciprocité reste cependant vraie. La bureaucratie du Kremlin utilise celle du Vietnam contre la Chine, ce dont bénéficie l'impérialisme en général, l'impérialisme US principalement, tout autant qu'il bénéficie de l'action de la bureaucratie chinoise contre l'URSS et le Vietnam.

L'impérialisme peut jouer ce jeu en raison de la nature de toutes ces bureaucraties : les unes et les autres se dressent contre la révolution prolétarienne et rivalisent dans le pillage social, l'oppression des masses laborieuses et des peuples.

### UN POIDS INSUPPORTABLE POUR LE JAPON ET L'ALLEMAGNE FEDERALE

Tous les anneaux de la chaîne de la contre-révolution se nouent les uns aux autres. Toutes les forces de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires se tendent pour maintenir coûte que coûte debout ce qui subsiste de l'« ordre » mondial institué à Yalta et Potsdam. Pourtant, cet « ordre » craque sous l'action des masses, de violentes contradictions menacent de tout disloquer, et toutes les mesures prises pour le maintenir coûte que coûte ne font que renforcer, exacerber ces contradictions. La façon dont les Etats impérialistes tentent d'établir un palier dans la crise du dollar est significative. Le dollar, monnaie flottante, est tombé à ses cours historiques les plus bas à la fin octobre : le 29 octobre, moins de 4 F, l'once d'or a atteint 242,6 dollars le 31 octobre. Le 1<sup>er</sup> novembre, Carter annonçait les mesu-

res prises pour arrêter la chute du dollar. Elles consistent en la mobilisation d'un fonds correspondant à 30 milliards de dollars en DTS ou en devises étrangères : tirage de 3 milliards sur le FMI ; vente de 2 milliards de DTS ; accords de « SWAP » (crédits à courts termes renouvelables en devises étrangères), 6 milliards de dollars auprès de la Bundesbank, 5 milliards de dollars auprès de la Banque du Japon, 4 milliards de dollars auprès de la Banque nationale suisse ; émission de 10 milliards de dollars de bons du Trésor achetés par la Bundesbank, la Banque du Japon, la Banque nationale suisse, libellés en marks, en yens, en francs suisses, donc théoriquement remboursables en ces devises.

D'autres mesures ont encore été prises : le taux d'escompte passe de 8,5 % à 9,5 %, augmentation du taux des réserves obligatoires des banques sur les dépôts à terme, enfin, doublement des ventes d'or du Trésor américain, 1 500 000 onces par mois au lieu de 750 000. Immédiatement, le dollar est remonté par rapport aux autres devises, et le prix de l'once d'or exprimé en dollars est retombé bien que, quelques jours après, la tendance à la baisse du dollar et à la hausse de l'or ait réapparu.

Que signifient ces mesures ? En premier lieu, que l'Allemagne, le Japon, la Suisse sont contraints de prendre plus encore que précédemment en charge l'inflation américaine. Très rapidement, quelques jours après que ces décisions aient été prises, la Banque du Japon, pour tenter de maintenir à un palier déterminé le dollar, a dû en acheter encore pour plusieurs centaines de millions de yens sur le marché financier. En deuxième lieu, que les USA sont amenés à pratiquer une politique de « stop and go » qui risque d'enrayer la machine économique. De plus en plus, s'affirme la propension à faire porter sur les épaules d'impérialismes dont la base est extrêmement faible, malgré les apparences, une charge écrasante qu'ils ne peuvent porter.

Les impérialismes japonais et allemand sont irrémédiablement marqués par leur défaite de la Seconde Guerre mondiale. Leur base économique et politique, comme territoriale, est

extrêmement étroite. Ils dépendent au sens le plus direct et le plus étroit du marché mondial, du fonctionnement de l'économie américaine en tant que celle-ci est le moteur de l'ensemble du mode de production capitaliste. Aujourd'hui encore, ils vivent politiquement à l'ombre de l'impérialisme US.

En ce qui concerne l'impérialisme allemand, l'évolution des rapports économiques et politiques tant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe font qu'il est de plus en plus poussé à assumer le rôle de pilier de l'ordre de Yalta et de Potsdam en Europe, en coopération avec la bureaucratie du Kremlin, alors qu'il n'en a pas les moyens.

La politique de « stop and go » appliquée aux USA peut précipiter la crise rampante, la transformer en crise aiguë. En tout cas, elle va exacerber la concurrence sur le marché mondial, pousser au nationalisme économique les différents capitalismes nationaux qui vont faire de plus en plus appel à leurs Etats nationaux pour défendre leurs intérêts particuliers. Il sera important de suivre les répercussions de cette situation sur le Marché commun européen. Ces contradictions renforcées, d'un côté rendent plus nécessaire aux puissances capitalistes de la CEE de définir une politique économique et financière commune, et la rendent plus difficile : la suite qui sera donnée au projet de Fonds monétaire européen rendra compte du développement de ces contradictions. Notons cependant que d'ores et déjà, la Banque d'Angleterre a dû porter son taux d'escompte à 12,5 %

### TENSION EXTREME DE TOUTES LES CONTRADICTIONS

Le fait que la tension de toutes les forces de la contre-révolution exacerbe finalement toutes les contradictions est constatable sur d'autres plans. Ainsi, en Iran, l'impérialisme a dû recourir, comme au Nicaragua, aux méthodes les plus brutales, à la plus violente et sanglante répression contre les masses, sans pouvoir les maîtriser. Une « solution de rechange » existe et est mise au point : celle de l'unité nationale, ou, à défaut, derrière le

Front national avec la participation du Parti Tudeh (parti stalinien), d'une sorte de front populaire. Cependant, y recourir, c'est ouvrir des vannes, ébranler l'appareil d'Etat, risquer le déferlement. Pourtant, le recours à la force brutale, sans pouvoir maîtriser les masses, amènera inévitablement à la dislocation de l'appareil d'Etat et au déferlement des masses.

La « Pax America » au Moyen-Orient soulève des problèmes insolubles. Les accords en vue du rétablissement de la paix entre l'Egypte et Israël, conclus à Camp David sous l'égide de l'impérialisme US, prévoyaient l'évacuation plus ou moins complète des forces armées d'Israël du Sinaï. Y était associé un deuxième volet : « le règlement du problème palestinien ». Ce deuxième volet prévoyait dans un délai de cinq ans « la pleine autodétermination de la bande de Gaza et de la Cisjordanie » :

« L'Egypte et Israël se mettront d'accord sur les modalités pour la mise en place du gouvernement autonome de la Cisjordanie et de Gaza. »

Cette prétendue autonomie maintenait en place le contrôle d'Israël sous le prétexte d'assurer « la sécurité extérieure et intérieure de l'ordre public » :

« Les parties négocieront un accord qui définira les pouvoirs et les responsabilités du gouvernement autonome en Cisjordanie et à Gaza, un retrait des forces armées israéliennes restantes dans des zones de sécurité spécifiées. L'accord inclura également des accords pour assurer la sécurité intérieure et extérieure et l'ordre public. Une force de police locale importante sera créée qui pourra inclure des citoyens jordaniens. En outre, les forces israéliennes et jordaniennes participeront à des patrouilles communes et installeront des effectifs dans les postes de contrôle pour assurer la sécurité des frontières. »

Donc, l'Etat d'Israël était reconnu, et il lui était attribué le droit et les moyens de contrôler la bande de Gaza et la Cisjordanie au nom d'une prétendue « autonomie ». Les droits nationaux du peuple palestinien, du fait

même de ce cadre, étaient foulés aux pieds. Bientôt, le régime « progressiste » de Syrie s'engageait plus encore au Liban sur la voie de Camp David. Les provocations des milices chrétiennes sont venues à point pour justifier leur désarmement et celui de ce qui subsiste de forces palestiniennes armées. Le ministre français des Affaires étrangères affirmait que « ce sont les milices chrétiennes qui ont déclenché la bataille de Beyrouth », s'inscrivant dans cette politique. En arrière-plan, la bureaucratie du Kremlin, grand fournisseur d'armes à la Syrie, soutient la manœuvre. Et pourtant, rien n'est réglé.

Pour le régime de Sadate, il faut au moins sauver les apparences : le retrait de l'armée israélienne du Sinaï, une apparence de droit accordé au peuple palestinien. C'est encore trop demander à l'Etat d'Israël. Il ne faut surtout pas oublier que c'est un Etat crouillon, comprador. L'abandon total du Sinaï, plus encore le fait d'accorder de pseudo-droits au peuple palestinien, sont des éléments de désagrégation de l'Etat d'Israël. Actuellement, les négociations en cours provoquent déjà une violente crise politique en Israël. Accepter, c'est engager le processus de la désagrégation de l'Etat d'Israël ; ne pas accepter, c'est rendre impossible la position du régime de Sadate et préparer de nouvelles explosions politiques et sociales en Egypte et dans tous les Etats du Moyen-Orient. Dans les deux cas, c'est préparer de nouvelles explosions politiques et sociales au Moyen-Orient alors que le régime du chah vacille en Iran.

En Europe de l'Ouest, dans la foulée des accords d'Helsinki, réaffirmés à Belgrade, sur la « sécurité et la coopération en Europe », les Etats bourgeois de la CEE se sont mis d'accord pour transformer l'Assemblée de Strasbourg en « Parlement européen élu au suffrage universel ». Ainsi que le dit la déclaration du Secrétariat européen du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, la définition de l'Assemblée de Strasbourg comme Parlement européen est une pure et simple mystification : elle n'est pas européenne ; ce n'est pas un Parlement, mais une structure de participation à la CEE et une consécration de la division de l'Europe et de l'Allemagne

en deux, c'est une structure de participation à l'Europe de Yalta et de Potsdam, réaffirmée à Helsinki et à Belgrade. Quelles que soient les divergences que les partis bourgeois et les partis ouvriers, les partis social-démocrates et les partis staliens affichent, quelles que soient les positions diverses prises sur tel ou tel aspect, tous bloquent ensemble, en participant aux « élections européennes », pour défendre l'Europe de Yalta et de Potsdam qui craque, pour défendre les régimes politiques en place à l'Ouest et à l'Est de l'Europe. Là est l'essentiel.

### LE ROLE DES PARTIS SOCIAL-DEMOCRATES ET STALIENS

Et dans tous les pays capitalistes d'Europe, les partis ouvriers bourgeois, qu'ils soient social-démocrates ou « socialistes » dans la lignée de la social-démocratie, qu'ils soient staliens, doivent prendre en charge, selon la disposition des forces politiques dans chaque pays, la gestion de la crise de la société bourgeoise. En Angleterre, en Allemagne, dans les pays scandinaves, en Belgique, en Hollande, en Autriche, dans tous les pays où la social-démocratie a le monopole de l'organisation du mouvement ouvrier, en tout cas où sa position y est dominante, soit en dirigeant les gouvernements, soit en y participant, soit dans l'« opposition », ces partis assument la gestion des affaires de la bourgeoisie et s'efforcent d'obliger les masses à subir les conséquences de la marche à la crise économique aiguë. Ailleurs, cette fonction est assumée conjointement entre les partis social-démocrates ou socialistes, et les partis staliens. C'est vrai au Portugal, où le gouvernement Nobre da Costa, pourtant battu le jour de sa présentation devant l'Assemblée de la République, a gouverné pendant plusieurs semaines sans que le PS et le PCP fassent le moindre geste, bien au contraire, pour mobiliser les masses contre lui et les mesures qu'il ne s'est pas gêné de prendre. C'est vrai en Espagne où le PSOE et le PCE, les « commissions ouvrières », la direction de l'UGT ont ratifié les accords de la Moncloa, où ils participent au « Parlement » de la monarchie fran-

quiste, et sont actuellement à la pointe du combat contre les masses qui veulent l'indépendance de l'Euzkadi, de la Catalogne, en organisant des manifestations aux côtés des franquistes, prétendument contre « le terrorisme », alors que le terrorisme c'est l'Etat franquiste. Ainsi préparent-ils l'union nationale pour le plébiscite sur la Constitution qui consacre l'Etat franquiste repeint en « démocratie ». En Italie, le PCI et la direction de la CGIL sont les forces qui appliquent la politique anti-ouvrière du gouvernement Andreotti. En France, le PCF et la direction de la CGT sont aussi à l'avant-garde, mais en utilisant d'autres formes, de l'application de la politique du gouvernement Giscard-Barre d'agression contre les masses, indispensable à la bourgeoisie en crise.

### POURQUOI L'APPAREIL STALINIE N S'ENGAGE-T-IL A FOND ?

Les partis ouvriers-bourgeois sont contraints de prendre en charge les exigences et besoins de la bourgeoisie en crise, parce que celle-ci est incapable de le faire par ses seuls moyens. Les partis staliens s'engagent à fond car l'Europe de l'Ouest qui bascule dans la révolution, c'est l'Europe de l'Est qui y bascule également. Classiquement, les déchirements internes aux bureaucraties et entre elles ouvrent les voies de la révolution politique, et les contradictions s'exacerbent.

En Pologne, le bouillonnement des masses est tel, les contradictions au sein de la bureaucratie sont si grandes, qu'un journal comme « Rabotnik », journal ouvrier, est diffusé ouvertement à des milliers et des milliers d'exemplaires. Indépendamment de sa valeur politique, cela est significatif.

En Tchécoslovaquie, sur la base de la « Charte 77 », le bouillonnement politique ne cesse pas non plus. La proclamation d'un syndicat indépendant en URSS à l'initiative de Khlebnov, la reprise de cette initiative quelques mois après son arrestation, donnent d'ores et déjà une autre dimension à la lutte contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasites : c'est l'affirmation que la

classe ouvrière doit s'organiser, construire ses organisations de classe indépendantes contre les bureaucraties parasitaires, et cela avant même que ne s'ouvre le processus de la révolution politique. Un pas politique immense est ainsi fait et qui va vers l'ouverture d'une perspective politique propre aux prolétariats et aux masses de l'URSS et de l'Europe de l'Est. Non seulement en Tchécoslovaquie, mais en Pologne, mais dans tous les pays de l'Europe de l'Est, la voie ouverte par Khebanov sera suivie.

L'élection d'un pape polonais a une grande signification politique. L'impérialisme entend tout à la fois accroître sa pression politique sur les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS, et en même temps, contre les masses, leur tendre la main et les soutenir.

Il suffit de rappeler, pour que cela soit clair, que la première visite de Carter en Europe a commencé par une escale à Varsovie pour soutenir Gierk, que ce même Gierk avait été reçu solennellement par l'avant-dernier pape, quelque temps avant la mort de celui-ci.

En Europe s'entrelacent étroitement, répétons-le, crises politiques des bourgeoisies et des bureaucraties parasitaires, marche à une crise économique disloquante à l'Ouest et insurmontables contradictions économiques à l'Est, marche à la révolution sociale et à la révolution politique.

Tous ces éléments se combinent et constituent un mélange hautement explosif, une concentration des contradictions mondiales qui conduisent inéluctablement à une nouvelle étape de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale. C'est seulement en partant de là qu'il est possible d'apprécier non seulement les relations entre les classes, les relations politiques en France, mais leur portée internationale.

L'effondrement de la V<sup>e</sup> République, l'ouverture de la crise révolutionnaire en France (pas seulement en France, mais en Espagne et en Italie aussi) disloqueront l'édifice craquant de Yalta et de Potsdam. Et c'est à cette mesure que l'on doit apprécier la politique du PCF, force majeure au sein du mouvement ouvrier français et l'un des principaux rouages de l'appareil stalinien international.

## TOUT DISLOQUER, TOUT DESAMORCER

Ces derniers jours, cette politique vient de franchir un nouveau stade : au cours d'élections municipales partielles à Hyères, le PCF a refusé de se désister pour la liste du PS au second tour, sous prétexte que celui-ci n'a pas accepté de faire une liste unique au premier tour, dont la tête de liste aurait été le PCF ; officieusement, il a fait voter pour la liste RPR-UDF. Le PCF est obligé d'aller plus loin qu'il ne l'a fait au lendemain du 12 mars et au cours des élections législatives partielles de cet été : jusqu'alors, il avait évité d'avoir à refuser de se désister au second tour en faveur d'un candidat PS arrivé avant le candidat PCF au premier tour. Une telle politique risque de lui coûter cher. Mais les exigences de la contre-révolution sont impérieuses : le raz de marée électoral qui s'est encore accentué depuis les élections législatives partielles, au cours de nombreuses élections cantonales et municipales, contraint le PCF à faire une tentative suprême pour protéger, défendre le régime, et l'oblige à aller toujours plus loin.

C'est là où la lutte des classes se déroule sur le terrain et selon les méthodes de lutte du prolétariat que la défense de la V<sup>e</sup> République, de ses institutions, de son gouvernement, de son président de la République et de leur couverture « parlementaire » est, du point de vue de la contre-révolution, la plus nécessaire et brutale. Plus haut, il a été déjà fait état de la façon dont le PS, mais surtout le PCF, s'efforcent d'imposer aux masses le respect et le carcan de cette Assemblée nationale dont la majorité en députés est de plus en plus minoritaire dans le pays. Cela ne suffit plus. Il faut tenter de désamorcer l'explosion politique qui se prépare : il faut tenter d'organiser un contre-feu à la volonté d'en finir avec cette Assemblée nationale, de la balayer, volonté qu'une puissante manifestation de masse devant et contre l'Assemblée nationale concrétiserait, rassemblerait et impulserait ; il faut disloquer la classe ouvrière et la jeunesse. Il faut plus encore faire avaler aux masses la politique du gouver-

nement et du capital. Sur ce plan, la coopération entre les appareils des confédérations syndicales, de la FEN, et le PCF — le PS se tenant en retrait — est totale, chacun occupant son créneau à sa place.

Depuis septembre, l'appareil de la CGT, quelquefois relayé par la CFDT, FO, le SNES, le SNESup, le SNI, a organisé un extraordinaire carrousel de grèves tournantes : les Chantiers navals de Marseille et de La Ciotat, la sidérurgie de l'Est. « Luttés d'ampleur nationale dans l'enseignement ; grèves, manifestations, occupations d'écoles, délégations... », titre « L'Humanité » du 29 septembre 1978 ; grèves tournantes à la SNCF, grèves tournantes dans les PTT, grèves tournantes à la télévision, nouvelles grèves tournantes à la SNCF, grèves tournantes à l'université. D'autres sont « programmées », à la RATP notamment, à partir du 17 novembre. De même, nombre de « manifestations » bidon sont également programmées.

Ainsi, le 13 octobre, « L'Humanité » annonce : « Manifestations (le « s » est de « L'Humanité ») ce matin des enseignants et lycéens de l'enseignement général et professionnel à Paris. Défilé cet après-midi des professeurs d'éducation physique et sportive et des étudiants. » Les choses ne tourneront pas en cette occasion selon la volonté des appareils. Un cortège, sous l'impulsion de l'UNEF (Unité syndicale), se formera, regroupant enseignants, étudiants, professeurs de gymnastique, qui se dirigera vers le ministère de l'Éducation et imposera qu'une délégation soit reçue, bien que les dirigeants aient tenté d'empêcher la formation de ce cortège et se soient ensuite volatilisés. Le 20 octobre, nouvelle dislocation et manifestation contre-feu : des « délégations » de travailleurs des Chantiers navals sont trimbalées à travers Paris. Le 13 novembre, jour où s'engage à l'Assemblée nationale le débat budgétaire sur l'enseignement, nouvelle manifestation bidon à Paris. Grèves tournantes des éboueurs de Paris. On pourrait établir une liste presque sans fin de semblables « mouvements » et « manifestations », dont le seul but est de disloquer et de désamorcer le mouvement des masses.

## LA GREVE DES MARINS

Un autre mouvement, une grève, véritable celle-là, celle des marins, va montrer la hargne de l'appareil stalinien dans l'application de sa politique qui consiste à faire passer la politique du gouvernement et du capital. Rappelons les faits. En violation du statut des marins, du Code maritime et de la convention collective, la « Nouvelle Compagnie des Paquebots » (NCP) qui arme les trois derniers paquebots qui font des croisières, le « Massilia », le « Mermoz » et l'« Azur », embauche cinquante et un marins indonésiens qui ne sont payés que 118 dollars 20 cents par mois, soit au taux actuel 508 F par mois, et, en outre, ne bénéficient pas des garanties et avantages sociaux dont bénéficient les marins français.

En « réplique », la direction de la Fédération des marins « programme » un mouvement qui n'a d'autre objectif que de casser la volonté des marins de ne pas accepter que leurs statuts, avantages et garanties soient mis en cause. Aux côtés des autres fédérations, elle donne un ordre de grève de 48 heures à partir du 13 octobre, renouvelable. Dès le lundi 16 octobre, les fédérations d'officiers lâchent le mouvement. « Informations ouvrières » n° 872 relate :

« Le même jour, les dirigeants du syndicat du Havre, Union départementale de la CGT en tête, et après une réunion avec le député PCF de la Seine-Maritime, Roland Leroy, décident de faire appareiller les navires long-courrier ayant déjà effectué 96 heures de grève.

Prétextant le départ de trois navires, les fédérations CGT et CFDT annulent leur mot d'ordre de grève pour lui substituer celui d'un retard de 96 heures dans l'appareillage, après les opérations commerciales.

Cela voulait dire une chose bien simple : il n'y aurait que quelques navires long-courrier en grève en même temps, deux ou trois dizaines au plus, les remorqueurs, les carferries, les caboteurs, les marins des ports effectuant leur grève entre le 16 et le 20.

Pour le long-cours, singulièrement le pétrole, les transporteurs de vrac alimentant les usines sidérurgiques en minerais et en charbon, pour les porte-conteneurs, la grève se transformait en « un mouvement de longue haleine », comme le disaient les leaders de la CFDT.

Dans une grève des marins, on arrête le navire quand il touche un port où le syndicat existe : un port français, espagnol, anglais ou allemand.

Les premiers arrivés sont rejoints chaque jour par de nouveaux bateaux, les assemblées générales sont plus massives chaque jour.

C'est la grève générale, et elle possède une force qui va croissant.

Les retards à l'appareillage, au contraire, représentent la traduction maritime des grèves tournantes, des mouvements disloqués, morcelés. »

Précisément, les marins veulent la grève générale pour que leur statut soit respecté. Devant cette volonté, la Fédération CGT est obligée, le 16, de proroger de 48 heures le mot d'ordre de grève totale pour tous les genres de navigation. « Informations ouvrières » poursuit :

« Mais, le mercredi 18, le bureau national de la Fédération des marins CGT décide purement et simplement d'annuler le mot d'ordre de grève.

Le comité national de la Fédération est toutefois convoqué pour vendredi matin, élargi aux secrétaires des syndicats de ports.

A Marseille, plusieurs cargos de la Compagnie générale maritime (ex-Transat) continuent pourtant la grève, les car-ferris pour la Corse continuent à n'assurer qu'un service limité.

Le vendredi matin à 9 heures, la réunion de la CE élargie ne se déroule pas au siège de la confédération, 213, rue Lafayette.

Les délégués présents préfèrent se réunir dans un local qualifié par l'un d'eux de « neutre ».

Les débats se prolongent jusqu'à 17 heures, à huis clos.

Il en sort un appel à « la grève générale pour tous les genres de navigation jusqu'à ce que les armateurs et le gouvernement aient donné satisfaction ».

Nul doute que la volonté de la grève totale et générale n'ait prévalu après d'âpres débats. Et, si elle a prévalu, c'est, comme le conclut le communiqué, que « dans cette affaire c'est le métier de marin qui est en jeu ».

Dès le week-end, toutes les liaisons avec l'Angleterre sont interrompues, seuls deux navires français quittent un port du territoire national, l'un de Corse pour Marseille, l'autre de Marseille pour Ajaccio, tous deux chargés de marchandises jugées « indispensables à la population ».

La fédération CFDT, extrêmement minoritaire dans la profession, décide de « se rallier là où c'est possible au mot d'ordre de la grève générale », mais « d'appeler partout ailleurs à des simples retards d'appareillage ».

Ce lundi matin, dans tous les ports, la grève générale prend une ampleur inégalée. »

## LA POLITIQUE DE L'APPAREIL STALINIEN AU JOUR LE JOUR

Pourtant, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. La direction de la Fédération a dû, finalement, donner l'ordre de grève générale ; c'était indispensable pour contrôler le mouvement et bien prendre en main l'appareil. Toute la question est de savoir ce qu'elle fixe comme objectif et sur quelle ligne elle dirige la grève générale des marins. « L'Humanité » va donner le ton ; une petite note dans le numéro du 24 octobre « informe » :

« La consultation des 28 000 marins de la marine marchande, échelonnée sur trois jours, dégage une formidable majorité pour le mot d'ordre de grève générale illimitée lancé par la CGT. Après une semaine de grève, largement suivie, armateurs et gouvernement n'ont fait aucune ouverture, ce qui conduit les syndi-

cats à durcir leur position. La CFDT a rejoint la CGT. Le trafic est pratiquement bloqué dans tous les ports de France. Pour éviter l'isolement de la Corse, un service minimum de ravitaillement a été mis en place. »

On constate premièrement que l'objectif fixé est seulement une « ouverture », et que tout est bon pour ébrécher le mouvement. Le lendemain, grand article en page 6 avec interview de François Lagain, secrétaire de la Fédération des marins CGT, qui se conclut ainsi :

« Question : *Au-delà de la solidarité, c'est leur emploi que les marins français défendent.*

Réponse : Bien entendu, le statut français garantit des salaires et des avantages plus intéressants que les conventions internationales. Celles-ci accordent 3 000 F de salaire minimum et un mois de congé annuel.

L'introduction de la discrimination à bord de la flotte française ferait voler en éclats les avantages arrachés par de longues luttes, allant même jusqu'à compromettre notre retraite.

D'autre part, tant chez les marins que chez les officiers, le chômage sévit durement. Cette pratique entraînerait dans l'immédiat 200 suppressions d'emploi. »

Il semble donc que tout soit clair et simple : respect total du statut et des avantages acquis. Eh bien non. François Lagain conclut :

« Voilà pourquoi nous sommes déterminés à conduire cette action jusqu'à l'obtention de négociations qui aboutissent à des garanties crédibles. »

En bon français : « Pour que la grève cesse, nous sommes prêts à négocier. » Mais négocier quoi ? Rien d'autre que le statut lui-même. « Mettez-en un peu du vôtre. Nous en mettrons un peu du nôtre. L'important est que la grève cesse au plus vite. » Le mercredi 25 octobre, la Fédération des marins déclare encore :

« La situation est sérieuse. En conséquence, la Fédération renouvelle sa demande pour l'ouverture de négocia-

tions sans préalable sur les conditions de recrutement des marins et sur l'application des conventions collectives.

Elle est également prête à examiner la situation à la Nouvelle Compagnie des Paquebots afin de trouver une solution. »

Encore une fois, la Fédération est prête à « négocier », à brader le statut et le reste.

« L'Humanité » du 28 octobre soupire : « Les négociations enfin ouvertes. » Celle du 2 novembre se félicite : « La commission de conciliation réunie après quinze jours de grève. » Hélas, celle du samedi 4 novembre constate : « Toujours dans l'impasse... » :

« La Nouvelle Compagnie des Paquebots refuse toujours de débarquer de ses bateaux de croisière les 51 ressortissants indonésiens embauchés à des salaires dérisoires et sans couverture sociale. L'opération qui se traduit par des méthodes d'apartheid sur les bateaux français est si honteuse qu'elle refuse de publier ces contrats... Elle se livre toujours au même chantage : « Ou bien ces salariés indonésiens sous-payés, ou le désarmement des paquebots. »

Mais le lundi 6 novembre, « L'Humanité » titre : « Il n'y aura pas d'apartheid sur les navires français. » L'article explique :

« Les marins ont obtenu satisfaction... Tous les ports devraient aujourd'hui fonctionner. Les marins ont repris le travail après 13 jours de grève. Un protocole a été signé samedi vers 16 heures au siège de la direction générale de la marine marchande à Paris. »

Dans un tract adressé aux marins, comme dans une nouvelle interview à « L'Humanité » en date du 7 novembre, François Lagain affirme : « Un succès pour la flotte française et l'ensemble des marins » :

« Q. — Elles (les négociations — NDLR) ont abouti cependant. La CGT parle de succès. La CFDT a tendance à minimiser. Alors qu'en est-il exactement ?

F.L. — La CFDT tend à minimiser le succès. C'est vrai et c'est regrettable. Est-ce parce qu'elle a hésité un long moment avant d'entrer dans le mouvement ? Toujours est-il que sa position alimente une campagne de presse dans laquelle le pouvoir n'est pas étranger. Cette campagne vise à présenter la grève des marins comme un échec alors qu'il s'agit d'un succès. Un succès qui dépasse le cadre de la NCP et concerne bien l'ensemble de la flotte française et l'ensemble des marins.

Nous avons obtenu l'exclusion du recrutement par des marchands d'hommes et l'application intégrale pour tous des conventions collectives sur tous les navires français en quelque lieu qu'ils puissent se trouver. Cette garantie interdit toute forme de discrimination sous notre pavillon et c'était précisément l'objectif que nous nous étions fixé.

Q. — *Mais quelle est donc la responsabilité du gouvernement dans cette affaire ?*

F.L. — Pour ce qui concerne la NCP, l'attitude du gouvernement consiste à abandonner la souveraineté nationale sur ces navires qui, pourtant, battent pavillon français. Il permet en même temps à l'armateur d'exploiter des marins du tiers monde à des conditions inadmissibles.

Q. — *Et c'est bien cela qui ne leur est plus possible ?*

F.L. — Exactement. Au point 5 du procès-verbal signé samedi, il figure clairement que le contrat d'engagement maritime prévu aux articles 1, 2 et 3 du Code du travail devra être conclu directement entre l'armateur et le marin. Le recrutement par l'intermédiaire de sous-traitants est donc absolument exclu. L'embarquement de marins étrangers ne pourra avoir lieu si toutes les conditions de nationalité, d'aptitude physique, de formation professionnelle ne sont parfaitement réunies.

Le Code maritime sera modifié en conséquence.

Q. — *La NCP s'engage à annuler tout nouveau recrutement de marins indonésiens sous-payés, mais les 51 déjà embarqués ?*

F.L. — Eh bien ! ils sont embarqués, ce qui veut dire qu'ils sont en mer actuellement. Il n'est donc pas possible de les débarquer. Leur situation devra néanmoins être tranchée avant le 17 novembre, date à laquelle se réunira la commission nationale de conciliation.

Q. — *En quoi la lutte des marins intéresse tous les travailleurs ?*

F.L. — Si la position du gouvernement était traduite en terme terrestre, c'est comme si une enclave internationale était cédée sur notre territoire aux entreprises en difficulté ; enclave au sein de laquelle le droit social français ne serait pas applicable et où les patrons pourraient embaucher des immigrés à 500 F par mois, c'est-à-dire à des conditions relevant de l'esclavage.

Dans le même temps, les travailleurs nationaux ainsi remplacés iraient grossir les rangs des chômeurs tandis que les acquis sociaux de la classe ouvrière seraient démantelés à brève échéance.

C'est en ces termes qu'il faut comprendre la lutte des marins et l'importance du succès qu'ils viennent d'arracher. »

(Recueilli par Claude James).

## FAUSSAIRES !

Il s'agit d'un faux éhonté. Il semble, à la lumière de cette interview, comme de la note d'information distribuée aux marins, que seul le sort des 51 Indonésiens déjà à bord reste en suspens. C'est faux. Le procès-verbal stipule certes en son point 5 :

« Il a d'autre part été décidé d'engager avec la direction générale de la marine marchande et les parties intéressées (fédérations syndicales et les organisations professionnelles représentatives des armateurs) la mise au point des conditions juridiques afin de traduire le principe admis d'exclure la sous-traitance et la non-application des conventions collectives pour l'armement des navires de la flotte française. »

Mais les points 2, 3, et 4 spécifient :

« Un groupe de travail se réunira, dans les meilleurs délais, pour étudier la solution et les moyens à mettre en œuvre pour le maintien en service des paquebots de croisière de la Nouvelle Compagnie des Paquebots.

La commission nationale de conciliation se réunira à nouveau au plus tard le 17 novembre pour examiner les conclusions de ce groupe de travail.

2° — Jusqu'à cette date, la Nouvelle Compagnie des Paquebots s'engage à suspendre tout nouvel embarquement du personnel de la société de sous-traitance sur ses paquebots de croisière et annule les embarquements nouveaux. »

Voilà qui est clair. La NCP n'a suspendu que pour deux semaines le personnel embarqué par sous-traitance. Tout dépendra du résultat des discussions. En échange de quoi :

« 3° — La Nouvelle Compagnie des Paquebots s'engage à embarquer le personnel (français) qui n'a pas embarqué.

4° — De leur côté, les organisations syndicales acceptent de suspendre les consignes d'arrêt de travail et de retards à l'appareillage. »

Voilà qui est non moins clair : il s'agit, au nom de la « négociation », de casser la grève. Ce n'est pas tout. Le point 6 précise :

« Par exception à ce principe (le principe affirmé au point 5), le problème spécifique du personnel hôtelier sur les paquebots de croisière de la NCP sera réglé à la lumière des conclusions du groupe de travail prévu dans le paragraphe. »

Voilà qui est encore plus clair. La « sous-traitance » et la non-application des conventions collectives sont admises en ce qui concerne le « personnel hôtelier ». Si donc, le « groupe de travail » ne trouve pas d'autre moyen de financement de la NCP que l'embauche d'Indonésiens à 500 F par mois, non seulement les 51 Indonésiens seront gardés, mais l'embauche de tels personnels reprendra. C'est ce que Dominique Boyer, P-DG de la

NCP, a dit très clairement samedi 4 novembre à l'issue de la première phase des « négociations » :

« J'attends avec intérêt les suggestions des syndicats. Dans un esprit de conciliation, nous avons suspendu l'embauche d'Indonésiens.

Mais il est évident que si les groupes de travail n'apportent aucune autre solution, nous reviendrons à cette formule. »

L'appareil s'est organisé pour briser la grève des marins. Il a pris le temps de bien prendre en main les militants du PCF au sein du syndicat, du sommet à la base, qui ont fait le « boulot » en pleine complicité avec lui.

A une heure du matin, le samedi 4 novembre, les CRS ont chassé les piquets de grève au Havre et à Fos pour permettre que soient débloqués quelques navires afin de commencer à casser la grève, et ont ensuite évacué les quais.

L'appareil de la CGT a délibérément ouvert une première brèche dans le statut et les avantages et garanties des marins. Il prend en charge l'application de la politique du gouvernement et du capital dans la marine marchande, comme désormais dans toutes les corporations. Gouvernement et dirigeants du PCF au sein de la CGT coordonnent leur action (1).

(1) La grève écrasée, quinze jours plus tard s'est tenue la « commission de conciliation » qui devait tirer les conclusions des « travaux du groupe de travail ». Laissons *L'Humanité* du samedi 18 novembre en rendre compte, sous le titre : « *Marins : pas de conciliation* ».

« La réunion de conciliation qui s'est tenue hier au siège de la Marine marchande entre les syndicats et les armateurs, s'est soldée par un constat d'échec. Il restait, en effet, après les trois semaines de grève conduite par les marins CGT, à régler principalement le contentieux qui oppose les marins et la direction de la Nouvelle Compagnie des Paquebots qui embaucha sur un des navires 156 travailleurs indonésiens.

Les propositions de la CGT pour sauvegarder la flotte de croisière française et les intérêts du personnel ont été hier repoussées par les armateurs. »

## UNE BATAILLE POLITIQUE OU LES APPAREILS SERONT BATTUS PAR LE MOUVEMENT DES MASSES

La condition première de la victoire des marins, c'était : aucune mise en cause du statut. Mais aussi, et par là même, que la grève soit orientée en fonction d'une perspective nette et claire : contre ce gouvernement, sa couverture politique que constitue cette Assemblée nationale. La traduction concrète de cette politique ne pouvait être que : « Les 28 000 marins à Paris allant exiger ensemble : bas les pattes devant notre statut. »

Répétons-le : au sens le plus strict et immédiat du terme, la question du gouvernement, du régime, est posée. Toute action politique, toute lutte de classe s'ordonne par rapport à cette question. Non que chaque mouvement doive démarrer à partir de la question du gouvernement et encore moins la résoudre. Mais la condition première du succès est qu'il se situe dans l'axe de cette politique.

Ainsi que l'exemple de la grève des marins le montre une fois de plus, les appareils raidissent toutes leurs forces pour défendre le gouvernement, le régime, sur tous les terrains et dans toutes les formes de la lutte des classes. Il est intéressant de noter à ce propos qu'André Bergeron a déclaré à Lyon que, bien que FO n'ait pas été engagée dans la grève des marins, étant donné qu'elle a très peu de forces dans cette corporation, il tenait à dire qu'il était d'accord avec la façon dont la Fédération des marins CGT avait dirigé et conclu la grève des marins. Sur un autre plan, la direction du SNI s'est engagée à fond dans la mise en place des conseils d'école, structure de participation qu'elle condamnait précédemment. Quant à la CFDT, elle reprend ouvertement sa place naturelle d'agence bourgeoise que la hiérarchie catholique a construite à l'intérieur de la classe ouvrière, aile marchante de la « participation » sous toutes ses formes et avec toutes ses conséquences.

La bataille politique est engagée sur tous les terrains et sous toutes les formes de la lutte des classes, à l'intérieur

même de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées — BATAILLE QUE LA QUESTION DU GOUVERNEMENT, DU REGIME, ORDONNE — entre les masses elles-mêmes et les appareils bureaucratiques qui, tous, s'appuient peu ou prou, et chacun selon sa place, sur la politique du PCF. L'issue de ce conflit ne fait aucun doute : les masses l'emporteront.

Ce pronostic politique ne résulte pas simplement de l'espérance que « le bien triomphe du mal », mais d'une analyse politique froide et lucide : de l'analyse des rapports mondiaux entre les classes et à l'intérieur des classes, de leur expression en Europe, du point où est parvenue la crise globale et conjuguée de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires.

Depuis 1974 et plus précisément depuis plus d'un an, les résultats des élections législatives et de toutes les élections partielles suivantes sont autant de défaites que les masses infligent à la politique des appareils, principalement à celle du PCF, sur ce terrain. Sur les terrains et les formes de lutte spécifiques au prolétariat, c'est beaucoup plus difficile pour lui, tout simplement parce que pour combattre ainsi, il a besoin plus encore de ses organisations et que c'est sur ce terrain et selon ces formes que tout se décide.

Mais les processus sont en cours : d'un côté, la crise mortelle de la V<sup>e</sup> République s'accroît, de l'autre, une puissante explosion politique se prépare, que malgré tous leurs efforts les appareils ne parviendront pas à désamorcer.

### LA POLITIQUE DE L'OCI

C'est une bataille politique intense, dans laquelle l'OCI exprime absolument les aspirations et besoins des masses, lorsqu'elle ordonne sa politique sur l'axe : il faut en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, avec la V<sup>e</sup> République et ses institutions ; et lorsqu'elle concentre cette politique sous la forme suivante : les partis ouvriers doivent s'entendre sur un point précis : réaliser le front unique pour balayer cette Assemblée nationale, pour appeler à une puissante

manifestation devant et contre cette Assemblée nationale dont la majorité est truquée et minoritaire dans le pays.

Evidemment, cette politique doit être articulée en fonction de l'exigence que les masses puissent s'en saisir et en raison des circonstances concrètes. Ainsi, le vote des différents budgets soulevait le problème de manifestations des corporations concernées contre cette Assemblée nationale qui s'arroge le droit de voter des budgets de réaction sociale et politique dans tous les domaines : enseignants, postiers, fonctionnaires. La même chose est vraie par rapport à des corporations directement menacées par la crise du système capitaliste : pour tous les sidérurgistes, les habitants des régions menacées, descente sur Paris contre les licenciements, manifestation contre cette Assemblée nationale qui s'octroie le droit de voter le plan acier du gouvernement ; descente de tous les travailleurs de la Navale sur Paris pour manifester contre les licenciements ; descente sur Paris et manifestation contre cette Assemblée nationale, des marins, des travailleurs des arsenaux, etc. C'est cette agitation politique que l'OCI a impulsée au cours de ces dernières semaines.

Appuyée sur cette agitation politique, pour donner en même temps à cette agitation toute sa force, l'OCI a organisé autour d'elle, sous son impulsion, les forces combattantes propulsant cette politique.

Pour les lecteurs de « La Vérité » également lecteurs d'« Informations ouvrières » et de la « Lettre d'Informations ouvrières » (laquelle paraît trois fois par semaine), et qui ont par conséquent suivi, sinon participé à cette activité politique, il n'est pas nécessaire de retracer la bataille politique que l'OCI poursuit depuis des mois et notamment depuis la rentrée politique de septembre. Cependant, celle-ci s'est concentrée dans l'activité de constitution dans toutes les corporations, dans les localités, de comités pour l'unité (le prochain numéro de « La Vérité » publiera un article sur l'activité des militants de l'OCI dans les PTT, qui situera cette action politique et ses perspectives). Les comités pour l'unité se constituent pour que la volonté et les aspirations des masses à l'unité afin de combattre contre le

gouvernement Giscard-Barre et sa politique, son Assemblée nationale truquée, soient dégagées, prennent corps, aboutissent à ce que surgissent les organismes de masse qui réaliseront l'unité, imposeront l'unité aux organisations ouvrières, réaliseront les conditions de l'action politique de masse contre ce gouvernement, ce régime, leur politique.

Il s'agit d'être politiquement extrêmement net : c'est le mouvement profond des masses trouvant ses formes d'organisation propres qui imposera le front unique des organisations ouvrières, syndicats et partis, contre ce gouvernement, ce régime, cette Assemblée nationale, le capital et leur politique, pour ses revendications ; c'est ce profond mouvement des masses qui submergera tous les obstacles, et non « les militants » qui restent attachés aux appareils bureaucratiques et se font leurs instruments, celles que soient leurs « crises de conscience » ; en même temps, le mouvement des masses en conflit ouvert avec les appareils ne peut progresser obligatoirement que sur la ligne : imposer l'unité aux organisations, porter les partis ouvriers traditionnels au pouvoir, tant que ne sera pas construit dans ce pays un parti révolutionnaire suffisamment implanté, suffisamment puissant, reconnu dans les masses, pour qu'il postule lui-même au pouvoir. Or précisément, c'est dans cette bataille politique pour préparer l'explosion révolutionnaire sur la ligne du front unique, pour dégager les initiatives des masses, que ce parti peut être et sera construit. L'explosion révolutionnaire n'attendra pas qu'il soit construit.

Cette bataille politique se traduit d'autre façon encore. Ainsi, le texte que la Commission exécutive de la section syndicale CGT de l'entreprise Enertec-Schlumberger a soumis au 40<sup>e</sup> Congrès confédéral de la CGT exprime en termes syndicaux le même combat pour dégager les aspirations et la volonté des masses de réaliser les conditions du combat unitaire pour leurs revendications, contre ce gouvernement, le patronat et leur politique, en finir avec les mouvements disloquants, la politique relayant celle du gouvernement et du patronat. Cela exige le respect de la démocratie ouvrière et syndicale, et donc qu'au

lieu d'être désignés par en haut, les délégués au 40<sup>e</sup> Congrès confédéral de la CGT soient élus au cours de congrès locaux, de syndicats d'entreprises, de corporations, à la suite de discussions d'orientation, par conséquent le respect de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis et au gouvernement. La même démarche se retrouve dans l'initiative du camarade Denizo, délégué au 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT par le syndicat des correcteurs CGT de la région parisienne, et qui décidait le 18 octobre de prendre

« la responsabilité, sans engager celle de mon syndicat, de faire connaître aux syndiqués CGT le texte émanant de la CE de la section syndicale CGT « Enertec-Schlumberger ». J'invite les syndiqués pour qui la démocratie implique l'information et la discussion à s'associer à mon initiative. »

étant donné que les organes confédéraux n'ont pas publié ce texte. A la suite de quoi l'appareil de la CGT retirait son mandat au camarade Denizo, ce qui souligne la nature de sa politique et du congrès qu'il prépare.

La même démarche se retrouve également dans l'initiative de 27 travailleurs des PTT de Paris-Brune qui se sont adressés à toutes les fédérations pour que cessent la division, les grèves tournantes, les journées d'action, et qu'elles appellent dans l'unité à une manifestation de tous les postiers devant et contre cette Assemblée nationale qui s'arroge le droit de décider de leur sort — initiative qui, reprise par les comités pour l'unité des PTT, a rassemblé en quelques jours 4 800 signatures. La même démarche politique se retrouve encore dans l'initiative des instituteurs qui, par milliers et milliers, s'adressent aux dirigeants du SNI-PEGC en leur demandant de boycotter la mise en place des conseils d'école.

Ces initiatives et bien d'autres dégagent une voie pour le mouvement des masses, situent le combat pour le front unique, indiquent l'objectif : la lutte pour en finir avec ce gouvernement, ce régime, cette Assemblée nationale, pour porter au pouvoir un gouvernement des seuls partis ouvriers, lutte qui se recoupe constamment avec celle pour les revendications que suscite la politique de réaction sociale et politi-

que du gouvernement et du capital en crise. Au moyen de ces initiatives se rassemblent les forces qui, organisées dans les comités pour l'unité, aideront les masses à s'ouvrir leur propre voie.

Rejoindre l'OCI pour construire dans ce pays le parti révolutionnaire et reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale est le développement logique des travailleurs, jeunes, militants qui, avec l'OCI, combattent sur cette orientation.

---

### LES PERSPECTIVES OUVERTES PAR LA III<sup>e</sup> CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE ET JEUNE

---

C'est de cette façon qu'a été préparée la III<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune. Elle marque une étape dans le regroupement d'une avant-garde combattante, organisée dans les comités pour l'unité. On l'a dit, la tribune de la III<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune a été une authentique tribune révolutionnaire. Le souffle du prolétariat révolutionnaire animait les interventions des délégués. Ce souffle anime la résolution finale de cette conférence, dont il faut rappeler l'essentiel :

« Dirigeants, allez-vous accepter de laisser la fausse majorité giscardochiracienne de l'Assemblée nationale adopter le budget préparé par le gouvernement Giscard-Barre... Sinon, alors, vous appuyant sur la volonté des masses laborieuses et de la jeunesse, décidez, vous, dirigeants, d'appeler dans l'unité à la manifestation centrale et nationale des travailleurs et jeunes contre le vote du budget. »

La résolution intègre la déclaration d'une militante déléguée :

« A Epinal, 100 travailleurs et jeunes ont mandaté 3 délégués à cette conférence, plus de 1 000 F ont été ramassés.

Dès demain, je vais préparer avec eux la réunion de jeudi pour rendre compte des décisions que nous allons prendre, et pour organiser la bataille.

Dans cette réunion, je pense proposer que nous organisions sur les Vosges une assemblée démocratique pour préparer le rassemblement national. »

Elle se termine sur une orientation de mobilisation politique en vue de la formation de milliers de comités pour l'unité, dans l'objectif d'un rassemblement national massif, dans des délais à déterminer, à Paris. Tel est le sens de :

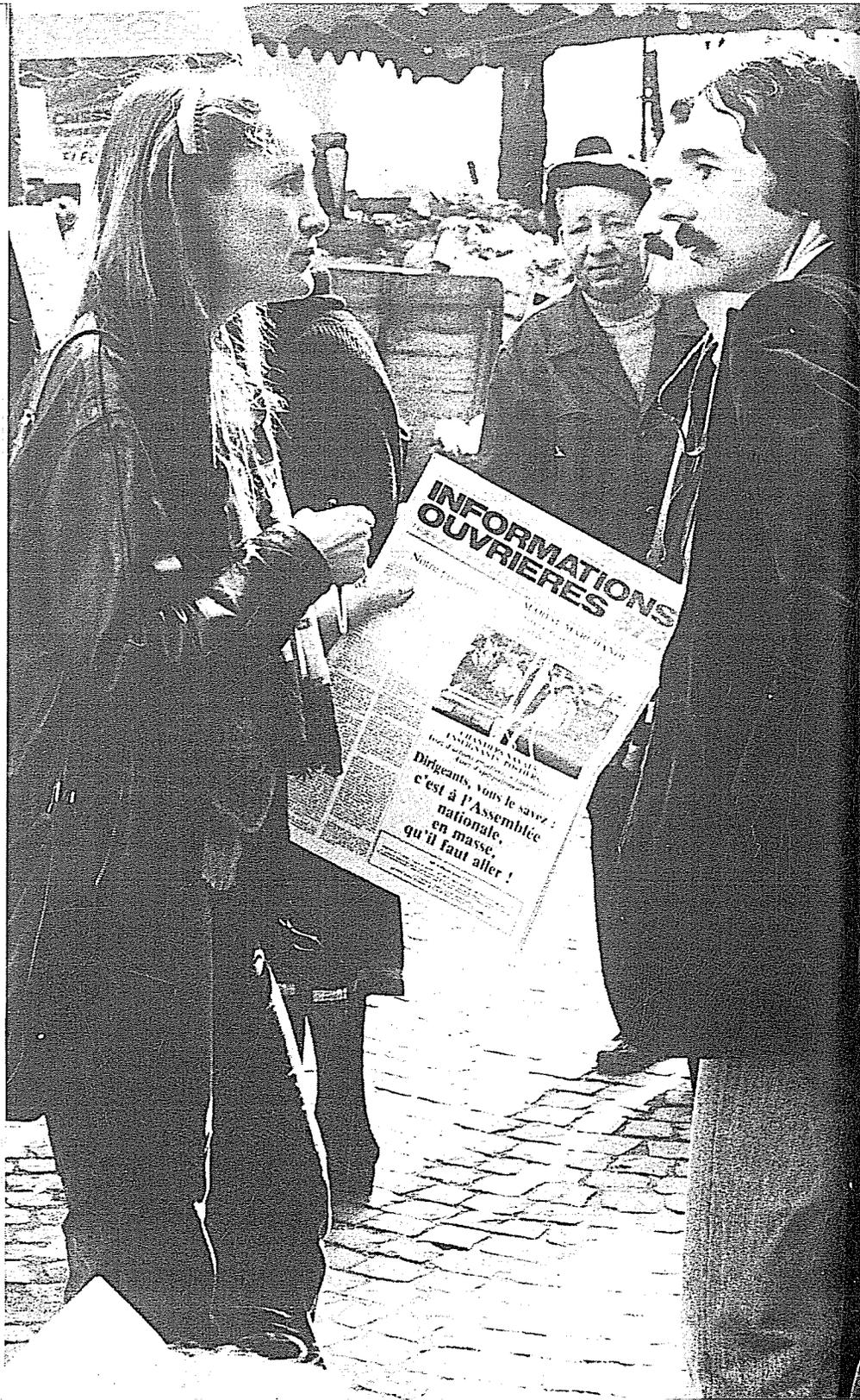
« Conscient de la nécessité d'organiser encore plus nombreux travailleurs et jeunes dans les comités pour l'unité, les cercles AJS-AER-UCL, je signe et je m'engage dans le combat unitaire décidé par la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune. Je signe et je m'engage à organiser avec les comités pour l'unité, les cer-

cles AJS-AER-UCL, le rassemblement national des travailleurs, militants et jeunes, pour que, dans l'unité, soit réalisée la manifestation centrale et nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale. »

La bataille est engagée. Les forces qu'il faut gagner dans cette bataille et organiser pour cette bataille existent. Un véritable plan politique et d'organisation sur cette orientation doit être élaboré. Le mouvement de la classe se cherche encore, mais il existe. L'explosion politique est inéluctable. Et maintenant, il faut agir.

C'est dans cette bataille que l'OCI va atteindre les objectifs qu'elle se fixe pour sa propre construction.

**Stéphane Just,**  
le 15 novembre 1978.



## à un mois et demi du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI

par Marc LACAZE

*A un mois et demi du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale), où en est-on ? Le comité central des 2, 3 et 4 septembre 1978 a fixé aux cellules et aux régions de l'OCI un ensemble d'objectifs dont la réalisation devait marquer le franchissement d'une étape dans la vie et le fonctionnement de cette organisation. Cette étape du XXII<sup>e</sup> Congrès devait, selon une décision du comité central, marquer le moment où seraient surmontées globalement les disparités dans la vie de l'OCI, le moment où l'OCI constituerait, par l'intervention dans la lutte des classes, une véritable unité politique de combat pour la crise révolutionnaire qui mûrit.*

Où en est-on ? C'est ce que nous allons essayer d'analyser dans cet article. Mais attention, il ne s'agit pas d'un bilan à mi-course d'une campagne de quatre mois. Nous allons essayer d'analyser comment les choses se présentent globalement, nous allons aborder les problèmes en nous efforçant de dégager leur caractère fondamental, de façon à aider à diriger le combat politique qui se mène aujourd'hui et qui doit être remporté au XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI.

Il importe de comprendre que l'objectif de l'OCI ne peut être atteint que globalement, et cela dans un mois et demi, au XXII<sup>e</sup> Congrès. C'est dire que rien n'est joué, ce qui commande la façon dont doivent être pris les problèmes abordés par cet article, dans les régions, secteurs, rayons, cellules.

---

### QUELLE ÉTAPE S'OUVRE DEVANT NOUS ? QUELLES SONT NOS TÂCHES ?

---

Il ne fait aucun doute que l'étape que nous devons franchir dans la vie de l'organisation à ce congrès ne s'apparente pas aux étapes — pour employer le même terme — que l'on franchit chaque année au vu d'une progression réelle dans divers domaines de la vie de l'organisation, et que l'on prend en compte à chaque congrès. Il s'agit bien d'une étape au sens où Lénine emploie cette expression dans l'introduction à « La Maladie infantile du communisme ».

Lénine explique en 1920 :

« Si le bolchevisme a pu élaborer et réaliser avec succès de 1917 à 1920, dans des conditions incroyablement difficiles, la plus vigoureuse centralisation et une discipline de fer, la cause en est tout simplement dans plusieurs particularités historiques de la Russie.

D'une part, le bolchevisme est né en 1903 sur la base, solide s'il en fut, de la théorie marxiste...

D'autre part, le bolchevisme, né sur cette base théorique de granit, a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917) qui, pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde... »

Et Lénine analyse ensuite les principales étapes de l'histoire du bolchevisme de 1903 à 1917, étapes de formation, d'homogénéisation du Parti bolchevique, réalisées dans une bataille politique acharnée qui marque sa vie interne en relation avec la bataille que le parti devait mener dans la classe ouvrière pour forger, dans les conditions changeantes de la lutte des classes en Russie durant ces quinze années, l'arme idéologique et politique, l'organisation dont les masses avaient besoin pour les combats à venir.

Ces étapes qui se sont succédé de 1903 à 1917 ont donné sa physionomie profonde au Parti bolchevique, c'est de ce point de vue qu'il faut considérer l'échéance de la bataille du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, c'est à cette échelle qu'il faut résolument situer l'enjeu de notre combat. En même temps, pour éviter que l'analogie historique puisse entraîner des confusions, précisons le contenu de nos objectifs.

L'OCI, ce n'est un secret pour personne, s'est développée de façon très sensible ces derniers temps. Cette force, à la veille de l'explosion qui, dans ce pays, va ouvrir la crise révolutionnaire, a des devoirs d'une gravité exceptionnelle. L'OCI, tout en n'étant pas le parti révolutionnaire, doit devenir une force politique capable, au moment où s'ouvrira la crise révolutionnaire, de maîtriser les processus de la construction du parti révolutionnaire et d'influencer d'ores et déjà les développements de la lutte des classes. C'est par rapport à cet objectif précis

que doivent être mesurées toutes nos réalisations. De ce point de vue, le comité central de septembre résumait la situation en portant le jugement suivant :

« Nous avons progressé considérablement. Nous n'avons cependant pas atteint nos objectifs. Cela prouve que nous n'avons pas été capables de maîtriser notre propre construction. Donc que nous sommes encore loin d'être en mesure de maîtriser les processus de construction du parti révolutionnaire. Ce qui est plus important que le manque à gagner dans le recrutement. »

Et nous ajoutons pour conclure :

« Mais le sursis dont bénéficie la V<sup>e</sup> République nous accorde un nouveau délai. De plus, la prolongation de l'agonie de la V<sup>e</sup> République, le sursis avant que ne s'ouvre la crise révolutionnaire en France, ne font pas que prolonger la situation : ses caractéristiques s'accroissent, se renforcent... Plus qu'il y a un an, la situation politique est favorable à la transformation des rapports entre l'OCI et les masses, donc à sa construction... Encore une fois, la préparation du XXII<sup>e</sup> Congrès consiste essentiellement à atteindre les objectifs que nous nous sommes politiquement fixés. »

## LES DIFFICULTES A SURMONTER

Comment, dès lors, mettre à profit ce sursis pour surmonter les difficultés et parvenir de façon homogène à maîtriser ce développement de l'organisation ?

Il n'a jamais fait aucun doute pour toutes les directions, à tous les niveaux, de l'OCI, que le défaut de maîtrise de la construction de l'organisation révolutionnaire avait pour cause une insuffisante appréciation des possibilités offertes, dans la période présente, à la modification des rapports de l'OCI avec les masses. Et que dans cette appréciation erronée, se révélait une sous-estimation flagrante des développements politiques qui sont en cours au plus profond de la classe ouvrière dans ce pays aujourd'hui,

d'hui, développements qui vont provoquer une véritable explosion de classe contre l'Assemblée nationale et le gouvernement.

On peut absolument, sans se tromper, conclure qu'une telle sous-estimation procède d'une vision étroite, mécanique, et par conséquent radicalement fautive du développement de la lutte des classes. En effet, qui ne voit pas autre chose en France aujourd'hui qu'une simple aggravation de la situation, qu'une tension accrue au sein de la classe ouvrière entre les masses et les appareils, occasionnant simplement « de plus grandes facilités » pour le développement de notre activité, au lieu d'IMPERIEUX DEVOIRS POUR L'OCI, qui ne voit pas que la transformation qualitative de la situation qui va s'opérer au travers d'une véritable explosion est actuellement en train de s'ouvrir la voie au travers de tout un processus complexe — qu'il s'agit d'aider à se réaliser en construisant l'OCI —, ne conçoit pas le développement de la situation française intégrée au développement mondial de la révolution, et en conséquence ne conçoit pas la situation en marxiste. Tout cela est indiscutablement vrai.

Nous pourrions ajouter, car c'est indispensable, comme le fait le texte international préparatoire au XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI qui cadre politiquement toute la situation mondiale, donc la situation française :

« Tout semble encore bien contenu par la tension de tous les moyens de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Personne ne peut prévoir ni quand, ni comment, ni où explosera le détonateur qui mettra le feu aux poudres. MAIS C'EST INELECTABLE.

Est-ce un événement politique ? Est-ce l'effondrement économique ? Mais il est clair que l'on s'approche de ce point.

Il est non moins clair que la dislocation du système impérialiste mondial, inscrite dans le développement des relations économiques, sociales et politiques mondiales, libérera des forces de classe immenses, comme l'explosion des bureaucraties parasitaires, les deux étant étroitement liées, cela sur tous les continents. La

Sainte-Alliance contre-révolutionnaire n'y résistera pas. C'EST A CELA QUE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE DOIT SE PREPARER : LA PERIODE DE PLEIN DEVELOPPEMENT DE L'EPOQUE DE L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME, REACTION SUR TOUTE LA LIGNE, MAIS AUSSI PERIODE DE PLEIN DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE. »

C'est une certitude, on peut conclure d'une manière générale que l'action de construction de l'OCI telle qu'elle se traduit au niveau des cellules n'est pas assez fermement guidée en permanence par une appréciation correcte et profonde du contenu de la période historique que nous vivons.

Au moment où tout un peuple se dresse en Iran contre le régime sanglant du chah, contre l'oppression impérialiste, annonçant dans la vie ce que va être la période du plein développement de la révolution prolétarienne mondiale, on ne peut mieux faire aujourd'hui que de reprendre à notre compte purement et simplement les paroles que Rosa Luxemburg adresse à son parti, en 1906, dans « Grève de masses, parti et syndicats » :

« Le pays le plus arriéré, précisément parce qu'il a mis un retard impardonnable à accomplir sa révolution bourgeoise, montre au prolétariat d'Allemagne et des pays capitalistes les plus avancés les voies et les méthodes de la lutte des classes à venir. Il est tout à fait erroné, même de ce point de vue, de considérer de loin la révolution russe, en se contentant d'admirer l'héroïsme des combattants, autrement dit les accessoires extérieurs de la bataille. Il importe au contraire que les ouvriers allemands apprennent à regarder la révolution russe comme leur propre affaire ; il ne suffit pas qu'ils éprouvent une solidarité internationale de classe avec le prolétariat russe, ils doivent considérer cette révolution comme un chapitre de leur propre histoire sociale et politique. Les dirigeants syndicaux et les parlementaires qui pensent que le prolétariat allemand est trop faible et la situation en

d'une réunion, mardi, constituant un comité pour l'unité et adoptant un mandat pour la Conférence nationale ouvrière et jeune dont le projet sera élaboré par la cellule.

L'objectif est d'aboutir à la mise en GER de travailleurs de cette cité lors de la réunion de présentation de l'OCI que nous décidons mardi à l'issue du comité pour l'unité, ou vendredi 10.

2) c'est avec la même conception que les autres mesures doivent être prises.

— il nous faut structurer le produit de la vente sur le marché. Le camarade M., sous le contrôle de la cellule S., sera responsable de l'exploitation du fichier — à constituer — des acheteurs réguliers sur le marché, afin d'aller les voir progressivement chez eux ;

— diffusion publique hebdomadaire, avec panneau et table de vente, à l'hôpital T, dans le but de déboucher sur de nouveaux services ;

— après la baisse de la vente de IO n° 871 et compte tenu des congés des enseignants, nous avons décidé une diffusion supplémentaire au métro D. où nous avons vendu 14 IO ; il est décidé de la maintenir ;

— prise d'IO :

— le mercredi soir à 18 h 30, le responsable de secteur réunit l'ensemble des responsables de rayon et de cellule afin de présenter le IO de la semaine et de proposer, en fonction de son contenu, un effort de vente matérialisé par un objectif dans telle ou telle corporation ou entreprise ;

— les responsables de cellule prennent leurs dispositions pour que l'ensemble des camarades aient IO au plus tard le jeudi matin afin de commencer immédiatement la vente et d'avoir lu les articles principaux pour la cellule ;

— les cellules font le point des IO vendus le jeudi soir, le samedi un contrôle est effectué afin de prendre les décisions éventuelles si un retard est pris par rapport à l'objectif.

### C) ANALYSE DES PROBLEMES SOULEVES PAR LA VENTE PAR CELLULE

Le problème n'est pas celui de la vente par milieu d'intervention, qui tend à imposer une vision disloquée de nos tâches. Le problème est celui de la construction de cellules de l'OCI, construction qui donne son sens et son contenu à l'intervention et au combat politique qui, sur une même ligne, la même pour tous, doit s'exprimer et doit être traduite dans chaque secteur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées. C'est la construction de l'OCI qui détermine les secteurs d'intervention.

Prenons l'exemple de la cellule A., composée de cinq camarades. Les résultats de la vente, du 868 au 871, sont: 25, 22, 34, 24. Globalement, la vente est supérieure à 4 de moyenne, mais l'analyse précise de cette vente soulève les problèmes essentiels à régler pour la construction du parti.

1) dans cette lutte, une camarade lycéenne vend 0 ou 1 IO dans le lycée-CET E.L. Si la cellule accepte que la camarade L. ne vende pas IO, elle accepte de la placer dans une situation d'extériorité par rapport à la masse des lycéens, c'est-à-dire dans le cadre de la minorité « politisée » (comprenant donc les JC, la LCR, etc.) qui cherche à « manipuler » la masse des lycéens. La cellule doit fixer un objectif politique permettant de débloquent cette situation par la construction d'un cercle de 15-20 adhérents et militants de l'Union des cercles lycéens-AJS.

Pour aboutir, il nous faut apprécier la situation. Il y a deux lignes contradictoires : celle des appareils et celle de la masse des lycéens qui cherchent la voie de la centralisation politique pour en finir avec ce gouvernement et son Assemblée.

Le point de départ est la bataille pour la construction du cercle UCL-AJS dans le combat pour mobiliser politiquement les lycéens. Le n° 1 de L'Étincelle doit être vendu à une centaine d'exemplaires et préparer la tenue d'une réunion de masse en début de semaine préparant un mandat pour la Conférence nationale ouvrière et jeune. Ainsi, nous nous donnons les

moyens que la camarade L. vende IO et que les trois lycéens en GER soient gagnés à l'organisation, en constituant le GER comme une pré-cellule.

2) dans cette même cellule, une camarade enseignante vend régulièrement 9 à 10 IO. Il nous faut poser là une caractérisation politique : vendre 9 à 10 IO sans recruter, c'est porter une appréciation sur les masses et la place de l'OCI. C'est ce que traduit d'ailleurs la faible levée financière à ce jour (150 F seulement) et la vente d'une seule Vérité. L'objectif doit être là clairement défini : le GER, pré-cellule à constituer sur l'établissement.

Le comité pour l'unité se réunit lundi. Nous devons préparer la réunion par la discussion vendredi avec les lecteurs de IO sur l'article « Qui veut la fin veut les moyens », et établir ainsi avec eux le projet de mandat à soumettre lundi sur la ligne des deux derniers paragraphes (« Allons-nous assister... »). A partir de là, toutes les opportunités (tracts PCF, etc.) peuvent être saisies pour mobiliser politiquement les enseignants et décider d'aller diffuser, au lycée P.V. par exemple.

3) dans cette même cellule, une camarade institutrice vend quatre Vérité dans son groupe scolaire. Que proposer aux quatre lecteurs ? L'élaboration d'un texte, qui constituera un mandat pour la Conférence nationale ouvrière et jeune, et qui dise :

« Nous avons tous signé sur le groupe scolaire l'appel qui disait notamment (citations) : nous n'en voulons plus de Beullac et des conseils d'école.

Nous constatons : bref développement sur le 13 (cf. « Qui veut la fin veut les moyens. »).

Dirigeants, allez-vous laisser les mains libres à Beullac et son budget ? Dirigeants, allez-vous laisser les mains libres à Beullac en appelant à mettre en place les conseils d'école ?

Nous ne voulons plus de Beullac et des conseils d'école (développer). Nous sommes persuadés de représenter la volonté de tous nos collègues : nous décidons de signer et faire signer dans les écoles avoisinantes de l'arrondissement l'adresse aux dirigeants du SNI.

Nous nous constituons en comité pour l'unité. »

Dans la discussion, nous fixons l'objectif de signatures sur l'adresse à la direction du SNI (50 sur l'arrondissement), c'est-à-dire 5, 6 écoles à couvrir. Ne pas se fixer cet objectif, c'est dire clairement aux instituteurs qui hésitent, ce qui est normal : « Nous ne réussissons pas, ils sont plus forts, ils tiennent les organisations. » Pour être capables de diriger cette bataille, il nous faut mettre quatre instituteurs en GER.

4) la même méthode doit être définie pour les autres cellules, et notamment les cellules L. et E.

D) A partir de là, nous nous donnons les moyens d'aboutir à nos objectifs de recrutement, qu'il faut préciser.

Il importe de disposer le secteur afin de réaliser dans les six mois les objectifs suivants :

1— vente d'IO :

N° 873 : 120, soit stabiliser le résultat obtenu au numéro 872 en remplaçant les 10 IO vendus à une diffusion exceptionnelle (à l'EN).

N° 874 : 122 ;

N° 875 : 125.

2— GER : l'objectif pour le prochain congrès est fixé à 38 phalanges payées, ce qui implique une vingtaine de mises en GER.

Les GER doivent être pris en charge par le secteur et fonctionner réellement comme des pré-cellules.

Actuellement en cours, un GER de deux élèves du CET. La camarade O. doit en reprendre la responsabilité. Il faut que le GER soit terminé dans deux séances et soit compris dans les objectifs à partir des phalanges de novembre. Serait alors mise en place une nouvelle cellule du CET sous le contrôle de la camarade O.

Ont donné leur accord à l'issue de la séance de présentation : deux travailleurs de l'entreprise de métallurgie et un lycéen du CET.

Neuf camarades ont été fixés comme objectifs immédiats. Il a été décidé de les réunir lundi prochain pour une séance au cours de laquelle sera expliquée la politique de l'OCI et proposé le GER.

1) deux instituteurs ;  
un collégien du CET ;  
un professeur du CET ;  
un lycéen du lycée P.V. ;

Responsable proposé : A.

2) un travailleur contacté sur la cité ;  
un professeur, contact personnel d'un camarade ; deux travailleurs de l'hôpital T ;

Responsable proposé : C.

Il reste donc à gagner d'ici au 18 novembre 8 autres mises en GER, soit quatre du lycée, deux autres instituteurs, un autre professeur de CET et un ou deux autres.

3— Conférence nationale ouvrière et jeune :

Cette semaine, un délégué sur l'entreprise de métallurgie.

Lundi prochain, un délégué sur le CET (enseignant), plus un délégué lycéen (AJS).

Semaine prochaine, un délégué chez les instituteurs (voir en annexe projet de mandat), un délégué à l'hôpital.

Pour le 9 novembre :

- un second délégué instituteur ;
- un délégué professeur P.V. ;
- un délégué élèves P.V. ;
- un délégué lycéen A. ;
- un délégué cité.

Nota : Rappelons les dispositions prises par le secteur et qui doivent être rigoureusement respectées : le rendez-vous hebdomadaire est maintenu, il faut se fixer l'objectif d'y amener tous les camarades auxquels nous envisageons de proposer le GER ; il est évident, l'expérience le démontre, que nous arrachons plus facilement un accord de GER dans un cadre organisé que par des discussions individuelles.

## LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE

Il n'existe pas d'autre façon d'aborder les problèmes pour souder de véritables unités d'intervention politique

sur une compréhension commune des tâches à accomplir, c'est-à-dire sur le programme du parti.

Et c'est, rappelons-le, l'objectif central du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI. Il faut absolument réussir à ce que cette méthode soit généralisée, comme méthode de direction bolchevique d'une organisation, à tous les secteurs qui y échappent encore...

C'est ici que se concentrent les problèmes et les difficultés que nous devons surmonter d'ici le XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI.

Notre capacité à unifier tout le fonctionnement de l'organisation suivant ces critères constituera le facteur majeur permettant de conclure que nous avons franchi une étape historique dans la vie de la construction du parti révolutionnaire dans ce pays.

Il est important de se convaincre d'une chose : cette résolution de secteur — une parmi des dizaines et des dizaines d'autres — représente autre chose qu'une méthode de comptabilité. Elle représente la garantie d'une discussion unifiée à tous les niveaux de l'organisation, discussion libre parce que cadrée par la réalisation commune des tâches. C'est l'essence du centralisme démocratique. Franchir ce pas à l'échelle de toute l'OCI, c'est franchir le pas le plus important depuis des années et des années dans la construction d'une organisation véritablement centralisée démocratiquement de plusieurs milliers de membres. C'est la base solide indispensable à la construction d'une organisation de plusieurs dizaines de milliers de membres, qui est l'objectif de l'OCI pour la période de la crise révolutionnaire qui va s'ouvrir en France.

Examinons les problèmes soulevés dans cette résolution pour en dégager le contenu concret. Commençons par la vente d'« Informations ouvrières » :

Le camarade écrit et prend des dispositions en conséquence :

« C'est l'objectif au point de départ de la vente de 4 IO par militant, et non « les possibilités d'intervenir dans la lutte des classes », qui a amené à décider d'investir l'ensemble des camarades n'ayant pas de secteur

professionnel d'intervention sur le marché d'A. »

Il s'agit d'une question fondamentale.

C'est l'objectif, au point de départ, de la vente de 4 « Informations ouvrières » par militant qui incarne l'ampleur des choix opérés par la direction dans l'intervention dans la lutte des classes.

C'est cet objectif qui a commandé la décision prise par le secteur d'investir les camarades qui n'avaient pas de secteur professionnel d'intervention sur les marchés, et ainsi de leur fournir sous une forme déterminée un secteur d'intervention dans la lutte des classes. En procédant ainsi, ce sont les nécessités générales de l'intervention dans la lutte des classes qui ont orienté le secteur et non l'appréciation partielle, nécessairement bornée, des « possibilités d'intervention ».

Les objectifs fixés par le comité central de l'OCI ont été établis en fonction d'une appréciation générale du développement de la situation vers l'ouverture de la crise révolutionnaire. A partir de cette appréciation, compte tenu de la force acquise par l'OCI, le comité central — dont l'objectif affirmé est de construire une OCI capable de maîtriser les processus de construction du parti révolutionnaire dans la période de la crise révolutionnaire — a établi soigneusement ses objectifs.

Partir d'une appréciation correcte et globale de la situation exige absolument de partir des décisions du comité central pour élaborer un plan de travail, une ligne d'intervention permettant de réaliser les objectifs de construction de la cellule.

Les nécessités de l'intervention dans la lutte des classes ne peuvent s'apprécier à l'échelle d'une seule cellule, d'une entreprise ou d'une localité, mais d'une vue d'ensemble, de l'appréciation de la situation considérée du point de vue déterminant de la construction de l'OCI. Ne pas procéder ainsi, c'est décider que les objectifs fixés par le comité central ne concernent qu'accessoirement la cellule.

Ne pas procéder ainsi, c'est ouvrir une brèche dans le dispositif de l'unité de combat que représente l'organisa-

tion, c'est la voie la plus courte pour devenir le jouet des événements.

Mais l'exemple pris dans la résolution fournit une illustration beaucoup plus convaincante sous différents aspects de ce développement.

Le responsable de secteur, considérant que la vente d'« Informations ouvrières » réalisée par son unité est inférieure à l'ordre de grandeur fixé par le comité central pour la région, exige que soient élaborés immédiatement des axes d'intervention permettant d'atteindre ce seuil. Il décide à juste titre qu'il n'a pas le droit, comme responsable de secteur, de porter préjudice au plan d'ensemble de l'OCI. Il sait que l'équilibre budgétaire de toute l'OCI est calculé avec précision. Il considère qu'il n'a pas le droit, sans avoir tout mis en œuvre pour y remédier, de compromettre par le déficit de sa vente quelque activité de l'OCI que ce soit. Il s'agit d'une question de morale révolutionnaire. Chacun connaît l'ampleur de l'effort que l'OCI consacre aux tâches de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Serait-il honnête d'accepter que les décisions prises dans ce domaine soient remises en cause par des secteurs entiers, sans discussion aucune, par le simple fait que ces unités considéreraient à la hâte que leurs possibilités d'intervention dans la lutte des classes ne leur permettent pas de réaliser les objectifs sérieusement fixés et, soulignons-le, fixés de façon différenciée selon les conditions de chacun de ces secteurs, comme c'est toujours le cas.

## UNE METHODE ET UN CADRE D'ORGANISATION

Voilà exposée la véritable portée de la décision prise dans cette résolution de secteur. Poursuivons et analysons les conséquences de cette décision. Après une étude des ventes cellule par cellule, et militant par militant, le comité de secteur soulève un premier problème : il existe des camarades qui, pour des raisons valables, ne peuvent combattre sur leur lieu de travail et donc ne vendent pas ou très occasionnellement « Informations ouvrières ». Cette situation pèse sur les résultats du

secteur, mais surtout cette situation pèse sur les camarades eux-mêmes. Il faut modifier la situation et affecter ces camarades de façon organisée, donc dirigée, à l'activité que développe le secteur sur un marché et une cité. Et, comme pour toute activité, on va fixer des objectifs politiques aux camarades.

Dès lors, la situation va changer. Les diffusions sur le marché sont encore généralement conçues comme une activité difficilement maîtrisable. L'affectation organisée de nouveaux camarades exige modification.

Avant la diffusion, il faudra réunir les camarades au cours d'une brève réunion, définir les axes politiques de l'intervention, les arguments à mettre en avant de façon agitative, en relation avec les panneaux réalisés pour la diffusion. A la fin de la diffusion, il faudra tirer le bilan. On va s'apercevoir très vite que la vente est très directement liée aux thèmes développés dans l'agitation, on va extirper lentement mais sûrement l'idée que les acheteurs ne sont que des curieux, on va rendre saisissable le renforcement, considérable ces derniers temps, de la volonté des plus larges masses de combattre pour balayer cette Assemblée et le gouvernement, on va s'apercevoir que, pour une bonne partie, nous avons affaire à des acheteurs réguliers. Il faudra alors fixer de nouveaux objectifs : transformer un certain nombre de ces ventes publiques en vente au porte à porte pour essayer d'organiser ces travailleurs en élaborant un axe d'intervention commun sur le plan de leur entreprise ou plus simplement de la cité, des parents d'élèves. Nous aurons des résultats.

Ainsi donc, concernant les camarades qui se trouvent dans la situation la plus difficile dans l'OCI, celle de ne pas pouvoir intervenir sur leur lieu de travail, il est absolument possible, indispensable donc, de leur fournir un secteur de construction qui leur permette d'appréhender de la seule façon qui existe pour un marxiste les développements de la situation, les immenses possibilités ouvertes, donc pour leur permettre d'être trotskystes en construisant l'organisation.

Cette décision prise « pour réaliser les objectifs du secteur » constitue la

seule mesure politique permettant d'homogénéiser les cellules sur une même orientation, renforçant les dispositions au combat de tout le secteur.

A plus forte raison dans un secteur d'entreprise, cette façon d'aborder les problèmes portera ses fruits. Partir d'une fausse conception « des possibilités de l'intervention dans la lutte des classes » dans l'entreprise, c'est bien souvent partir du combat revendicatif dans le service, l'atelier. Résumons en quelques mots le fond de cette attitude : dans mon atelier, j'ai mes acheteurs réguliers d'« Informations ouvrières », c'est l'avant-garde. Pour que ma vente se modifie, il faudra qu'il se produise quelque chose, la grève par exemple, il faudra qu'elle remue tout cela et me permette de déboucher sur d'autres ateliers...

Plus que jamais aujourd'hui, cette position tourne le dos à la réalité des choses. Nous sommes au moment précis où une immense force est en train de s'accumuler, au moment où le caractère truqué de la majorité à l'Assemblée nationale, à laquelle gouvernement et dirigeants des organisations ouvrières s'agrippent, apparaît de plus en plus crûment dans sa nudité insupportable ; au moment où l'acharnement peu commun des appareils, et particulièrement de l'appareil stalinien, consacré à tenter de disloquer l'immense force des masses, devient quelque chose de plus en plus intolérable pour des centaines et des centaines de milliers de travailleurs ; au moment où toute la situation va apparaître aux immenses masses dans sa simplicité élémentaire. Nous sommes au bord de l'explosion qui s'approche, alors qu'une activité intense se déploie au cœur de la classe ouvrière, pour tenter de submerger les obstacles dressés entre elle et le gouvernement.

Les nécessités de l'intervention dans la lutte des classes exigent une chose : diffuser le journal à des milliers et milliers d'ouvriers pour organiser — à partir de là, à partir de la politique révolutionnaire telle qu'elle se présente, dans sa simplicité extrême — des comités pour l'unité par services, ateliers, des Groupes d'études révolutionnaires, des cellules nouvelles.

Voilà ce que signifie partir des objectifs de vente d'« Informations

ouvrières » et de recrutement. C'est ce que fait la résolution de secteur en décidant d'organiser une vente publique hebdomadaire à l'hôpital T., **DANS LE BUT DE DEBOUCHER SUR DE NOUVEAUX SERVICES.**

On peut admettre qu'à ce stade, l'élaboration politique soit insuffisante pour véritablement aider à effectuer ce débouché sur de nouveaux services. La cellule devra y remédier, mais l'essentiel, le cadre, est donné par la direction.

Certes, les choses ne sont pas si simples. On peut partir des objectifs et ne pas donner complètement la dimension politique. Il est certain que la méthode ne met pas à l'abri des problèmes d'orientation. Mais cette constatation n'affaiblit pas le propos. Il est de toute façon, pour toute personne raisonnable, indiscutable qu'il vaut mieux se heurter à des difficultés politiques en disposant d'une méthode rationnelle de construction de l'OCI qui permettra de les surmonter, que de manifester des difficultés politiques dans une incapacité totale à ordonner son activité de construction — ce qui est sans espoir.

### « DOMINER LES EVENEMENTS DANS SA CONSCIENCE ET DANS SON ACTIVITE »

Abordons un autre aspect des problèmes soulevés dans ce texte. On y relate le cas d'un camarade enseignant qui vend régulièrement 9 à 10 « Informations ouvrières » par semaine.

« Il nous faut là poser une caractérisation politique : vendre 9 à 10 *Informations ouvrières* sans recruter, c'est porter une appréciation sur les masses et la place de l'OCI. C'est ce que traduit d'ailleurs la faible levée financière à ce jour (150 F seulement) et la vente d'une seule *Vérité*. L'objectif doit être clairement défini : le GER, pré-cellule à constituer sur l'établissement. »

Passons sur les avantages considérables de l'utilisation d'une rigoureuse méthode de comptabilité de cellule qui constitue un outil de premier ordre pour l'analyse politique.

Là encore, la décision prise s'impose. Cela ne veut pas dire que le problème soit réglé, loin de là. Mais une chose est certaine : pour régler un problème, il faut commencer par le poser. Cela paraît une évidence et cela n'est pourtant pas si courant — en tout cas lorsqu'on aborde les problèmes du parti. Vendre régulièrement 10 « Informations ouvrières » pendant des semaines et ne pas réussir à constituer une unité combattante sur l'établissement, ne pas réussir à construire un comité pour l'unité, ne pas se battre pour constituer une cellule, c'est — au lieu d'ouvrir la voie au mouvement qui porte la classe ouvrière à se dresser contre cette Assemblée nationale et le gouvernement, mouvement qui entre aujourd'hui dans une phase de préparation active — se traîner à sa suite, dans le meilleur des cas.

Il faut ouvrir un véritable front de bataille dans l'OCI sur cette question.

A partir de la décision prise, le comité de secteur va jour après jour argumenter, mobiliser jusqu'à la réussite.

En février 1905, Lénine combat avec acharnement dans son parti. Servons-nous de ses arguments :

« Il faut enrôler plus audacieusement, plus largement et plus rapidement, de jeunes combattants dans toutes nos organisations. Il faut donc organiser immédiatement des centaines de nouvelles organisations. Oui, des centaines, ce n'est pas une hyperbole et ne me rétorquez pas que maintenant il est « trop tard » de s'occuper d'un si vaste travail d'organisation. Non, il n'est jamais trop tard pour s'organiser. Nous devons nous servir de la liberté que nous accorde la loi et de celle dont nous nous sommes emparés illégalement pour multiplier et renforcer toutes les organisations du parti possibles. Quel que soit le déroulement et l'issue de la révolution, même si tels ou tels événements la stoppaient rapidement, toutes ses acquisitions réelles seront solides et sûres dans la mesure seulement où le prolétariat sera organisé. »

Le mot d'ordre : organisez-vous ! que les majoritaires ont voulu consacrer au II<sup>e</sup> Congrès du parti doit être cette fois appliqué sans retard. Si

nous ne pouvons pas prendre hardiment l'initiative de la création de nouvelles organisations, nous devons renoncer à nos vaines prétentions au rôle d'avant-garde. Si nous nous arrêtons impuissants aux limites, formes et cadres déjà atteints des comités, des groupes, des réunions et des cercles, nous aurons prouvé notre incapacité. Des milliers de cercles surgissent maintenant un peu partout, à notre insu, sans but ni programme déterminés, simplement sous l'influence des événements. Les social-démocrates doivent s'assigner pour fin d'établir et d'affermir des rapports directs avec le plus grand nombre de ces groupements pour les aider, pour les éclairer en leur transmettant leurs connaissances et leur expérience, pour les vivifier de leur initiative révolutionnaire. Que tous ces cercles, sauf ceux qui s'écartent sciemment de la social-démocratie, adhèrent ouvertement au parti ou prennent contact avec lui en *qualité de sympathisants*. On ne peut, dans ce dernier cas, exiger ni l'acceptation de notre programme, ni des relations organiques obligatoires avec nous ; il suffit du seul sentiment de révolte, de la seule sympathie envers la cause de la social-démocratie révolutionnaire internationale, pour que ces cercles de *sympathisants* deviennent, si les social-démocrates font preuve d'énergie, sous la pression des événements, d'abord des auxiliaires démocratiques du Parti ouvrier social-démocrate, puis des membres convaincus du parti.

« Les hommes sont légion et il n'y a pas d'hommes », telle est la formule contradictoire qui, depuis longtemps déjà, exprime les contradictions de la vie et des besoins de la social-démocratie en matière d'organisation. Cette contradiction ressort

maintenant avec relief : les appels passionnés aux forces nouvelles, les plaintes sur le manque d'hommes dans les organisations retentissent de toutes parts ; et de toutes parts aussi, ce n'est qu'offres de service et croissance de jeunes forces, surtout dans la classe ouvrière, à une échelle gigantesque. L'organisateur qui, dans ces conditions, se plaint du manque d'hommes, tombe dans la même erreur que Madame Roland qui écrivait en 1793 à l'apogée de la grande Révolution française : « Il n'y a pas d'hommes en France, il n'y a que des pygmées. » Celui qui parle ainsi ne voit pas, derrière les arbres, la forêt. Parler ainsi, c'est reconnaître qu'on est aveuglé par les événements, reconnaître que le révolutionnaire, loin de dominer les événements dans sa conscience et son activité, est dominé, écrasé par eux. »

Où puiser méthodiquement et dans la continuité les arguments indispensables pour remporter cette bataille pour « dominer les événements dans sa conscience et dans son activité », si ce n'est dans l'utilisation rationnelle, organisée à tous les niveaux, de la « Lettre d'Informations ouvrières » qui, particulièrement ces dernières semaines, a été consacrée aux problèmes politiques rencontrés dans l'enseignement.

N'est-ce pas là la seule méthode permettant à chaque secteur, rayon, cellule, de devenir une véritable unité politique de combat élaborant ses objectifs et son intervention dans le cadre des décisions prises au comité central de septembre ? C'est cela le contenu de la bataille qui doit être gagnée au XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI.

Marc Lacaze,  
le 10 novembre 1978.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre  
des travailleurs eux-mêmes. »

travailleurs

militants

jeunes

Chaque semaine

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIERES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

Trois fois par semaine

## La Lettre d'Informations ouvrières

un outil de travail indispensable,  
servi exclusivement sur abonnement

30 numéros : 30 francs  
Chèques à l'ordre de Gérard Ittis  
87, rue du Faubourg-St-Denis, 75010 Paris



Comité d'organisation  
pour la reconstruction  
de la Quatrième internationale

## Une nouvelle rubrique permanente de « La Vérité »

A partir de ce numéro, « La Vérité », organe du comité central de l'OCI, consacre une rubrique spécifique à l'activité et aux problèmes du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Il est évident pour tout lecteur de « La Vérité » que celle-ci n'a jamais séparé les tâches du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale — et l'analyse de la situation internationale à partir de cet objectif — des tâches de construction du parti révolutionnaire en France et de l'analyse du développement de la lutte des classes en France.

C'est que ces tâches ne sont pas séparables : c'est en tant que section française de la IV<sup>e</sup> Internationale que l'OCI se construira comme parti révolutionnaire, car le parti révolutionnaire du prolétariat français ne peut être que la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. De même, le combat d'ensemble pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être abstrait de la lutte pour la construction de sections nationales, à travers l'intervention dans la lutte des classes.

Mais, pour l'OCI comme pour toute organisation trotskyste, l'unité entre les tâches nationales et internationales implique des activités spécifiques. Concrètement, la dimension du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale doit être présente dans l'agitation et l'action de l'OCI qui doit, par l'accomplissement de tâches particulières, faire face à ses responsabilités internationales.

C'est dans ce cadre que le comité central a décidé de réserver régulièrement — indépendamment des articles ou études sur la situation mondiale ou sur les problèmes de la lutte des classes dans tel ou tel pays — un nombre important de pages (environ un quart de chaque numéro) à l'activité du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.





Comité d'organisation  
pour la reconstruction  
de la Quatrième internationale

DIGITALIZADO POR LUCAS MALASPINA

## Appel pour la conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier 1979

*A l'initiative des militants et organisations qui ont participé aux Journées internationales d'études du mois d'août, une conférence européenne se tiendra à Paris les 27, 28 et 29 janvier 1979 sur l'ordre du jour suivant :*

- bilan de la campagne internationale contre la répression décidée par les Journées internationales d'études ;
- la question nationale en Europe ;
- les élections au Parlement européen.

*L'OCI a soumis aux participants un document formulant certaines des questions qui, dans le cadre de cet ordre du jour, devraient, à son avis, faire l'objet d'un large débat lors de la conférence européenne de janvier.*

Les 4, 5 et 6 août 1978 se sont tenues à Paris des Journées internationales d'études auxquelles ont participé, soit à titre personnel, soit comme représentants de leurs organisations respectives, des militants des organisations suivantes :

**IRLANDE :** des militants de l'Irish Labour Party, du Socialist Labour Party, des Trade Unions, du Mouvement républicain (Sinn Fein), de la League for a Workers Republic (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) ;

**ANGLETERRE :** des militants du Labour Party, des Trade Unions, du Bulletin Group, du British Committee for the reconstruction of the IV<sup>th</sup> International ;

**ALLEMAGNE (RDA et RFA) :** des militants du SPD, du Syndicat de l'enseignement DGB, de IAK (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) ;

**ETAT ESPAGNOL :** des militants du PSOE, de l'UGT, du POUM (Catalogne), du Comité catalan contre la Constitution espagnole, de l'Esquerra Nacional, de la COAS, de l'Organizacion Cuarta Internacional ; (1)

**Le mur de Berlin (D.R.). « Peut-on parler d'une Europe unie tant que demeure une Allemagne divisée ? »**

(1) Le PSAN (provisoire) s'est associé aux conclusions de la conférence.

FRANCE : de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) ;

ITALIE : du Collectivo operaio portuale du port de Gênes, du PSI, de militants du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ;

POLOGNE : du bulletin « Le Frelon » ;

SUISSE : des militants du Parti socialiste, des Jeunesses socialistes, du groupe trotskyste de Suisse ;

TCHÉCOSLOVAQUIE : de l'Opposition socialiste tchécoslovaque ;

BELGIQUE : des militants du PSB, du groupe trotskyste de Belgique.

Un militant du CLTA (Comité de liaison des trotskystes algériens) a participé à la réunion.

## PROCES-VERBAL

Les participants ont établi le procès-verbal des Journées internationales d'études, d'où il ressort notamment ceci :

« La délégation irlandaise a proposé que soit organisée une campagne internationale contre la répression. Cette proposition, la réunion européenne l'a faite sienne. Un appel a été adopté (voir ci-dessous).

L'amendement proposé par les représentants du Collectivo operaio a été repoussé à l'unanimité moins deux voix. Les représentants du Collectivo operaio n'ont pas contresigné l'appel.

Tous les participants à la réunion européenne ont adopté et contresigné une déclaration exigeant le retrait des troupes britanniques d'Irlande et soviétiques de Tchécoslovaquie. Ils se sont engagés à mener campagne dans leurs pays respectifs sur cette déclaration.

Ils ont adressé un télégramme unanime pour protester contre les poursuites engagées contre le militant catalan Jordi Gil, poursuivi pour « injure au drapeau ».

Un débat s'est engagé sur les principaux problèmes posés par le combat des peuples opprimés pour l'indépen-

dance nationale, conjoint au combat du prolétariat contre le capitalisme et la bureaucratie.

La réunion européenne propose que soit discutée la possibilité de convoquer une conférence européenne sur l'ordre du jour suivant :

1 - bilan de la campagne internationale contre la répression ;

2 - la question nationale en Europe ;

3 - les élections au Parlement européen.

Saisie d'une proposition de l'OCI d'organiser un meeting international contre la répression, vendredi 26 janvier 1979 (2), la réunion européenne propose qu'une conférence européenne soit convoquée les 27, 28 et 29 janvier 1979.

Proposition sera faite que soit établie, sous une forme à discuter, une coordination pour développer le combat international contre la répression et pour permettre de poursuivre les débats engagés. »

A l'initiative commune des délégations irlandaise et tchécoslovaque, les participants ont adopté l'appel suivant :

« Nous, participants à la réunion tenue à Paris les 4, 5 et 6 août, à l'occasion du X<sup>e</sup> anniversaire du commencement de la campagne pour les droits civiques dans les six comtés d'Irlande et du X<sup>e</sup> anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie, réclameons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie. »

A l'initiative de la délégation irlandaise (voir ci-dessus), l'appel suivant a été adopté :

## L'APPEL DES JOURNEES D'ETUDES DES 4, 5 ET 6 AOUT 1978

« Nous, militants du mouvement socialiste et démocratique, nous prenons note de l'appel lancé par des

(2) Ce meeting aura lieu lundi 29 janvier 1979.

membres dirigeants du mouvement ouvrier irlandais pour une campagne internationale contre la répression en Irlande, appel qui déclare :

« Nous prenons l'initiative de lancer un appel au mouvement ouvrier et démocratique international. La classe ouvrière du Nord de l'Irlande traverse, une fois encore, une nouvelle période de misère dans la longue et triste histoire du peuple irlandais, comme en témoignent la mort récente par pendaison, dans les locaux de la police, de Brian Maguire, et les conditions inhumaines et intolérables qui existent dans le bloc H de la prison de Long Kesh où 300 prisonniers gisent nus dans des conditions d'hygiène effroyables.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'à la récente conférence de l'Irish Congress of Trade Unions, une résolution fut votée, demandant une enquête publique au sujet de la mort de Brian Maguire et des faits contenus dans le rapport d'Amnesty International.

Nous, membres actifs du mouvement ouvrier, prenons l'initiative, en nous appuyant sur les traditions centenaires du mouvement ouvrier et démocratique, d'en appeler à celui-ci pour qu'il soutienne nos légitimes revendications :

— nous demandons que la pleine lumière soit faite sur le sort du jeune militant syndicaliste Brian Maguire, trouvé pendu dans sa cellule ;

— nous demandons le rétablissement immédiat du statut de prisonnier politique pour les victimes de la répression, emprisonnés pour la lutte pour leurs idées ;

— nous exigeons qu'il soit immédiatement mis fin à l'usage de la torture.

Nous savons que cet appel sera entendu. Nous le savons, car le mouvement ouvrier et démocratique international comprend que nos revendications ne sont d'aucune manière dirigées contre la classe ouvrière britannique et ses organisations, avec laquelle nos aspirations dans la lutte pour une vie meilleure et pour la liberté sont totalement liées. »

Nous faisons nôtres les exigences de cet appel.

Nous affirmons notre opposition à toute répression, partout dans le monde, et notre défense de toutes les victimes de la répression.

Nous affirmons le droit de la classe ouvrière à créer ses propres syndicats indépendants des États et des partis, en soulignant, en particulier, le refus d'observer ce droit en Europe de l'Est et en URSS, et nous condamnons les arrestations et la persécution de ceux qui organisent ces syndicats.

Nous condamnons la répression sauvage et le meurtre de ses opposants par le gouvernement Videla, en Argentine.

Nous nous élevons contre la répression qui s'étend à la plupart des pays du continent latino-américain.

Nous nous adressons aux dirigeants du mouvement ouvrier international pour qu'ils reprennent les revendications de l'appel des syndicalistes irlandais, et pour qu'ils soutiennent les revendications suivantes :

— pour la libération de Gerry Adams, membre du Ard Comhairle of Sinn Féin, emprisonné sans procès, depuis 6 mois, dans le Nord de l'Irlande ;

— pour la libération immédiate de Khlebanov et de ses camarades emprisonnés en URSS ;

— de Blazej Wyskowski, syndicaliste polonais ;

— de Ales Machacek, agronome ;

— de Jiri Lederer, journaliste, et de Miroslav Cerny, ouvrier, emprisonnés en Tchécoslovaquie ;

— pour la libération immédiate de Rudolf Bahro et Rolf Mainz, emprisonnés en DDR, et pour la fin des mesures contre Robert Havemann ;

— pour la libération immédiate de Massera, dirigeant du Parti communiste uruguayen ;

— pour la libération immédiate de H. Achour, secrétaire général de l'UGTT ;

— pour la libération immédiate de Jan Simsa, pasteur, dont la vie est menacée du fait d'une longue détention en Tchécoslovaquie ;

— pour un changement des conditions de détention en Tchécoslovaquie, pour que celles-ci soient conformes aux conventions internationales et à la loi tchécoslovaque elle-même ;

— pour qu'il soit mis fin aux arrestations arbitraires, à la détention, à la persécution et aux licenciements de tous ceux dont les idées diffèrent de celles du pouvoir ;

— pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques d'Euzkadi, de la nation catalane et du reste de l'Etat espagnol ;

— pour l'annulation du procès militaire contre « Els Joglars », groupe catalan condamné par un conseil de guerre à cause de la présentation d'une pièce de théâtre, ainsi que l'immédiate libération des quatre emprisonnés et le retour d'Albert Boadella, aujourd'hui en exil ;

— nous exigeons aussi la liberté de l'acteur Sagadaste, d'Euzkadi, emprisonné dans les mêmes conditions ;

— nous protestons contre le fait que le gouvernement français refuse l'asile politique aux militants basques, nous réclamons la libération de Vicente Addalur, emprisonné par le gouvernement français ;

— pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique à tous ceux qui sont condamnés ou inculpés au nom d'articles traitant des « crimes contre l'Etat », en Europe de l'Est.

Nous, militants du mouvement ouvrier et démocratique, décidons d'introduire cette campagne au sein du mouvement ouvrier de nos pays, de mobiliser travailleurs, jeunes et militants pour qu'ils soutiennent ces exigences. »

## UN PREMIER BILAN POSITIF

Dix semaines après l'appel lancé par les participants aux Journées internationales, un premier bilan positif peut et doit être tiré de l'engagement pris en commun.

L'activité internationale engagée pour la défense de toutes les victimes de la répression, qu'elle soit le fait de

l'impérialisme et des dictatures militaires à sa solde ou bien celui de la bureaucratie de l'URSS et des régimes qu'elle contrôle en Europe de l'Est, a démontré qu'il est possible d'arrêter le bras des geôliers et des bourreaux.

La preuve a été faite que, pour les signataires de l'appel d'août, la solidarité internationale n'est pas une phrase creuse.

Au Brésil, le militant argentin N. Moreno, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs, a été arraché des griffes du régime militaire qui menaçait de le livrer à la sinistre junte de Videla.

En Irlande, le militant républicain Dany Morisson, rédacteur en chef du journal « Republican News », a été remis en liberté sous caution à la suite d'une campagne internationale menée notamment en France, en Allemagne et en Angleterre, campagne dans laquelle de nombreux militants du Labour Party et plusieurs parlementaires sont intervenus auprès du ministre de l'Intérieur de Londres pour exiger sa libération. Dans le congrès du Labour Party, 30 délégués ont signé l'appel des Journées internationales du mois d'août, et plus de 80 sont intervenus pour la libération de D. Morisson.

En Espagne, le militant catalan Jordi Gil, dirigeant du Comité catalan contre la Constitution et responsable de l'Esquerra Nacional, poursuivi pour « injure au drapeau », a été libéré après une campagne qui a notamment mobilisé plusieurs centaines de militants en Catalogne.

En France, par milliers et par milliers, dans les entreprises, les bureaux, les chantiers, les localités, travailleurs et militants ont participé, à l'initiative des militants de l'OCI, à une intense campagne en faveur du militant républicain James Mc Cann, emprisonné à Marseille et menacé d'extradition sur la demande du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Des centaines de sections syndicales et de syndicats CGT, CGT-FO, FEN, ainsi que de très nombreux militants du mouvement ouvrier et démocratique ont exigé que le droit d'asile soit respecté, que James Mc Cann ne soit pas extradé et qu'il soit libéré. Mercredi 11 octobre, les juges d'Aix-en-

Provence ont décidé de ne pas faire droit à la demande d'extradition.

C'est un premier succès qui en appelle d'autres : la campagne continue afin d'arracher la libération et le droit d'asile pour James Mc Cann.

## IL FAUT REPOUDRE A LEUR APPEL

Mais les militants et organisations qui ont participé aux Journées d'études internationales du mois d'août ne peuvent se satisfaire des premiers résultats de la campagne de solidarité engagée en commun. Il importe désormais d'élargir cette campagne et de lui donner un caractère permanent.

Il faut donner toute son ampleur à la campagne décidée au mois d'août pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie.

Il faut répondre à l'appel des combattants du Nord de l'Irlande, où l'impérialisme anglais exerce une répression atroce.

Il faut répondre à l'appel des militants ouvriers d'URSS qui ont voulu fonder des syndicats indépendants du pouvoir bureaucratique, et qui connaissent ses bagnes et ses hôpitaux psychiatriques spéciaux.

Il faut répondre à l'appel des militants catalans et basques emprisonnés par la monarchie franquiste pour avoir défendu les droits de leur nation opprimée par la dictature et ses héritiers.

Il faut répondre à l'appel des syndicalistes tunisiens torturés et condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir défendu leur mandat syndical.

Il faut de toute urgence répondre à l'appel pressant des militants tchécoslovaques, pour exiger la libération de Jaroslav Sabata, porte-parole de la « Charte 77 », dont l'arrestation vise à étouffer la voix de l'opposition socialiste dans ce pays ; pour exiger aussi la libération du pasteur Jan Simsa, militant de la « Charte » qui, malade, risque de mourir aux mains de ses geôliers.

Il faut que s'élève la voix de tous ceux, innombrables, qui, dans le mouvement ouvrier et démocratique, entendent défendre pied à pied, à l'Ouest comme à l'Est de l'Europe, les libertés de réunion, d'expression et d'organisation, que l'impérialisme et les régimes bureaucratiques veulent étouffer et fouler aux pieds.

Il faut assurer un succès éclatant au meeting international contre la répression du 26 janvier, où prendront la parole les représentants de tous ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe, ont fait leur combat et entendent le mener jusqu'au bout.

Mais l'une des libertés politiques fondamentales n'est-elle pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Et n'est-ce pas l'acte de répression le plus manifeste, n'est-ce pas la violation la plus évidente des droits des peuples d'Europe que la négation du droit à l'existence nationale ?

Parce qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre, n'est-ce pas une impérieuse exigence que de combattre pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que de lutter contre l'oppression nationale, que cette oppression vienne de l'impérialisme ou qu'elle vienne de ceux qui détiennent le pouvoir à Moscou ?

La lutte séculaire du peuple irlandais ne rejoint-elle pas celle des peuples de Tchécoslovaquie pour leurs droits nationaux, et ne font-elles pas partie d'un seul et même combat ?

A quelques mois de l'échéance des élections au Parlement européen, les discours se multiplient et l'encre coule à flots sur le thème de l'unité de l'Europe. Mais peut-il y avoir unité de l'Europe sur la base des accords et des traités, qui, depuis 1945, ont taillé dans la chair vive des peuples ?

Peut-on parler d'une Europe unie tant que demeure une Allemagne divisée ?

La division de l'Allemagne, issue des accords de Yalta et de Potsdam, n'est-elle pas une monstruosité réactionnaire foulant aux pieds le droit inaliénable du peuple allemand à disposer de lui-même ?

Ne doit-on pas admettre que les accords issus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (accords d'Helsinki et de Belgrade) visent à geler et à perpétuer l'ordre établi au seul profit des régimes existants à l'Ouest comme à l'Est du continent ?

Ces accords présentés comme destinés à assurer la défense des droits de l'homme ne sont-ils pas en réalité fondés sur la défense des droits des Etats contre ceux des peuples ?

La reconnaissance du caractère prétendument intangible des frontières héritées de tout un passé de brigandage impérialiste ne permet-elle pas à la couronne britannique de justifier ses prétendus « droits » sur l'Irlande du Nord, « droits » au nom desquels elle foule aux pieds l'aspiration du peuple irlandais à disposer librement de lui-même, à réaliser son unité, à en finir avec un passé séculaire d'oppression nationale ?

N'est-il pas juste, nécessaire, indispensable de combattre pour la mobilisation unitaire du mouvement ouvrier dans chaque pays d'Europe pour exiger l'évacuation inconditionnelle de l'armée d'occupation anglaise stationnée en Irlande, tout comme il est juste, nécessaire, indispensable, de combattre pour la mobilisation unitaire du mouvement ouvrier dans chaque pays d'Europe pour exiger l'évacuation inconditionnelle de l'armée d'occupation russe stationnée en Tchécoslovaquie ?

Le gouvernement de l'Espagne monarchiste et franquiste, signataire des accords d'Helsinki sur « la sécurité et la coopération en Europe », n'y trouve-t-il pas une sorte de légitimation de la politique d'oppression au nom de laquelle l'Etat espagnol nie le droit à l'existence nationale des peuples du Pays Basque, de Catalogne, de Galice ?

La revendication d'une république libre de Catalogne, d'une république libre d'Euzkadi, d'une république libre de Galice, déterminant librement les conditions de leur association dans une Union des républiques libres d'Espagne, n'est-elle pas pleinement justifiée par l'histoire, et en particulier par l'histoire de ces quarante dernières années au cours desquelles les institu-

tions franquistes ont enserré les peuples d'Espagne dans un véritable corset de fer ?

La Constitution centraliste que le gouvernement actuel de Madrid vise à imposer contre la volonté des peuples d'Espagne n'est-elle pas destinée à perpétuer ce passé d'oppression nationale ?

Sur tous ces problèmes, le débat le plus large et le plus libre s'ouvrira dans le cadre de la conférence européenne que les participants aux Journées d'études internationales du mois d'août ont décidé de convoquer au mois de janvier.

### LA QUESTION DES ELECTIONS AU « PARLEMENT EUROPEEN »

En particulier, à quelques mois de l'échéance des élections européennes, un échange de vues approfondi pourra avoir lieu sur le rôle et la fonction d'un « Parlement européen » élu au suffrage universel. S'agit-il d'un pas en avant véritable dans la voie de l'unité de l'Europe ? Ou bien, tout au contraire, la nouvelle institution ne doit-elle pas être comprise comme visant à légitimer et à perpétuer la division du vieux continent ? L'idée même d'un tel « Parlement européen » — qui ne sera ni un Parlement, ni européen — ne vise-t-elle pas à faire admettre la conception, totalement étrangère à l'histoire et aux aspirations des peuples, d'une Europe réduite à sa fraction « occidentale » ?

C'est ainsi que toute lutte conséquente pour les libertés, et pour cette liberté essentielle qu'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conduit à poser toutes les questions fondamentales de la société actuelle.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être dissocié de la question de l'unité de l'Europe. Le droit des peuples d'Europe à disposer d'eux-mêmes, l'aspiration des peuples d'Europe à l'unité peuvent-ils être réalisés dans le cadre de régimes sociaux et politiques fondés sur l'exploitation et l'oppression ? Sont-ils compatibles avec l'Europe divisée issue des accords de Yalta et de Potsdam ?

Regardons le tableau de l'« Europe occidentale ».

Les gouvernements de ces pays n'ont-ils pas fait et refait depuis des années la preuve qu'il est impossible d'unifier l'Europe tant que s'affrontent les intérêts divergents des différentes bourgeoisies ?

Près de dix millions de chômeurs ne témoignent-ils pas tragiquement de ce que l'Europe mutilée des capitalistes est incapable de répondre aux aspirations des peuples, du prolétariat et de la jeunesse ?

La mort économique et sociale de régions entières, le démantèlement de pans entiers de l'industrie ne prouvent-ils pas que la prétendue Europe des « six », des « neuf » ou des « douze » ne pourrait s'édifier que sur la ruine des peuples et sur les décombres de ce qui a permis dans le passé le développement de la culture et de la civilisation sur le vieux continent ?

Regardons maintenant le tableau de l'« Europe de l'Est ».

Dans ces pays, les régimes édifiés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous le contrôle de la bureaucratie de Moscou ne reposent-ils pas sur l'étouffement des libertés démocratiques, sur la négation des droits fondamentaux du peuple travailleur et de la jeunesse à s'exprimer, à se réunir, à s'organiser ?

Certes, en Europe de l'Est et en URSS, le capitalisme n'existe plus et c'est un acquis fondamental. Mais peut-on parler de socialisme lorsque les libertés les plus élémentaires sont déniées aux travailleurs et à la jeunesse ? Le socialisme peut-il s'accommoder de la chape de plomb bureaucratique qui étouffe l'économie et la société ?

Peut-on parler de socialisme lorsque les droits des peuples et des nationalités sont foulés aux pieds, comme c'est le cas en Tchécoslovaquie, en Pologne, dans toute l'Europe de l'Est, en Ukraine, dans les Pays baltes, en Géorgie, en Arménie, etc. ? Peut-on parler de socialisme à propos de régimes qui refusent à la classe ouvrière le droit inaliénable de s'organiser comme elle l'entend en syndicats et en partis,

et en particulier de constituer librement ses propres syndicats indépendants des institutions de l'Etat et du parti officiel ?

Ne doit-on pas constater qu'il y a une étroite unité dans le maintien de l'exploitation capitaliste à l'Ouest de l'Europe et dans le maintien de l'oppression bureaucratique et du stalinisme à l'Est de l'Europe ?

Toute l'histoire du vieux continent, tous les rapports économiques, sociaux, politiques, culturels tissés au cours des siècles, la profonde unité de l'économie et de la culture, tout cela n'appelle-t-il pas impérieusement l'unification de l'Europe et non pas la perpétuation de sa division ?

Les gouvernements actuels de l'Est et de l'Ouest n'ont-ils pas amplement démontré non seulement leur totale incapacité à résoudre cette grande question historique, mais encore leur intime complicité et leur commune volonté de consolider la division du continent à laquelle est liée leur propre survie ?

### POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !

En revanche, les peuples d'Europe, exploités et menacés dans leur existence même par la décomposition du capitalisme à l'Ouest de l'Europe, opprimés et spoliés par les bureaucraties parasitaires à l'Est, n'ont-ils pas un puissant intérêt commun à l'unification du continent qui appelle la liquidation conjointe de l'exploitation capitaliste à l'Ouest et de l'oppression bureaucratique à l'Est ?

Par l'instinct de classe et par la raison, les peuples, le prolétariat et la jeunesse d'Europe ne sont-ils pas amenés à refuser la fausse alternative, le choix truqué entre le capitalisme en décomposition et la chape de plomb des régimes bureaucratiques ? La tâche historique du prolétariat ne consiste-t-elle pas à unifier l'économie européenne et mondiale, et à créer ainsi les conditions qui permettront de porter à un niveau supérieur toute la civilisation humaine ?

La nécessité d'unifier l'économie européenne, de planifier la production à l'échelle du continent, d'organiser rationnellement les échanges et la division internationale du travail, n'appelle-t-elle pas la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe ? N'est-ce pas là la réponse à la fois la plus audacieuse et la plus réaliste à l'impasse dramatique où la crise conjointe du capitalisme pourrissant et des régimes bureaucratiques risque d'entraîner tous les peuples du vieux continent ?

La perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe n'est-elle pas d'ores et déjà inscrite dans l'unité de lutte des peuples de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, et tout particulièrement dans l'unité de lutte du peuple allemand à l'Est et à l'Ouest de la frontière artificielle qui mutilé le pays ?

Sur toutes ces questions, répétons-le, la plus large et la plus libre discussion pourra s'engager dans le cadre de la conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier.

Tous les militants, toutes les organisations participantes, engagés dans la lutte pratique contre la répression impérialiste et bureaucratique, pour le droit de tous les peuples d'Europe à disposer d'eux-mêmes, contre toutes les formes d'oppression nationale,

contre tous les traités et accords qui visent à consacrer la division de l'Allemagne et de l'Europe, pour l'évacuation inconditionnelle des troupes d'occupation d'Irlande et de Tchécoslovaquie, tous ceux-là se trouvent nécessairement confrontés aux mêmes questions.

Chacun peut apporter ses réponses, et ces réponses peuvent diverger. L'OCI, qui combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, a les siennes. Elle soumettra sa propre contribution à la libre discussion et à la critique, et elle espère que tous les participants apporteront les leurs. L'OCI estime que son combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale est l'expression la plus élevée de l'internationalisme prolétarien, mais elle ne pose aucune condition aux initiatives unitaires que peuvent et doivent prendre les militants, groupes et organisations qui, depuis août 1978, ont fait la preuve qu'il était possible de mener en commun, à l'échelle internationale, les indispensables campagnes de solidarité internationaliste.

Tel est le sens de la conférence qu'elle propose de tenir à Paris, les 27, 28 et 29 janvier 1979, en vue d'élargir le débat ouvert lors des Journées d'études internationales du mois d'août.

## SELIO

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris**  
**Tél : 246-09-53      CCP 31 697 97 LA SOURCE**

**Ouvrages politiques, de formation théorique, manuels scolaires et universitaires, ouvrages techniques, dictionnaires, encyclopédies...**

**TOUS LES OUVRAGES  
 DISPONIBLES  
 CHEZ LES EDITEURS  
 PEUVENT ETRE FOURNIS  
 PAR**

## LA SELIO

**Réduction de 20 % sur les prix marqués réels**

**Expédition franco de port**

**Nous servons les bibliothèques des lycées, comités d'entreprise et syndicats.**



Comité d'organisation  
pour la reconstruction  
de la Quatrième Internationale

## Pérou

# Le Premier Congrès du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire

*Du 6 au 9 octobre 1978, s'est tenu à Lima le congrès du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR), section péruvienne du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est la première fois que cette organisation, constituée en 1971, a pu tenir légalement des assises à l'échelle nationale.*

*La croissance rapide du POMR, de son influence comme de son organisation, est l'expression la plus achevée du caractère révolutionnaire des développements en cours au Pérou, de la maturation politique au sein de la classe ouvrière, qui s'était notamment affirmée lors des élections de juin par le vote massif pour le FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire, dont le POMR est partie constituante). Mais elle n'en est nullement une expression automatique.*

Que des centaines de nouveaux membres — et parmi eux de nombreux cadres du mouvement ouvrier, des responsables et des délégués syndicaux — rejoignent le POMR, s'engageant consciemment dans le combat pour la construction du parti révolutionnaire dont le prolétariat péruvien a besoin pour vaincre, et dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est là le résultat d'un combat politique.

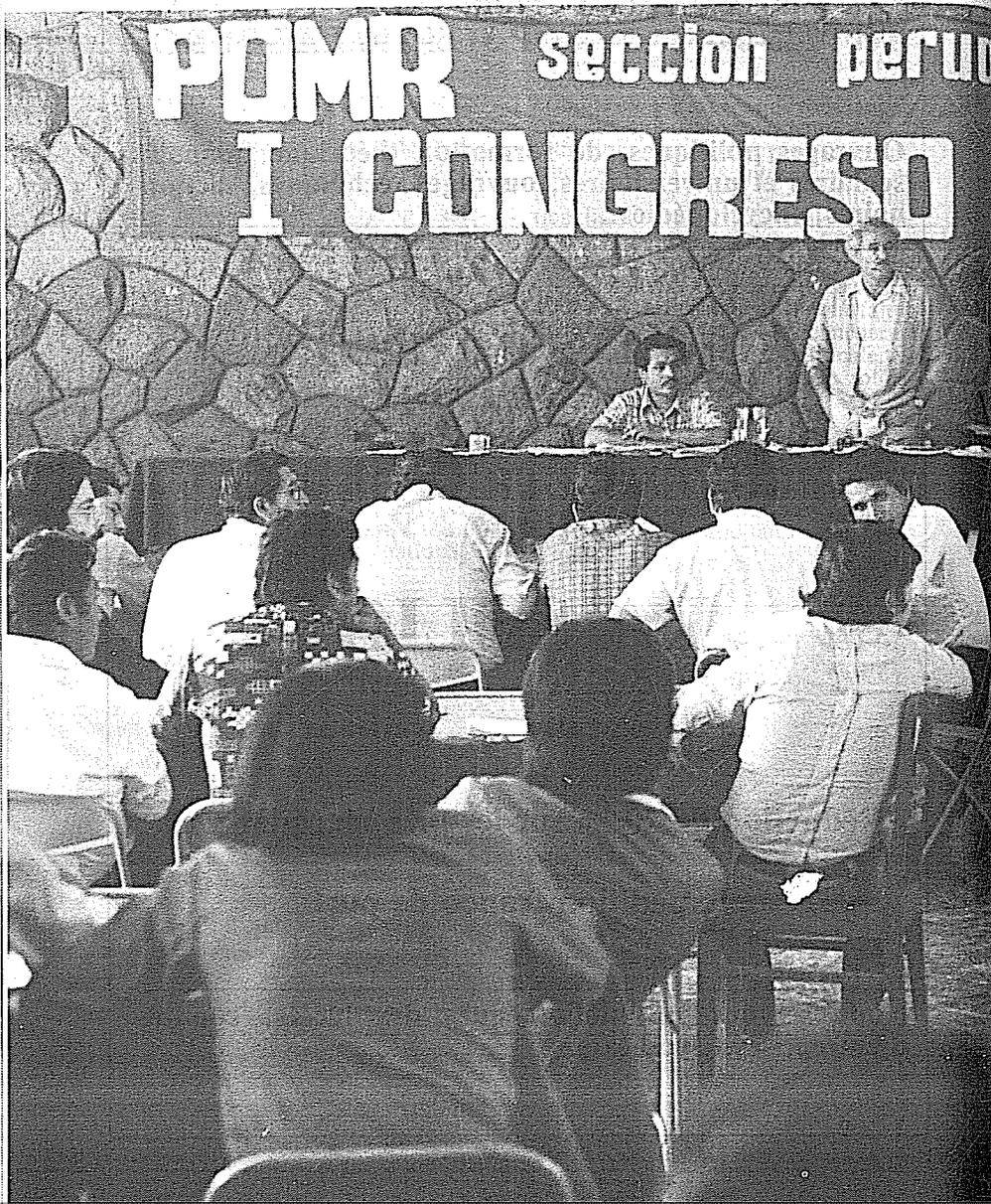
C'est le résultat de l'intervention du POMR sur une orientation et des mots d'ordre correspondant aux besoins de la mobilisation des masses contre le régime militaire, c'est le résultat d'une

intervention effective dans les grandes batailles livrées par les travailleurs péruviens, d'une action constante pour la constitution d'un front unique des organisations ouvrières et anti-impérialistes.

### AU CŒUR DES PROBLEMES DE LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE

Les pas en avant accomplis par le POMR constituent des pas en avant sur la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Lorsque le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale avait été fondé, sa résolution constitutive précisait :

**Une partie de la salle où se sont déroulés les travaux du Premier Congrès du POMR du 6 au 9 octobre 1978 (DR).**



« Le Comité d'organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la IV<sup>e</sup> Internationale. »

L'activité organisée à l'échelle mondiale pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale a été, directement, un facteur de la construction du POMR. C'est dans le cadre de cette activité, en particulier, que s'est menée entre le POMR et l'OCI une discussion constante sur l'appréciation de la situation politique au Pérou, sur les mots d'ordre et l'intervention de l'organisation révolutionnaire. C'est aussi dans le cadre de cette activité que les sections du Comité d'organisation se sont mobilisées à plusieurs reprises pour la défense du peuple péruvien et des militants frappés par la répression. Ces campagnes de solidarité, menées sur la ligne du front unique ouvrier et qui ont concrètement manifesté la réalité de la solidarité prolétarienne internationale, ont été directement — comme le marque la résolution votée par la Deuxième Assemblée populaire de Moquegua — un élément des développements politiques au sein de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, le bilan de l'action du POMR recoupe les problèmes les plus importants de la stratégie et de la tactique dans la lutte pour la révolution prolétarienne en Amérique latine. Cela est évidemment lié au fait que constate, dans son introduction, la résolution politique adoptée par le congrès du POMR :

« Le développement présent de la lutte des classes au Pérou ne peut être séparé du développement mondial de la lutte des classes, de la période dans laquelle il prend place. Le développement de la lutte des classes au Pérou est une expression et une composante de l'unité mondiale de la lutte des classes telle qu'elle s'exprime aujourd'hui.

Plus précisément, le cours des événements au Pérou est l'expression la plus avancée et la plus nette politiquement de processus qui matérialisent dans toute l'Amérique latine le tournant dans la situation mondiale marquée par la défaite de l'impérialisme au Vietnam et par la mise à

l'ordre du jour de la révolution prolétarienne en Europe... A l'échelle du continent s'affirme une nouvelle montée des prolétariats et des masses opprimées... L'instabilité croissante de la dictature brésilienne et la puissante affirmation du mouvement ouvrier de ce pays, les convulsions de la dictature militaire en Bolivie, les luttes de la classe ouvrière en Colombie, en Equateur, au Mexique, le degré de crise en Amérique centrale (Nicaragua), la résistance de la classe ouvrière d'Argentine à la dictature de Videla et les déchirements de la junte chilienne s'inscrivent dans cette réalité. »

Mais il ne s'agit pas d'une simple constatation de caractère objectif — le Pérou est la pointe avancée aujourd'hui d'un développement d'ensemble. Discuter des problèmes politiques péruviens, c'est nécessairement aborder les problèmes de la révolution en Amérique latine.

### ACTEURS DANS LES REVOLUTIONS EN COURS

Il s'agit avant tout du fait que le POMR a été un acteur dans le processus en cours, que son intervention et son activité, dans la constitution du FOCEP et dans son maintien, par rapport à l'Assemblée élue le 18 juin, sur la voie de la formation des Assemblées populaires, constituent des facteurs qui ont concouru à nouer la situation telle qu'elle est.

En d'autres termes, ce que matérialise pour les trotskystes l'expérience péruvienne, c'est ce que dégage le plan d'action politique adopté par le comité central de l'OCI :

« Depuis la période de l'Opposition de gauche jusqu'à présent, le mouvement trotskyste s'est trouvé essentiellement dans la situation de tirer les leçons des combats révolutionnaires. Bien entendu, dans la période d'avant-guerre, les conditions objectives étaient quasi totalement contraignantes. Depuis la guerre, la crise pabliste de la IV<sup>e</sup> Internationale a été surajoutée comme difficulté supplémentaire. Depuis 1974 (révolution portugaise),

et dans la crise pré-révolutionnaire péruvienne qui se développe en crise révolutionnaire, les trotskystes ne se sont plus contentés de tirer des leçons. Ils agissent comme acteurs des révolutions en cours, nourrissant par leur politique et leurs interventions concrètes la marche à la révolution, en aidant à construire les partis révolutionnaires. »

Dans cette nouvelle situation du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, les problèmes politiques qui se sont posés au Pérou, et auxquels les trotskystes de ce pays ont cherché à répondre en termes de stratégie et de tactique, de mots d'ordre et de méthode de construction du parti révolutionnaire, s'imposent comme des problèmes centraux de la discussion internationale qui est un aspect du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils recourent les questions qui doivent être réglées au sein même du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils éclairent en particulier la question de la place et de la formulation des mots d'ordre démocratiques dans le cours de la révolution prolétarienne dans les pays d'Amérique latine, pays capitalistes arriérés soumis à la domination de l'impérialisme.

Aussi reviendrons-nous dans les prochains numéros de « La Vérité » sur ces problèmes.

Mais, dès à présent, il faut souligner l'un des aspects des conclusions politiques tirées par le congrès du POMR dans son analyse des développements les plus récents de la lutte des classes au Pérou.

### DANS LE COMBAT POLITIQUE POUR AIDER A LA MOBILISATION DES MASSES, LE POMR SE CONSTRUIT

Revenant sur l'activité du POMR, la résolution politique adoptée par le congrès a noté :

« Le POMR doit prendre la tête du combat pour la constitution du Front unique anti-impérialiste et intervenir dans tout le pays pour la formation de comités d'unité anti-impérialiste qui pourraient aller jusqu'à prendre la forme de la constitution d'Assemblées populaires locales, ouvrant la voie à la centralisation sur les mots d'ordre de l'Assemblée populaire centrale (nationale) des délégués des Assemblées populaires locales.

Cette perspective concrète de mobilisation des masses correspondant au degré atteint par le mouvement des masses au lendemain de la grève générale intègre pleinement le mot d'ordre de la Constituante souveraine, facteur indispensable de la centralisation politique du combat du prolétariat sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan, de la dictature du prolétariat.

Les tâches politiques résumées plus haut exigent le développement du POMR lui-même. La construction du POMR implique son intervention centralisée sur tous les terrains de la lutte des classes, l'un de ces terrains étant directement celui de la construction du POMR — le recrutement.

Le POMR, organisation trotskyste, section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, a aujourd'hui à faire face à de lourdes responsabilités, non seulement face à la lutte des classes au Pérou, mais au compte du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'aspect le plus négatif qui interdirait au POMR de faire face à ses responsabilités, c'est le déséquilibre à la longue intolérable entre la place politique qu'occupe le POMR, la position dans la classe de nombre de ses militants, le prestige que lui vaut son combat politique et l'exigüité de sa base militante.

Surmonter cette contradiction est une exigence vitale.

Cela n'est possible qu'en répondant précisément à la question des tâches : quels pas en avant sur la voie du Front unique anti-impérialiste ? Comment se pose concrètement aujourd'hui la question de la Consti-

tuante souveraine et sa relation avec la perspective gouvernementale ? Quelles mesures immédiates pour ouvrir le POMR aux travailleurs d'avant-garde qui le reconnaissent d'ores et déjà comme leur parti ? (...)

Le POMR part d'une position de principe : tout le développement de la situation a souligné l'importance centrale du mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine comme mot d'ordre centralisant les revendications démocratiques.

Le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine est un mot d'ordre transitoire, posant, à travers le développement de la lutte des classes, l'objectif de la dictature du prolétariat comme seul moyen de résoudre les tâches nationales et démocratiques de la nation opprimée.

Aussi, sur tous les terrains — y compris celui de la « Constituante » frauduleuse de Bermudez —, le POMR combat pour la Constituante souveraine, pour mobiliser les masses sur un ensemble de revendications nationales, démocratiques et sociales dont les grandes articulations peuvent être résumées ainsi :

- rupture totale de tous les liens de subordination à l'impérialisme ;
- la terre aux paysans ;
- satisfaction des revendications du prolétariat, des intellectuels, des étudiants, des masses paupérisées des villes et des campagnes ;
- rétablissement sans restriction de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. »

L'orientation du POMR s'est fondée, dans les conditions concrètes de la lutte des classes au Pérou, sur la méthode même du « Programme de transition », qui spécifie :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine et l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il

faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie nationale.

A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Ce qui est essentiel, c'est de dégager à travers quel combat politique le POMR a nourri le mouvement des masses se développant vers la constitution d'organismes soviétiques. C'est-à-dire comment, dans les conditions de crise qui ont suivi les élections du 18 juin et la grève générale de mai, le caractère transitoire du mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine s'est exprimé.

C'est pourquoi nous citons maintenant intégralement la dernière partie de la résolution adoptée par le congrès du POMR, qui intègre la signification de la constitution de l'Assemblée populaire de Moquegua et qui montre également comment le mouvement des masses vers la formation d'organismes de ce type a été nourri par le combat politique pour la Constituante souveraine, mené sur tous les terrains, y compris sur celui de l'Assemblée tricolore élue le 18 juin.

## LA VERITE N° 580

### L'Amérique latine dans le mouvement de la révolution mondiale

Un article d'E. Laurent

## dernière partie de la résolution politique adoptée au Premier Congrès du POMR

« L'Assemblée élue le 18 juin était convoquée par le gouvernement militaire. Ses pouvoirs (ou plutôt son absence de pouvoir) ont été fixés par décret. La tâche de cette Assemblée subordonnée au gouvernement est une tâche purement littéraire : rédiger un projet de Constitution soumis à la sanction du gouvernement militaire qui continuera de gouverner par décrets.

L'Assemblée élue le 18 juin l'a été au terme d'un processus électoral profondément antidémocratique : la barrière des 40 000 signatures, la censure, les pressions constantes et, à partir du 22 mai, l'annulation des libertés les plus élémentaires, la déportation et l'arrestation des dirigeants. De plus, trois millions de Péruviens ont été éliminés du vote. C'est cela qui explique l'existence au sein de l'Assemblée octroyée d'une majorité de députés des partis bourgeois.

Mais la volonté du peuple s'est manifestée dans la puissante mobilisation contre les nouvelles mesures de misère prises par le gouvernement militaire soumis à l'impérialisme, dans la grève générale des 22 et 23 mai, que la répression n'a pas pu briser, et dans les luttes qui ont continué ensuite. C'est tout cela qui s'est exprimé dans le résultat des élections. La volonté du peuple souverain est que soient satisfaites les revendications fondamentales, balayé le gouvernement militaire, obstacle à la satisfaction des revendications. C'est pour cela qu'il a élu ses députés.

L'Assemblée est une assemblée octroyée, mais les députés du peuple que sont les députés du POMR, eux, ne sont pas dépendants du gouvernement militaire. Ils ont été élus par le peuple contre le gouvernement militaire et contre ses décrets. Ils sont dépositaires d'un mandat qui exprime la souveraineté du peuple. Dans la manifestation d'accueil à R. Napuri et G. Ledesma, lors de leur retour à Lima, on criait : « Morales les a expulsés, le peuple les a ramenés. »

Oui, c'est par la volonté du peuple que R. Napuri et les autres ont pu revenir, c'est cette volonté qui les a conduits à l'Assemblée, et ils ont le devoir absolu de la respecter. Cela veut dire avant toute autre chose qu'ils ne peuvent pas accepter que leurs interventions, leurs motions soient des bavardages sans signification, des prières adressées au gouvernement. Pour respecter la volonté du peuple dont ils sont représentants, ils ne peuvent pas respecter les décrets du gouvernement militaire qui interdisent à cette volonté de se matérialiser. Ils doivent donc exiger que cette Assemblée se prononce sur le fait que les décrets du gouvernement militaire limitant les pouvoirs de l'Assemblée sont contraires à la souveraineté du peuple, qu'elle annule en conséquence ces décrets, qu'elle se considère complètement déliée du gouvernement et qu'elle assume tous les pouvoirs constitutifs, législatifs et exécutifs.

C'est ainsi que se manifeste l'opposition entre la Constituante souveraine et la « Constituante » de Bermudez. C'est ainsi que se réalisera la rupture politique avec le continuisme à l'égard du gouvernement militaire. C'est ainsi que seront démasquées pour ce qu'elles sont les proclamations des partis bourgeois sur la « souveraineté du peuple ».

De cette façon, les positions au sein de l'Assemblée constituante constituent un point d'appui pour que soit ouverte la perspective du combat pour un gouvernement responsable devant une Constituante souveraine qui rentre dans la voie de la réalisation du programme d'action défini plus haut.

La « motion rouge » — dont on trouvera ci-contre le texte et le nom des signataires — a constitué ce point d'appui, exprimant la liaison entre le combat pour les revendications démocratiques et les soviets, permettant le surgissement de la Première et de la Deuxième Assemblée populaire de Moquegua, comme un point fondamental dans la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Il est nécessaire de s'arrêter en particulier sur la signification de la Deuxième Assemblée populaire de Moquegua, sa portée, ses conséquences. Comme le dit le Programme de transition : « Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il est nécessaire d'opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale » à une certaine étape de la mobilisation des masses, sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique à chaque période donnée, en particulier son rapport avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison de celui-ci et de la classe paysanne, par le caractère de la politique du parti prolétarien. Eux seuls sont capables de mener jusqu'au bout la révolution démocratique et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Cela nous permet de comprendre mieux la nature, la signification du combat entrepris par le POMR et qui se matérialise dans l'Assemblée populaire de Moquegua. La Deuxième Assemblée populaire a été constituée par les délégués élus par les masses de Moquegua et par leurs organisations, les masses ont imposé le front unique et ont contraint le PCP à participer à cette assemblée. Cela doit être souligné. La force de l'Assemblée populaire impose la réalisation partielle du front unique sur le terrain de la création d'une organisation des masses dans la lutte contre la dictature militaire. Son existence constitue non seulement un pas en avant pour le prolétariat dans son ensemble, mais le contenu des résolutions décidées par l'Assemblée populaire en font un phare qui éclaire la voie à tout le prolétariat du pays. Dans leur appréciation politique de l'Assemblée populaire de Moquegua, les militants du POMR doivent réfléchir sur ces phrases de Trotsky : « Qu'est-ce au fond que l'organisation de défense de Bruksol et Krigental ? Il est nécessaire de distinguer les grands des petits événements : c'est un soviet local de députés ouvriers. Il ne sait pas se donner ce nom, et il ne se sent pas comme tel, parce qu'il s'agit d'un petit coin de province, ici aussi la quantité détermine la qualité. Mettez cette expérience à Berlin et vous aurez un soviet berlinois de députés ouvriers. » (La stratégie des grèves).

La pire des erreurs serait de penser que Moquegua est une exception isolée. Moquegua est l'expression particulière de la tendance dominante de la situation politique nationale vers l'éclatement de la crise révolutionnaire à travers l'irruption des masses prêtes à lutter pour en finir tout de suite avec la dictature militaire.

Avec les différences de rythme explicables, c'est là la situation. C'est de là que partent les trotskystes pour définir leurs tâches. Nous avons toujours dit qu'aujourd'hui notre tâche est la préparation de la dictature du prolétariat à travers la conquête des masses par la politique du front unique. Bien. Cela signifie concrètement prendre partout des initiatives pour engager les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière dans la réalisation d'Assemblées populaires. « Faire comme à Moquegua », cela doit être un axe qui préside à notre agitation et à notre travail d'organisation parmi les masses. Pour cela, nous devons nous appuyer sur les résolutions de la Première et de la Deuxième Assemblée populaire de Moquegua.

Le manifeste de la Deuxième Assemblée populaire aux organisations représentatives du peuple péruvien déclare notamment : « La Deuxième Assemblée populaire de Moquegua s'adresse au FOCEP, à l'UDP, au PCP, au PSR-Aragon, à la CGTP, au CCP et aux fédérations syndicales indépendantes ainsi qu'à toutes les organisations qui se réclament du peuple travailleur, de la nation opprimée, pour leur dire : il faut mettre fin à cette situation, il faut sauver le peuple de la misère, il faut en finir avec la junte militaire. Vous qui représentez le peuple exploité, vous devez réaliser immédiatement l'unité de classe et anti-impérialiste pour imposer notre volonté.



La 1<sup>re</sup> Assemblée populaire de Moquegua.

## la « motion rouge »

Considérant,

Qu'aujourd'hui s'est installée l'Assemblée constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté.

Que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies.

Le fonctionnement de l'Assemblée constituante qui a pour source le mandat du peuple est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire qui n'a pas la même origine.

Proposent que l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des Forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'Assemblée, et qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait.

L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence fondé essentiellement sur :

- le plein exercice des libertés démocratiques ;
- la réintégration des travailleurs licenciés ;
- des mesures urgentes pour résoudre la crise économique, axées sur le non-paiement de la dette extérieure ;
- l'augmentation générale des salaires ;
- la remise gratuite de la terre aux paysans.

Cette motion a été présentée par les dix députés dont les noms suivent : Genaro Ledesma, président du FOCEP ; Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des travailleurs des mines et de la métallurgie, tête de liste de l'UDP ; Hugo Blanco, PST-FOCEP ; Ricardo Napuri, POMR-FOCEP ; Hernan Cuentas, POMR-FOCEP ; Magda Benavides, POMR-FOCEP ; Enrique Fernandez, PST-FOCEP ; Antonio Aragon, PSR ; Juan Cornejo Gomez, FOCEP ; Mateu Moya, FOCEP.

Vous devez convoquer immédiatement l'Assemblée populaire nationale des délégués élus dans chaque ville, village, mine, domaine paysan, pour exécuter le mandat souverain du peuple, pour contribuer à la réalisation de cet objectif. Une délégation de cette Assemblée ira à Lima pour rencontrer toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes pour leur dire : « Assez ! Dix années de dictature militaire, ça suffit, nous voulons notre terre, notre pain, notre travail, nous ne tolérons plus la famine et la misère, nous ne serons plus des esclaves de l'impérialisme, nous voulons un autre gouvernement, qui rompe avec le FMI, qui annule la dette agraire et qui donne la terre aux paysans, un gouvernement de nos représentants, des ouvriers et des paysans. »

*L'existence de l'Assemblée populaire de Moquegua ouvre la voie aux soviets. C'est la lutte pour le développement et la victoire de la démocratie ouvrière. C'est vers cet objectif que tend la mobilisation révolutionnaire des masses pour une Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir. Ce mot d'ordre garde toute son actualité lorsqu'elle met à l'ordre du jour la chute du gouvernement militaire et le combat politique contre l'Assemblée octroyée du 18 juin, constituant ainsi le levier de l'activité centralisée des masses dans la voie du gouvernement ouvrier et paysan.*

*Le congrès du POMR souligne la signification de classe du fait que la Deuxième Assemblée populaire de Moquegua a affirmé les liens internationalistes concrets de la classe ouvrière péruvienne dans sa résolution internationale : « Le combat du peuple péruvien contre l'impérialisme exige que l'Assemblée populaire de Moquegua définisse clairement quelles sont l'essence et la portée qu'a la lutte anti-impérialiste : consciente que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et que cette émancipation est possible seulement par l'unité du prolétariat de tous les pays contre l'exploitation du capital et de l'homme par l'homme, la Deuxième Assemblée populaire de Moquegua exprime sa ferme vocation internationaliste.*

Le combat développé par le prolétariat et ses organisations en France, en Allemagne, en Suède, et dans le cœur même de l'impérialisme, aux USA, contre la répression au Pérou, la campagne victorieuse réalisée en France et dans le reste de l'Europe pour la libération du pénitencier d'El Sepa de nos camarades Hernan Cuentas, Victor Cuadros, Arturo Salas, Genaro Ledesma, Jose Ona et Ricardo Diaz Chavez, de même que celle qui a été réalisée pour arracher des mains sanglantes de Videla (Argentine) les 13 déportés pendant les grèves du mois de mai (Ricardo Napuri, Hugo Blanco, Javier Diaz Canseco, Ricardo Letts, Genaro Ledesma, Ricardo Diaz Chavez, Humberto Damonte, Justiniano Apasa, Valentino Pacho, etc.) démontrent aux yeux de tout le peuple péruvien l'écho qu'ont dans la classe ouvrière internationale les événements de la lutte des classes au Pérou.

La Deuxième Assemblée populaire de Moquegua envoie une salutation fraternelle à toutes les organisations qui ont contribué à la réussite de ce combat en défense du prolétariat péruvien, en particulier à la Fédération internationale des mineurs qui siège à Londres, au Comité international contre la répression et à la Fédération de l'éducation nationale de France, à Amnesty International et autres.

Tout ce combat montre la force montante du prolétariat mondial, laquelle s'est exprimée nettement dans la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam ouvrant le chemin à une nouvelle situation mondiale marquée par la crise économique et politique du capitalisme, et par l'initiative politique de la classe ouvrière et des peuples opprimés.

Le combat armé du peuple du Nicaragua contre la dictature sanglante de Somoza prend un relief spécial, plein de leçons pour tous les peuples d'Amérique latine. La Deuxième Assemblée populaire de Moquegua exprime sa solidarité combative et propose à toutes les organisations politiques et syndicales du Pérou et du monde l'organisation d'un boycott total de la dictature de Somoza et la solidarité active avec le peuple du Nicaragua. La lutte héroïque contre Somoza, le combat de la classe ouvrière du Brésil contre la dictature de Geisel, les grèves des mineurs contre le sanglant Pinochet et le combat du peuple péruvien pour en finir avec la junte militaire mettent en relief la nécessité du combat unique contre

l'impérialisme et les bourgeoisies compradores latino-américaines. La Deuxième Assemblée populaire de Moquegua proclame clairement que l'objectif de toutes ces luttes doit être de forger la Fédération socialiste des Etats d'Amérique latine pour en finir avec l'arriération, la misère et l'analphabétisme auxquels nous soumet l'impérialisme étranger. C'est là notre combat, c'est là notre objectif : l'Union socialiste d'Amérique latine. »

*De même, la déclaration de l'Assemblée et la résolution de l'Assemblée populaire contre le terrorisme impérialiste organisé par le gouvernement militaire en crise montre la voie de la lutte du prolétariat et des masses pour briser la répression et défaire la bourgeoisie.*

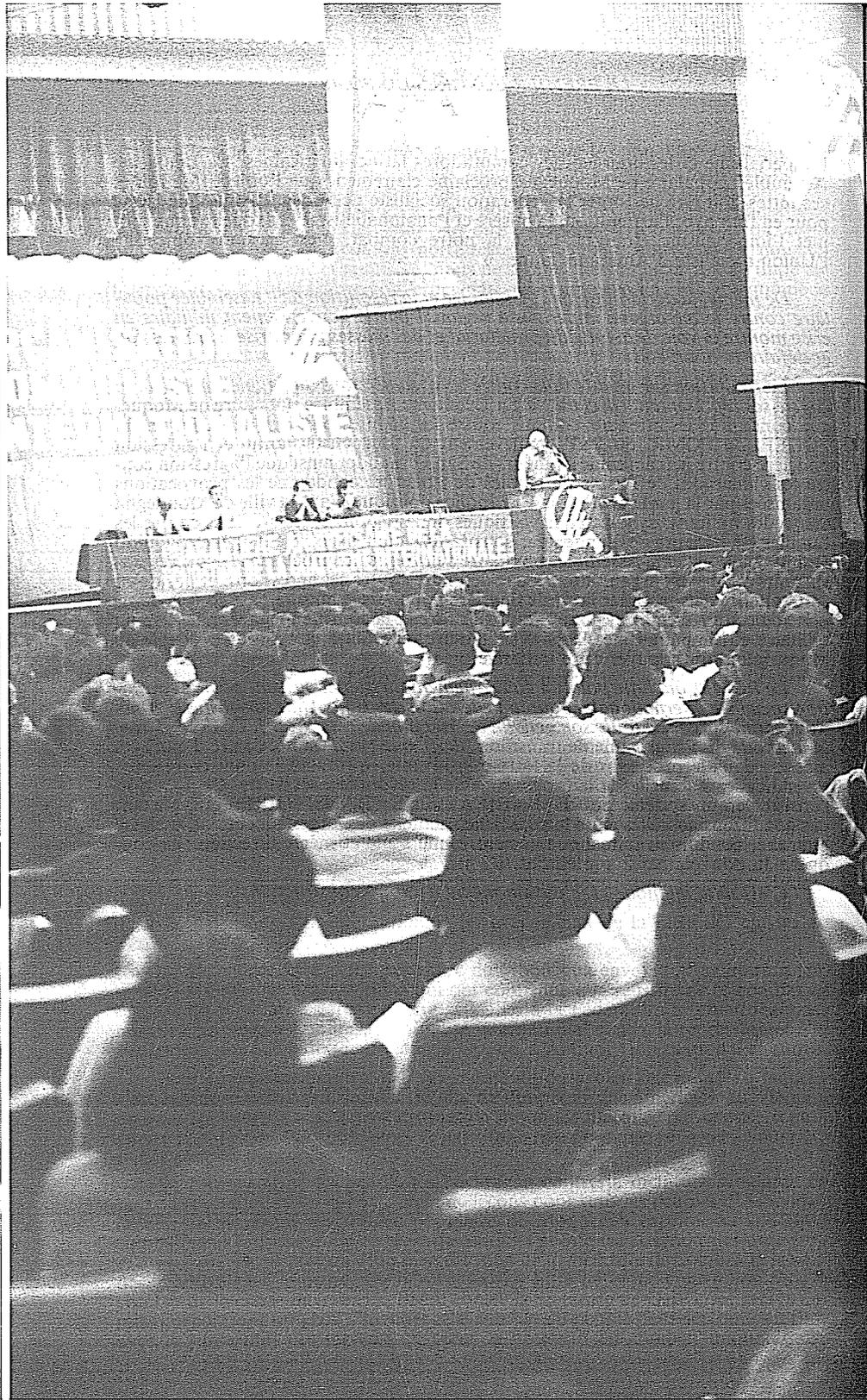
*La résolution sur les attentats contre les organisations du peuple travailleur et contre ses représentants déclare : « La Deuxième Assemblée populaire de Moquegua condamne les attentats commis contre les députés ouvriers de l'UDP et du FOCEP, du POMR, du PST, l'enlèvement du journaliste Fanjul et l'agression policière contre les camarades mineurs de San Fernando, ainsi que l'agression contre les camarades de l'usine de textiles de Lolas, et condamne les provocations organisées par la garde civile et la PIP (police politique) dans la ville de Moquegua contre les militants syndicaux et politiques de la région, et les attaques contre les familles de mineurs de Toquepala, sous la direction du capitaine général Quino Donjo. La Deuxième Assemblée populaire de Moquegua proclame le droit des travailleurs et de leurs organisations de se défendre contre ces agressions, et décide en conséquence de constituer la garde ouvrière populaire d'autodéfense sous la discipline de cette Assemblée, pour garantir l'ordre et la sécurité menacés par la junte militaire et l'impérialisme. Dans cette mesure, elle fait appel à tout le peuple de Moquegua pour appuyer cette initiative. »*

*Le POMR, qui lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour la révolution socialiste internationale, pour la Fédération des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, organise toute son activité en fonction de cet objectif. En accord avec la méthode du Programme de transition, il affirme : « Il est nécessaire d'aider les masses, dans le processus de la lutte quotidienne, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES qui, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle des larges couches de la classe ouvrière, conduisent inmanquablement à une seule et même direction : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »*

*C'est là la méthode et le terrain même de notre construction. »*



Comité d'organisation  
pour la reconstruction  
de la Quatrième Internationale



## Quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Journées d'études

*Les 22 et 23 octobre, se sont tenues à Paris, dans la grande salle de la Mutualité, des Journées d'études organisées par l'OCI pour commémorer le quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938.*

*La préparation de ces Journées d'études — et les contributions qui y furent faites par les représentants de l'OCI — s'appuyaient sur le numéro spécial de La Vérité intitulé « Quarantième anniversaire de la IV<sup>e</sup> Internationale — Plus d'un siècle de lutte pour l'Internationale ouvrière ». Ces Journées d'études s'inscrivaient dans le droit fil de la conclusion de ce numéro spécial : « Regroupement du prolétariat sur un nouvel axe, reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. »*

*Si la tâche historique de la constitution de la direction révolutionnaire internationale du prolétariat — de la construction du parti mondial de la révolution socialiste — se présente aujourd'hui sous la forme du combat pour reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est bien évidemment parce que nous considérons que celle-ci a été politiquement disloquée par la crise destructrice provoquée par le révisionnisme pabliste. Comme le dit La Vérité, « la perspective de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale doit être ouverte à tous les militants, aux travailleurs, aux jeunes, aux groupes, aux organisations qui rompent ou chercheront avec la social-démocratie, les partis staliniens ou autres, qui chercheront une issue révolutionnaire en combattant l'impérialisme ou les bureaucraties parasitaires, au premier chef celle du Kremlin ».*

Mais le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut se mener en ne tenant pas compte des conséquences de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, sans tenter de surmonter ces conséquences, c'est-à-dire, comme l'écrit encore La Vérité, que l'on ne saurait ignorer « les organisations dont l'histoire est liée à celle de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se réclament de sa tradition, de ses principes, de son programme ».

C'est pourquoi l'OCI avait décidé d'inviter le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, la Ligue communiste révolutionnaire et le Socialist workers Party des Etats-Unis à participer aux Journées d'études. Cette invitation ayant été acceptée, une rencontre entre une délégation du bureau politique de l'OCI et une délégation du bureau politique de la LCR avait fixé les modalités de cette participation. Soulignons que cette invitation n'a été qu'une expression de l'attitude d'ensemble du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui réclame depuis 1973 l'ouverture d'une discussion avec le Secrétariat unifié, car, « à notre avis, pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique, signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie le débat qui a entraîné la scission de la IV<sup>e</sup> Internationale » (Lettre du Comité d'organisation au Secrétariat unifié en date du 28 mai 1973).

Plus de deux mille participants ont assisté aux Journées d'études. L'attention et la passion qui soudèrent pendant de longues heures de débat cet auditoire marquent bien l'importance vitale que ces militants, travailleurs et jeunes rassemblés à l'appel de l'OCI, donnent à la question de l'Internationale.

Au cours du débat, présidé par le camarade Pierre Broué, les camarades Gérard Bloch et Stéphane Just présentèrent deux contributions : l'une centrée sur le contenu même du révisionnisme, l'autre ouvrant, à partir de l'examen des problèmes essentiels de la lutte des classes aujourd'hui et des réponses qui doivent être données sur la base du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, la perspective concrète du combat politique pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Puis, de nombreuses questions furent posées et le camarade Charles Michaloux, représentant du Secrétariat unifié, la camarade Caroline Lund, pour le SWP des Etats-Unis, ainsi qu'un autre camarade responsable du Secrétariat unifié intervinrent dans la discussion.

C'est ainsi que s'est amorcée, au cours de ces Journées d'études, une véritable discussion qui recoupe, à travers leur expression présente dans la lutte des classes, les problèmes centraux qui sont à la racine de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Au nom du comité central de l'OCI, le camarade Just déclara qu'il acceptait la proposition faite au nom du Secrétariat unifié par le camarade Michaloux, à savoir que la discussion se développe sur la base des textes préparés par le Secrétariat unifié pour son prochain Congrès mondial, ce qui, encore une fois, était en accord avec la manière dont, de longue date, le Comité d'organisation aborde le problème de l'organisation de la discussion, puisqu'il a toujours clairement précisé qu'il ne mettait, pour sa part, aucun préalable à l'ouverture de la discussion.

Il n'est pas possible, dans les limites de ce numéro de La Vérité, de donner un compte rendu exhaustif de tous les débats.

Aussi publions-nous des extraits des principales contributions, dans l'ordre suivant :

- 1— extraits de la contribution présentée par le camarade Gérard Bloch ;
- 2— extraits de la contribution de la camarade Caroline Lund ;
- 3— extraits de la contribution du camarade Charles Michaloux ;
- 4— résumé de la contribution présentée par le camarade Stéphane Just ;
- 5— extraits de la contribution présentée par un représentant du Secrétariat unifié (ces extraits, en plus de l'introduction sur le sens du débat, portent sur l'euro-communisme et sur la question d'une campagne pour la réhabilitation de Trotsky, de Boukharine) ;
- 6— des extraits d'une première réponse du camarade Just ;
- 7— des extraits d'une autre intervention du représentant du Secrétariat unifié sur la question de la réhabilitation ;
- 8— un extrait de la réponse du camarade Just sur ce point.

Nous précisons qu'il s'agit bien à chaque fois d'extraits d'interventions, et que titres comme intertitres sont du comité de rédaction de La Vérité.

---

## extraits de la contribution présentée par le camarade G. Bloch

---

« Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale a deux piliers, en quelque sorte deux principes cardinaux, d'ailleurs inséparables : le premier, que les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, que les prémices objectives de la révolution socialiste sont non seulement mûres, mais déjà pourrissantes. Le second, que la crise historique de l'humanité se réduit de plus en plus à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Je ne reviendrai pas longuement dans le temps qui m'est imparti sur le premier. Son sens est clair. La maturation des conditions matérielles de la victoire du socialisme a atteint depuis 1914 un point qu'elle ne dépassera pas. Faut-il rappeler que, pour Marx, « forces productives » ne veut pas dire une collection d'objets, mais bien un rapport social entre hommes par l'intermédiaire de la nature, autrement dit le point atteint par l'humanité dans sa capacité d'extraire du milieu naturel, en le transformant, l'aptitude à

satisfaire ses besoins. Comme tel, on ne peut prétendre le mesurer en millions de tonnes d'acier, de charbon ou d'uranium. Il faut bien comprendre, une fois pour toutes, que si les forces armées de l'impérialisme américain fabriquent demain — en employant mille milliards de tonnes d'acier, autant de charbon, autant d'uranium et un million d'ordinateurs super-perfectionnés — une machine qui, en appuyant sur un bouton, permet de faire exploser la planète, eh bien cela fera monter la statistique de la production de bien des choses, mais cela ne sera pas exactement un développement des forces productives... L'impérialisme américain vient de voter un budget militaire de 140 milliards de dollars, le plus grand de son histoire. Cela n'est pas le développement des forces productives.

Car il faut comprendre ce qui est en jeu ici. Si les forces productives de l'humanité, autrement dit la civilisation, peuvent encore se développer

dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production et au sein des frontières des Etats nationaux impérialistes, eh bien, alors, pour ceux qui sont partisans du matérialisme historique, n'est-il pas évident que le socialisme serait remis à plus tard ? N'est-ce pas précisément parce que la crise de la civilisation est sans issue et ne peut aboutir qu'à la révolution prolétarienne mondiale ou à la chute dans la barbarie et, peut-être, à la destruction de toute vie sur terre, n'est-ce pas précisément cela qui donne sa signification au second pilier du programme : la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ?(...)

Les deux piliers du programme reposent sur une base commune — l'essence même du trotskysme — qui est la théorie de la révolution permanente, la théorie selon laquelle aucun des problèmes historiques laissés en route par l'humanité, non résolus à l'époque du capitalisme (conquête des libertés démocratiques et de l'indépendance nationale, problème des libertés démocratiques dans les pays avancés, question nationale en Europe, sur laquelle nous avons ouvert la discussion récemment), l'ensemble des problèmes historiques de l'humanité ne peuvent plus être résolus que par la révolution socialiste du prolétariat, théorie selon laquelle cette révolution socialiste, commencée dans un ou plusieurs pays, ne peut vaincre finalement qu'à l'échelle mondiale, théorie selon laquelle le fondement même de l'internationalisme et du programme, c'est l'unité mondiale de la lutte des classes, et non sa division en blocs ou secteurs.

Tel est le fondement de notre action. C'est pour cela qu'il y a la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale et qu'elle a un sens, c'est parce que la lutte du prolétariat, que ce soit dans les pays arriérés ou dans les pays avancés, que ce soit pour la révolution sociale contre la bourgeoisie ou pour la révolution politique contre la bureaucratie, cette lutte de classe, sous les formes les plus diversifiées et les plus particulières dans chaque pays et dans chaque condition, est une réalité une, et qu'il est impossible de l'analyser autrement qu'à partir de cette totalité.

C'est le fondement de l'Internationale, depuis que Marx et Engels ont constitué en 1846 sur une base internationale la première organisation de classe du prolétariat, les Comités de correspondance communiste, puis qu'ils ont rejoint la Ligue des communistes, puis qu'ils ont bâti la I<sup>e</sup> Internationale, c'est le fondement de la II<sup>e</sup> Internationale, de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Internationale qui se hisse sur les épaules de ses devancières. C'est de cela qu'il s'agissait, et c'est de cela qu'il s'agit dans les conditions historiques d'aujourd'hui, incomparablement plus favorables.

### QU'EST-CE QUE LE REVISIONNISME ?

Et qu'est-ce que le révisionnisme ? Eh bien, le révisionnisme, c'est ce qui s'attaque à tout cela. C'est ce qui s'attaque au programme et à ses fondements. Non pas à telle ou telle phrase — nous ne faisons pas de notre programme un dogme — mais à ses fondements que je viens d'exposer ou de résumer. Le révisionnisme, c'est ce qui s'attaque à cela, qu'il s'y attaque frontalement comme ce fut le cas en 1950-1951 et les années suivantes, ou qu'il s'y attaque insidieusement et de biais, qu'il s'y attaque avec un langage brutal et dépourvu de camouflage, ou qu'il saupoudre ce langage d'éclectisme.

Et c'est effectivement à cela, par la publication du fameux document « Où allons-nous ? », que le principal représentant du Secrétariat international, Michel Pablo, s'attaque en 1950.

Dans « Où allons-nous ? » sont développées les thèses suivantes :

1) la réalité objective pour nous — et même la réalité objective tout court — se divise en régime capitaliste et monde stalinien. A partir de ce moment, la logique voudrait qu'on dise : « Il faut donc deux Internationales, une pour le régime capitaliste, une pour le monde stalinien. » Il s'agit d'une question centrale. Depuis, nous avons vu le monde se diviser au moins en trois, ou peut-être quatre, et puis peut-être cinq secteurs. Alors donc, pourquoi pas autant d'« Internationales » ? Car si la lutte des classes mon-

diale n'est pas une unité, une totalité une et différenciée dans ses parties, alors qu'est-ce qui fonde l'Internationale et qu'est-ce qui justifie le parti mondial de la révolution ?

2) la deuxième thèse, c'était que des siècles de transition s'écouleraient entre notre époque et la société communiste, siècles dominés par des Etats ouvriers tous plus ou moins bureaucratés. Par là même, la bureaucratie stalinienne recevait une fonction progressive, celle de diriger tous ces Etats ouvriers plus ou moins bureaucratés, pendant des siècles.

3) et enfin que la guerre, la troisième guerre mondiale, était toute proche, et que, dans cette guerre, on verrait s'opposer d'une part l'impérialisme, d'autre part les forces matérielles et techniques dominées, contrôlées par la bureaucratie du Kremlin, auxquelles l'action du prolétariat s'ajoutait comme une simple force supplémentaire.

Où était la place de la IV<sup>e</sup> Internationale là-dedans, elle disparaissait complètement, puisque la direction du camp anti-impérialiste appartenait désormais à la bureaucratie du Kremlin, bureaucratie dont Trotsky avait caractérisé l'appareil international,

## extraits de la contribution de la camarade Caroline Lund (SWP)

« Vous et nous, nous avons une responsabilité. Les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale comprennent des milliers de jeunes qui combattent les plans d'austérité de la bourgeoisie soutenus par les PC et les PS, qui se battent contre les agressions impérialistes en Afrique, en Amérique et au Moyen-Orient, qui se battent pour le droit des femmes, des jeunes, des travailleurs émigrés, des paysans, de toutes les couches les plus opprimées des masses laborieuses. Ils soutiennent le combat des masses ouvrières dans les Etats ouvriers déformés ou dégénérés, pour leurs droits démocratiques et pour leur liberté.

Nous avons besoin d'une IV<sup>e</sup> Internationale de combat sur tous ces

l'Internationale communiste, comme définitivement passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois.

Que cette assertion soit vraie, que les partis stalinien soient définitivement passés du côté de la défense de l'ordre bourgeois à partir de 1933, chacun de nous, dans le combat, le vérifie chaque jour. C'est non seulement une évidence, mais presque un terme faible, et cela est vrai dans tous les pays. Or, c'était la bureaucratie qui recevait désormais la mission, dans une guerre qui était considérée comme proche, de diriger le camp anti-impérialiste.

Le monde était divisé en deux blocs, on l'a vu ensuite divisé en trois, dont celui de la révolution coloniale, ce qui est un mythe. Il y a une révolution prolétarienne, et une seule, à l'échelle mondiale, elle prend des formes spécifiques et a une stratégie spécifique dans les pays arriérés, dans les pays capitalistes avancés, ou comme révolution politique du prolétariat contre la bureaucratie dans les Etats ouvriers bureaucratés ou bureaucratés, mais elle ne peut se comprendre qu'à partir de la totalité une de la révolution prolétarienne socialiste mondiale. »

fronts, et les forces existent pour s'attaquer à la construction d'une telle Internationale. Ces forces ne sont pas simplement intéressées à savoir lequel des deux Pierre avait raison en 1963. Elles penseraient d'ailleurs probablement que les deux Pierre ont fait une contribution historique à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et du trotskysme. Mais nous devons discuter de ce qu'il faut faire aujourd'hui au Pérou, de ce qu'il faut faire aujourd'hui en France. Je pense que la direction de l'OCI est face à un choix : la tentative de Healy de construire une contre-Internationale, face au Secrétariat unifié, a échoué. Le Comité d'organisation fonctionne aujourd'hui essentiellement comme une fraction publique de la IV<sup>e</sup> Internationale,

ou du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, si vous préférez.

Une discussion sur l'euro-communisme a commencé ; le premier bulletin de discussion publique vient d'ailleurs de paraître. Nous sommes tout à fait prêts à discuter les raisons de la scission de 1953 dans des Journées d'études comme celles-ci ou d'une autre façon.

Mais la question est la suivante : pour vous, est-ce une précondition à la réunification ? Est-ce une condition qu'il faille au préalable se mettre d'accord sur les raisons de la scission de 1953 ou sur le caractère correct de la réunification de 1963 ? Parce que, il est clair que nous, dans le SWP, nous ne serons jamais d'accord avec le camarade Just sur le fait qu'il était correct de suivre Healy en refusant la réunification de 1963. Nous, dans le Secrétariat unifié, nous sommes prêts à discuter de ces questions, mais seulement sur la base qu'un accord sur 1953 ou 1963 ne peut pas être une précondition au rassemblement de nos forces dans une organisation commune.

L'accord sur l'histoire ne peut pas être une précondition au rassemblement de nos forces dans une organisation commune, pour le rassemblement de nos forces afin d'avoir une intervention plus puissante dans la lutte de classes actuelle. Cette unification ne peut pas être basée sur un accord his-

torique, mais au contraire doit être basée sur un accord politique et sur les tâches.

En conclusion (...), nous serions très intéressés à connaître vos réactions aux documents politiques qui sont soumis à la discussion préparatoire pour notre prochain congrès mondial : le document sur le combat international pour la libération des femmes, le document sur la démocratie socialiste et la dictature du prolétariat, notre résolution de politique mondiale et d'autres textes sur l'Amérique latine et sur l'Europe qui seront bientôt publiés. A notre avis, vous devriez être dans une même IV<sup>e</sup> Internationale avec nous aujourd'hui. Dans cette organisation unifiée, nous pourrions discuter toutes les questions et tous les problèmes que vous avez soulevés.

Nous avons une grande responsabilité. Nous sommes tout à fait d'accord avec ce qu'a dit le camarade Bloch, à savoir que la crise de l'humanité, c'est aujourd'hui la crise de sa direction révolutionnaire, évidemment. Et c'est pourquoi la nécessité de la réunification est si importante aujourd'hui. Par exemple, au Pérou, aujourd'hui, si nous étions ensemble, nous pourrions faire de gigantesques pas en avant dans la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. En avant vers une puissance unifiée et vers une IV<sup>e</sup> Internationale unifiée. »

## extraits de la contribution du camarade Charles Michaloux (SU)

« Le désaccord entre nous, camarades, ne porte pas sur le stalinisme. Il ne porte pas sur le fait que le stalinisme est un appareil contre-révolutionnaire international, définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois en 1933. Aucun désaccord là-dessus. Et s'il y a pu y avoir des adresses de la IV<sup>e</sup> Internationale, on pourrait d'ailleurs en citer certaines des vôtres, camarades, employant un terme comme « mouvement commu-

niste international », c'est une erreur qu'il ne faut pas renouveler.

Nous ne sommes pas en désaccord sur le fait que le PCI, le PCE, le PCF, le PC portugais, tous les PC du monde, en dernière instance, défendent l'ordre bourgeois. Ils ne font pas autre chose depuis 1933, en suivant une ligne de front populaire, de collaboration de classes, d'alliance avec les partis bourgeois, de soutien au régime

de la bourgeoisie. Nous n'avons pas de désaccord là-dessus.

Nous pouvons discuter de la façon dont ils le font, de la façon dont nous intervenons dans ce processus, nous pouvons discuter de la ligne que nous opposons à leur ligne, des mots d'ordre que nous mettons en avant, mais nous n'avons pas de désaccord là-dessus et quiconque veut discuter dans ces termes-là se trompe et conduira finalement son organisation, le groupe de camarades qu'il essaie d'organiser, d'influencer, à des faux débats, et en dernière analyse — c'est d'ailleurs beaucoup plus grave — à l'incapacité de s'adresser à n'importe quel militant du mouvement ouvrier qui a connu une évolution politique différente de la sienne (...).

Un camarade m'a posé une question sur le fait de savoir si, parce que les ouvriers de Berlin appelaient en 1953 à l'instauration d'un gouvernement socialiste de toute l'Allemagne, cela manifestait l'unité de la lutte des classes internationale ? Evidemment, cela manifestait l'unité de la lutte des classes internationale !

Evidemment que la dialectique de la révolution politique et de la révolution socialiste en Europe aujourd'hui, de la lutte pour le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe passe par la réunification de l'Allemagne. Evidemment ! Et c'est affirmé dans nos textes et pourra être réaffirmé s'il le faut.

Plus important aussi, et c'est pour cela que je tiens à le dire maintenant, quels que soient nos désaccords politiques, il y a au moins une leçon que nous — et je dis nous, c'est-à-dire les camarades du Secrétariat unifié et je crois, je suis sûr, toutes les directions des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale — tirons de la scission politique de 1953, et nous sommes en désaccord fondamental sur les explications qui en ont été données ici par les camarades sur ses racines et ses suites... mais il y a une chose sur laquelle nous sommes d'accord, et une chose qui est décisive dans la vie d'un parti ouvrier révolutionnaire, à savoir que, quels que soient les désaccords momentanés, conjoncturels, ou même les divergences profondes qu'il peut y avoir à un moment donné avec la ligne adoptée par la majorité de cette orga-

nisation, ils ne peuvent jamais, ne doivent jamais justifier l'exclusion par des méthodes bureaucratiques, inadmissibles, scandaleuses, de la majorité d'une section. C'est la leçon que nous tirons, nous, et j'essaierai de vous convaincre que c'est la leçon que vous devriez tirer, vous aussi, camarades.

Cette leçon doit servir à construire une organisation selon des méthodes léninistes et pas selon des méthodes caudillistes ou des méthodes de culte, des méthodes qui condamnent à la sclérose toute l'organisation, quelle que soit la validité de son programme, à un moment donné et au point de départ du processus de construction de l'organisation.

Nous sommes d'accord aussi et c'est une évidence, même une banalité, c'est presque gênant à dire pour un trotskyste, que la lutte des classes ne se découpe pas en rondelles, qu'il y a une unité de tous les secteurs de la révolution mondiale. C'est ce que nous avons toujours dit. Et nous disons aussi, comme l'a répété encore le camarade Bloch tout à l'heure, à juste raison, et cela n'implique aucune contradiction avec cette unité-là, qu'il y a une stratégie spécifique — dans le cadre de cette unité-là — pour les partis, pour les organisations qui visent à conquérir la majorité du prolétariat, des masses populaires ou des masses laborieuses dans les pays qui ont pour tâche de faire la révolution politique, dans les pays qui ont pour tâche de faire la révolution prolétarienne, de faire la révolution contre l'impérialisme, une stratégie spécifique, camarades.

Et si vous, vous n'êtes pas d'accord là-dessus, alors, vous, vous devez expliquer — j'espère que vous l'expliquerez après — pourquoi vous, camarades, comme nous, à certains moments, vous avez pu faire des erreurs, mais des erreurs graves, camarades, parce que vous vous êtes trompés sur l'Algérie, parce que vous vous êtes trompés, y compris sur l'Etat ouvrier cubain. Le camarade Fougeyrollas vient de dire ici : c'est une question décisive que celle de la nature de l'Etat ouvrier cubain. Mais si c'est une question décisive, si décisive que ça, camarades, tranchez-là. Ecrivez-nous un petit texte, rapidement, pour nous dire quelle est la nature de l'Etat

ouvrier cubain. Qu'est-ce que vous attendez ? Faites-le. C'est une chose importante. Et nous savons, et je sais que la majorité des camarades de l'OCI pensent à juste titre que l'Etat cubain est un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Parfait ! C'est un point de départ pour discuter, et nous serions tout à fait d'accord avec ce qu'a dit le camarade Fougeyrollas sur la politique extérieure de l'Etat cubain ; ce qui n'empêche pas que, dans certaines phases, nous pouvons comprendre que l'intervention cubaine en Angola, à un moment donné, se situait dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme, même si aujourd'hui la direction cubaine soutient, de toutes pièces, y compris par sa police politique s'il le faut, la construction d'un Etat bourgeois sous la direction du MPLA, sous la direction d'Agostino Netto. Discutons dans ces termes-là, c'est beaucoup plus intéressant.

Alors, je voudrais dire une dernière chose : le camarade Just, dans son article, et le camarade Bloch, dans son introduction, ont parlé du révisionnisme. C'est une question sérieuse et, à mon avis, elle est abordée correctement dans l'article du camarade Just et dans la référence faite dans l'intervention du camarade Bloch. Toute organisation révolutionnaire, toute organisation trotskyste à notre époque vit dans un contexte de rapports de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier et de rapports de forces à l'échelle de toute la société. Des pressions formidables sont exercées sur cette organisation et s'exercent aussi sur ses dirigeants. Et on a vu, malgré tout le respect historique qu'on peut avoir pour eux, un certain nombre de camarades, comme Pablo, et Bloch l'a encore dit dans son intervention, chercher des raccourcis, essayer de trouver des solutions de rechange, et finalement succomber à un certain nombre de pressions qui peuvent être des pressions politiques dans un premier temps, et à terme des pressions de classe.

Il y a quelque chose de très important qui est réaffirmé par vous, camarades, à juste titre. Dans le texte d'avril 1966 de la pré-conférence internationale, vous dites : « *Le révisionnisme dans la II<sup>e</sup> Internationale et le révisionnisme dans la liquidation*

*menchevico-stalinienne, dans la III<sup>e</sup> Internationale, étaient le résultat d'une pression à l'intérieur d'une organisation et l'exercice direct d'une courroie de transmission de forces sociales étrangères, adverses au prolétariat, l'aristocratie ouvrière qui vivait des miettes de l'impérialisme dans la II<sup>e</sup> Internationale, la caste bureaucratique du Kremlin, dans la III<sup>e</sup> Internationale. » C'est tout à fait exact. Vous ajoutiez à l'époque que, dans la IV<sup>e</sup> Internationale, « *cette dégénérescence bureaucratique était impossible parce qu'il n'y avait pas de bases sociales pour une dégénérescence bureaucratique de ce type* ».*

C'est tout à fait exact. Alors tirons les implications de ce genre d'affirmations, de ce genre d'analyses, je le répète une fois encore, correctes. Il n'y a pas de base sociale, ni dans votre organisation, ni dans la nôtre, pour une dégénérescence bureaucratique de ce type. La preuve de cela, on peut la donner par le fait que, ni dans le Comité d'organisation et dans les organisations du Comité d'organisation, ni dans les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, quelles que soient les erreurs, graves pour certaines, y compris les vôtres, qui ont pu être commises, jamais la barrière de classe n'a été franchie.

En même temps que nous disons cela, nous disons que, malgré les erreurs, malgré les déviations politiques sérieuses que nous constatons dans la ligne du Comité d'organisation et d'organisations qui s'en réclament, à aucun moment — et si certains d'entre nous ont pu écrire des choses pareilles ou le dire dans certaines conjonctures, ils ont eu tort — à aucun moment, nous n'avons considéré que les organisations du Comité d'organisation ou, avant, du Comité international, n'étaient pas des organisations trotskystes (...).

Dans la IV<sup>e</sup> Internationale, il y a possibilité d'erreurs et de déviations politiques, en raison de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Une organisation, un parti, non pas majoritaire, mais un parti réel dans la classe ouvrière, se trouverait aussi soumis à ce genre de pressions (...). Alors cela veut dire qu'aujourd'hui, en dépit des divergences et des désaccords poli-

tiques que nous pouvons avoir, nous devons essayer, par tous les moyens, à partir de cette existence d'un programme commun (pardonnez-moi l'expression) qui est notre base de référence commune, d'explorer l'analyse que nous pouvons avoir sur la période, les tâches qui en découlent

et la possibilité de construire une organisation dans le cadre du respect des normes du centralisme démocratique. Cela, nous pensons, nous, que c'est le véritable enjeu de la discussion que nous voulons avoir avec vous, et que nous sommes prêts à mener, y compris la scission de 1952-1953... »

## résumé de la contribution du camarade Stéphane Just

« Il est temps, plus que temps, d'ouvrir la discussion — et une vraie discussion — entre le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous sommes, les uns et les autres, liés à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Nous sommes les seules organisations à avoir cette référence, cet acte de naissance. D'autres se réclament du trotskysme, par exemple en France « Lutte ouvrière », mais ils rejettent la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 n'était pas un acte formel. Ou plutôt si, c'était un acte formel, c'était un acte formel dans le sens marxiste du terme.

Certes, c'est dès 1933 que Trotsky a affirmé la nécessité de construire la IV<sup>e</sup> Internationale. A l'échelle internationale, la III<sup>e</sup> Internationale était passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois : la réaction de l'IC à la politique du PCA, couvrant la politique de Staline, qui avait puissamment contribué à l'accès au pouvoir de Hitler, avait été le test décisif du changement de nature de l'IC, comme la guerre impérialiste avait été le test décisif du passage de chacun des partis de la II<sup>e</sup> Internationale aux côtés de sa bourgeoisie et avait marqué sa faillite. Comme Lénine proclamait la nécessité de construire une nouvelle Internationale en 1914, dès septembre, Trotsky affirmait en 1933 la nécessité de construire, après la III<sup>e</sup> Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale.

Certes, dès 1936, Trotsky aurait voulu que soit proclamée la IV<sup>e</sup> Internationale. La justification déterminante de la nécessité d'une nouvelle Internationale ne tenait pas à tel ou tel événement conjoncturel, si important soit-il, mais au caractère de l'époque de l'impérialisme qui est également celle de la révolution prolétarienne mondiale. Or, comme l'écrit le « Programme de transition », la lutte des classes ne souffre pas d'interruption, et il ne peut donc y avoir d'interruption de l'expression consciente et organisée de la lutte de classe du prolétariat, les partis révolutionnaires et l'Internationale.

Pourtant, le « Programme de transition » écrit également que la IV<sup>e</sup> Internationale naît des plus grands événements de l'histoire. En 1938, l'étendue des défaites du prolétariat comme l'inévitabilité de la Seconde Guerre mondiale étaient incontestablement les plus gigantesques événements.

D'autres camarades avant moi ont dit le rôle irremplaçable que la IV<sup>e</sup> Internationale a joué au cours de la tourmente des événements : grâce à elle, en Amérique, en Europe, le drapeau de l'internationalisme prolétarien a flotté. Et ce n'est pas rien : c'est de la continuité, c'est de l'essence de la lutte de classe du prolétariat dont il s'agit.

La perspective que Trotsky ouvrait, à savoir que la Deuxième Guerre mondiale donnerait naissance à une puissante vague révolutionnaire, s'est pleinement réalisée. Bien entendu, les

formes exactes ne pouvaient être strictement prévues. Ces formes ne pouvaient pas non plus être les mêmes que celles que la vague révolutionnaire de la Première Guerre mondiale avait prises. Il est apparu que le stalinisme en était renforcé, alors qu'au fond, la vague révolutionnaire le minait. La IV<sup>e</sup> Internationale a été loin de conquérir dans quelque pays que ce soit la direction des masses. Mais quelles qu'aient été les erreurs, erreurs qui devaient coûter cher, la IV<sup>e</sup> Internationale a assumé la continuité du combat sur le terrain de l'internationalisme, de la lutte pour la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays, inséparable de celle pour l'Internationale.

A la vérité, c'est en 1953 que s'est révélé, à éclaté en quelque sorte, le véritable contenu de la vague révolutionnaire de la fin de la guerre, comme le disait une brochure-proclamation du II<sup>e</sup> Congrès mondial : « Contre Wall Street et le Kremlin. »

Répetons-le :

— insurrection de Berlin-Est : première page de la révolution politique ;

— grève générale spontanée en France submergeant en un premier temps les appareils ;

— défaite historique, en 1954, de l'impérialisme français à Dien Bien Phu ;

— puissants mouvements de grève en France et en Europe au cours des années suivantes, notamment en 1955 ;

— ouverture de la guerre révolutionnaire en Algérie le 1<sup>er</sup> novembre 1954 ;

— mouvement révolutionnaire de Pologne en octobre 1956, révolution hongroise des conseils en novembre 1956.

A quoi on peut ajouter bien d'autres gigantesques luttes des classes, mondialement significatives, comme la révolution bolivienne de 1952.

Malheureusement, la IV<sup>e</sup> Internationale n'était pas au rendez-vous que Léon Trotsky avait prévu. Son programme correspondait étroitement à ce qui se cristallisait en 1953. Elle pouvait devenir un pôle, une direction politique pour des centaines de milliers

de militants, des millions de travailleurs à travers le monde, à l'Est et à l'Ouest.

Sa direction, luttant contre son programme, soutint politiquement la bureaucratie du Kremlin et entreprit la destruction des sections : la section française d'abord, la section américaine ensuite. Même pour la section américaine, les dégâts causés sont inimaginables et pèsent encore aujourd'hui.

Mais le recul de l'histoire nous permet de juger ainsi : ces années n'ont été au fond que la préface à la période qui s'est ouverte en 1968, une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, dont la cristallisation a été essentiellement la grève générale française, les processus de révolution politique en Tchécoslovaquie.

Et, sans que nous nous en rendions précisément bien compte les uns et les autres, elle nous dictait aux uns et aux autres : il est temps, il est grand temps que tous les efforts soient faits pour reconstruire l'Internationale politiquement disloquée en 1953.

### LES PROPOSITIONS DU COMITE D'ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

La camarade Caroline et le camarade Michaloux sont intervenus hier pour nous presser en quelque sorte d'avoir une démarche unitaire par rapport au Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En particulier, le camarade Michaloux a insisté et a précisé : « A aucun moment nous n'avons considéré que l'OCI et le Comité d'organisation ne sont pas des organisations trotskystes. »

Bien, je dirais même excellent.

Pourtant, je dois faire remarquer que c'est le Comité d'organisation qui, en 1973 — cinq ans déjà —, a pris l'initiative de proposer des discussions fondamentales entre le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation et leurs organisations. Le chemine-

ment a été long ; s'il n'a pas abouti plus tôt, ce n'est pas de notre faute. Mais laissons là la distribution des bons et mauvais points. Laissons aux futurs historiens le soin d'établir ce genre de décompte et de bilan. Interrogeons-nous plutôt sur les raisons profondes de telles propositions.

Bien sûr, la cause immédiate, contingente dirais-je, c'était la discussion au sein du Secrétariat unifié, c'était aussi la crise qui avait disloqué à l'époque le Comité international. Mais le nécessaire, que ce contingent révélait, quel était-il ?

Ni plus ni moins qu'en 1968, s'était ouverte une nouvelle période de la révolution prolétarienne, et elle nous poussait objectivement à confronter et à discuter de nos positions, de notre façon de traduire le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pourquoi ? Mais, c'est bien simple. Parce que le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation sont les deux branches maîtresses d'un même tronc, celui de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont les racines sont l'Opposition de gauche, en URSS et internationale, qui s'est définitivement affirmée en 1938 par la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi cette discussion est nécessaire et, je crois, inéluctable.

Mais quelles sont donc les caractéristiques de la nouvelle période de la révolution prolétarienne, que nous avons aussi appelée celle de la révolution imminente ?

— concentration de tous les traits de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, avance vers une crise politique, économique et sociale sans précédent, et disloquante.

— initiative écrasante du prolétariat mondial, considérablement renforcé socialement et politiquement par ses conquêtes consécutives à la vague révolutionnaire née de la Seconde Guerre mondiale ;

— actualité brûlante immédiate de la révolution européenne qui remet en cause l'édifice de Yalta et de Potsdam, combine et fusionne révolution sociale et révolution politique ;

— combinaison non moins étroite de la révolution prolétarienne dans les pays économiquement et politiquement arriérés ;

— retour de la lutte mondiale des classes, de celle du prolétariat, à une grande sûreté, sur une base infiniment plus élevée que dans le passé ;

— tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe : celui de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est pourquoi nous ne pouvons éviter d'engager la discussion entre nous, un peu plus tôt, un peu plus tard.

### QUELLE DISCUSSION ? QUELS PROBLEMES ?

Quel type de discussion faut-il, une discussion portant sur quels problèmes ? A cette question légitime, nous avons déjà répondu, mais nous entendons répondre encore.

Oui, obligatoirement, ce sont dans leur essence les mêmes questions, les mêmes problèmes qui ont causé l'éclatement de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1953 et qui doivent être résolus, au moins je l'espère.

Mais, bien évidemment, ils ne peuvent l'être sous forme de querelle historique, de procès aux uns, aux autres. Ils doivent être discutés dans leur expression actuelle.

Et je le dis, j'accepte, au nom de l'OCI, je pense pouvoir accepter au nom du Comité d'organisation et de ses organisations, la proposition formulée par le camarade Michaloux au cours de son intervention d'hier.

Nous discuterons sur la base du projet de texte élaboré par le Secrétariat unifié préparatoire à son V<sup>e</sup> congrès mondial depuis la réunification.

Nous discuterons : « trois secteurs » de la révolution en interaction, ou révolution prolétarienne mondiale qui s'incarne dans des expressions spécifiques ? Qu'on le veuille ou non, ce n'est pas identique.

Nous discuterons des révolutions vivantes et actives, significatives de la politique et des perspectives de chacun : la révolution portugaise, la crise révolutionnaire ouverte au Pérou.

Nous discuterons : fronts populaires, Union de la gauche et ses multi-

ples resucées, front unique ouvrier, gouvernement des partis ouvriers, transition vers le gouvernement ouvrier et paysan, vers la dictature du prolétariat.

Nous discuterons du Parlement européen, de sa signification d'instrument de division de l'Europe et de l'Allemagne, prolongation des accords de Yalta, de Potsdam et d'Helsinki.

Nous discuterons du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce que cela signifie pour l'Irlande, pour l'Espagne, du point de vue de la révolution prolétarienne, ce que cela signifie pour l'Allemagne et son unité.

A ce propos, un point spécial fondamental doit être discuté.

Celui de l'unité inconditionnelle de l'Allemagne, de son peuple, de sa classe ouvrière. C'est la question décisive de la révolution prolétarienne en Europe. C'est le test de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. C'est par là que passe la construction des Etats-Unis socialistes d'Europe. Comme en 1953, c'est la pierre de touche de la fidélité à la IV<sup>e</sup> Internationale et à son programme.

Bien entendu, il nous faudra faire le bilan des élections législatives en France, les perspectives qu'elles ont ouvertes. Il nous faudra mettre au

clair les raisons qui ont amené le PCF à briser avec le PS, à tenter de faire perdre les élections législatives. Ce qui nous conduira tout droit à l'appréciation de ce que d'aucuns appellent « l'euro-communisme », à la question sous-jacente : l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin existe-t-il encore ou non, les PC d'Europe et d'ailleurs sont-ils des partis néo-réformistes ou des instruments de la bureaucratie du Kremlin en crise ?

Ce ne sont pas des vieilles choses dont nous voulons discuter. Nous n'avons pas l'intention de mener la discussion pour savoir qui a brisé le vase de Soisson.

En conclusion, je voudrais dire un dernier mot. Bien entendu, le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale prétend être la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous maintenons notre position : la IV<sup>e</sup> Internationale doit être reconstruite. Mais ce n'est pas là-dessus que nous allons discuter. Cette méthode serait l'impasse.

Nous voulons passionnément aboutir. Si la discussion éclaire et résout les problèmes fondamentaux que je viens de mentionner, je ne sais pas sous quelle forme, mais j'en suis persuadé, cette forme se trouvera d'elle-même, nous nous retrouverons dans la même Internationale, notre Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale. »

## un représentant du Secrétariat unifié

« Avant de traiter du sujet qui est le vôtre et le nôtre, la situation et l'avenir de la IV<sup>e</sup> Internationale aujourd'hui, je voudrais remercier la direction de l'OCI du fait qu'elle a permis à la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour la première fois depuis longtemps, d'exposer ses véritables positions dans une assemblée représentant une partie importante de l'OCI (...). La IV<sup>e</sup> Internationale, aujourd'hui, a beaucoup plus de dix fois plus de membres qu'au moment de la scission de 1952-1953. Je pourrais donner

beaucoup d'exemples et de références pratiques, matérielles, qui manifestent cette réalité organisationnelle (...).

Nous partageons donc en gros le même jugement sur ce qui est essentiel pour une organisation révolutionnaire, sur la situation mondiale, sur ses perspectives, sur le rôle que nous devons et pouvons y jouer.

La nouvelle montée de la révolution mondiale constitue une chance historique décisive de percée pour la IV<sup>e</sup> Internationale...

Commençons à discuter. Je voudrais des conclusions un petit peu plus audacieuses : si c'est vraiment la montée de la révolution, faisons quelque chose de plus que de simplement discuter, et plaçons cette discussion dans une orientation, dans un choix, dans une perspective qui se conforment aux possibilités de la période, que nous voyons d'un commun accord aujourd'hui, et aux responsabilités écrasantes que nous avons les uns et les autres devant ces possibilités.

Aujourd'hui, nous avons en Espagne une section unifiée de plusieurs milliers de membres, qui est l'organisation trotskyste la plus prolétarienne du monde, qui a 800 camarades élus aux élections syndicales, comme délégués ou comme membres des comités syndicaux dans les grandes entreprises du pays, et qui a obligé les stalinien, qui obligera demain les réformistes sociaux-démocrates à reconnaître le droit de tendance, au moins partiellement, dans les organisations syndicales, vu le poids que représente aujourd'hui l'opposition de gauche au sein de ces organisations (...).

Il me semble indispensable qu'on précise nettement que l'unité entre la IV<sup>e</sup> Internationale et les organisations qui sont regroupées dans le CORQI est nécessaire et possible, que la discussion engagée doit se poursuivre dans le but de réaliser cette unité, que la mesure de l'accord programmatique doit être prise et codifiée, que la possibilité d'engager des actions et des campagnes communes doit préciser ce cadre programmatique commun (...).

Ne croyez-vous pas sérieusement que ce serait faire preuve d'irresponsabilité totale que de loucher une telle chance historique unique, pour des débats sur les responsabilités de la scission de 1952-1953 et pour des débats de divergences, de tactique ou conjoncturels, qui n'ont rien à voir avec le fond du trotskysme ou qui n'ont rien à voir avec le fond des tâches révolutionnaires socialistes en France ou à l'échelle mondiale, les possibilités que créerait un nouveau progrès dans l'unification des trotskystes que nous avons commencée avec réussite en 1962 et à laquelle vous avez eu tort de ne pas participer, qui nous a permis de rassembler 75 % des trotskystes dans le monde ? (...)

Ne mêlons pas deux genres de problèmes, programmatiques d'une part, tactiques et conjoncturels d'autre part (...).

Je suis d'accord sur les positions générales que le camarade Just a défendues ici sur les Etats-Unis socialistes d'Europe et sur la nécessité historique de la réunification de l'Allemagne, que je vois moi comme une réunification socialiste (...). Il faut séparer d'une manière prudente et responsable ce qui est programmatique et ce qui est tactique et conjoncturel.

Ne faites pas dépendre un processus nécessaire et possible de réunification d'un esprit de fraction, c'est-à-dire d'un esprit qui cherche l'unanimité, le monolithisme sur tout, ce qui est contraire à la tradition du léninisme, à la tradition du trotskysme, (...) à la nature même du centralisme démocratique et de ce qu'est un grand parti, une grande Internationale que nous voulons construire. Comprenez la nécessité de placer cette discussion dans le cadre d'une action claire et précise : construire un grand parti trotskyste en France ; construire une grande Internationale unifiée, centraliste démocratique à l'échelle mondiale, saisir l'occasion que nous offre l'histoire d'une percée au cours d'une nouvelle montée de la révolution socialiste mondiale (...).

## SUR L'EURO-COMMUNISME

Nous avons dit et répété (...) que le stalinisme est un phénomène contre-révolutionnaire, que les partis stalinien ne peuvent pas, ne veulent pas et ne feront pas des attaques fondamentales contre l'ordre bourgeois où que ce soit dans le monde, que ce sont des agences du Kremlin pour autant qu'ils sont stalinien, et pour autant qu'ils cessent d'être stalinien et deviennent sociaux-démocrates, ils ne cessent pas d'être contre-révolutionnaires, car à notre avis Noske est tout aussi contre-révolutionnaire que Staline (...). Nous n'avons jamais dit, nous avons dit le contraire, très clairement, que les partis euro-communistes pourraient devenir des partis centristes (...).

Nous l'avons exclu. Nous avons dit qu'ils sont engagés dans un cours d'intégration dans la société et dans l'Etat bourgeois. Ça, ce n'est pas le centrisme. Ça, c'est le maintien de la qualité contre-révolutionnaire qu'ils avaient acquise, à partir de la dégénérescence bureaucratique de la III<sup>e</sup> Internationale. La divergence réelle, ce n'est pas là-dessus qu'elle porte.

La divergence réelle, elle porte sur une question : au service de qui les partis euro-communistes font-ils leur sale besogne aujourd'hui et la feront-ils demain ? Pour nous, cette question n'est pas encore tranchée, parce que nous disons que c'est un processus, qui est en cours, de social-démocratisation.

Mais je vais quand même vous donner quelques références que, peut-être, vous ignorez. Est-ce que c'est au service du Kremlin que le Parti communiste japonais réclame le retour des îles Kouriles de l'Union soviétique au Japon, appuyant la campagne de la bourgeoisie impérialiste japonaise contre l'Union soviétique ? Il faut tirer un peu par les cheveux l'interprétation des faits pour dire que le Kremlin a ordonné au Parti communiste japonais de réclamer la séparation du territoire de l'Union soviétique des îles Kouriles.

Est-ce que c'est au service de la bureaucratie soviétique que le Parti communiste italien attaque l'intervention soviétique et cubaine en Erythrée et réclame l'indépendance de l'Erythrée de l'Ethiopie ? Ça m'apparaît de nouveau un peu tiré par les cheveux. Parce que tout le monde sait quelle est la position de l'Union soviétique dans cette affaire. Tout le monde sait quelle est la position de la bourgeoisie impérialiste italienne, et dire que cette position du Parti communiste italien correspond aux intérêts du Kremlin et non pas à la ligne de la bourgeoisie italienne, ça me paraît un peu tiré par les cheveux.

Je prendrai un troisième exemple, le plus choquant pour vous, mais enfin malheureusement les faits sont quelquefois choquants : Quand Ascarate, membre du bureau politique et du secrétariat du Parti communiste espagnol, pour ses propres buts sales — je ne dis pas qu'il devient centriste pour

cela, je ne dis pas qu'il devient social-démocrate de gauche, vous pouvez dire que c'est pour mieux tromper les ouvriers espagnols et trahir la révolution espagnole en cours — mais enfin, quand Ascarate, le n° 2 du Parti communiste espagnol, dit qu'en Union soviétique règne aujourd'hui une caste bureaucratique dégénérée — c'est le terme littéral qu'il a utilisé — une caste bureaucratique qu'il faut renverser par une révolution politique, est-ce qu'il fait cela sur l'ordre du Kremlin ? Ça m'apparaît un peu tiré par les cheveux. Légèrement tiré par les cheveux. Légèrement exagéré.

Bien, voilà les divergences réelles sur lesquelles il faut discuter, non pas l'idée absurde de nous attribuer que nous nions le caractère contre-révolutionnaire de ces partis, que nous les considérons comme réformables, que nous les considérons comme pouvant évoluer vers le centrisme, pouvant s'améliorer, pouvant devenir des instruments de la révolution socialiste. C'est absolument absurde. Je répète, nous avons dit, écrit et publié des dizaines et des dizaines de fois le contraire.

Evidemment, on peut toujours trouver une citation où cela n'est pas dit parce qu'on ne peut pas dire dans chaque paragraphe tout ce qu'on dit, mais si vous prenez l'ensemble de nos écrits, si vous prenez l'ensemble de nos analyses sur les partis communistes, sur le stalinisme, il ne peut y avoir le moindre doute que telle est notre analyse. C'est un acquis commun, ce n'est pas une divergence. Il y a une divergence sur l'interprétation du phénomène de l'euro-communisme dans le sens que je viens d'indiquer, il y a une divergence sur le degré actuel de dépendance d'un certain nombre de partis communistes d'origine stalinienne en voie de social-démocratisation, c'est-à-dire d'intégration à leur bourgeoisie impérialiste par rapport au Kremlin. Mais cette divergence-là est une divergence conjoncturelle et tactique, parce que les événements changeront tôt ou tard ce problème, les réponses à ce problème.

Cette divergence n'a rien à voir avec une prétendue capitulation devant le stalinisme ou avec une prétendue modification de nos analyses trotskystes traditionnelles de ce qu'est le stali-

nisme et du rôle qu'il joue dans la politique internationale et dans la lutte des classes depuis le début de sa dégénérescence définitive, c'est-à-dire depuis le 1933 de l'Internationale communiste.

## SUR UNE CAMPAGNE DE REHABILITATION

Ne serait-il pas temps, ne serait-ce pas le moment que tous ceux qui se réclament du trotskysme dans le monde saisissent l'occasion, parce que l'occasion est en train de monter, de déclencher une grande campagne pour que les partis staliens réhabilitent ouvertement et publiquement toutes les victimes des crimes de Staline, tous les suppliciés des procès de Moscou, et le camarade Trotsky en premier lieu ?

Les réactions que j'ai entendues ici dans la salle, et qui confirment celles d'« Informations ouvrières », montrent que les camarades ne réfléchissent pas politiquement à cette question.

Je ne suis pas un spécialiste en linguistique, mais quelqu'un devrait m'expliquer que ceux qui ont demandé la réhabilitation de Dreyfus admettaient la culpabilité de Dreyfus. Où avez-vous été chercher cela ? Dans quel dictionnaire trouvez-vous que la demande de réhabilitation implique la reconnaissance de culpabilité ? C'est absurde, c'est le contraire qui est vrai. La demande de réhabilitation exige des calomnieurs et des criminels qu'ils reconnaissent qu'ils ont calomnié et qu'ils ont commis des crimes, et non pas méconnaître la culpabilité. Et je dis, le problème n'est pas moral, le problème est politique.

Ne voyez-vous pas que, lorsque des partis staliens sont obligés de dire qu'ils ont couvert des crimes, des crimes immondes contre de grands révolutionnaires et de grands dirigeants du mouvement ouvrier international, parce que c'est cela qu'ils commencent à dire aujourd'hui, il y a une brèche qui s'ouvre, politiquement, idéologiquement et moralement, dans tout cet édifice, et qui nous rapporte un profit politique colossal, celui d'apparaître alors devant les militants communis-

tes, devant les militants de ces partis, comme ceux qui ont eu 100 % raison sur ce sujet fondamental pendant quarante ans. De plus en plus, des militants communistes vont se dire : « Si les trotskystes ont eu raison sur les procès de Moscou, si les trotskystes ont eu raison sur les crimes de Staline, peut-être les trotskystes ont-ils raison sur tout un ensemble de sujets politiques, sur tout un ensemble de divergences stratégiques et tactiques qui nous ont séparés et qui continuent de nous séparer ? »

Et ne voyez-vous surtout pas qu'au fur et à mesure que nous arrachons des victoires dans cette affaire, cette campagne de réhabilitation s'approche des frontières de l'Union soviétique, où elle n'est pas simplement un sujet de débat politique, où elle est un problème social et un des mécanismes essentiels qui déclenche et qui fait progresser la révolution politique. Car, en Union soviétique, la question des crimes de Staline et de ses successeurs, ce n'est pas seulement le débat politique comme celui que nous pouvons mener avec les membres et les dirigeants du Parti communiste français, du Parti communiste italien, du Parti communiste espagnol, en leur mettant le nez dans leur propre ordure, en exigeant qu'ils proclament cette réhabilitation à l'égard de tous ceux qu'ils ont eux-mêmes exclus, de leurs propres victimes, de leurs mini-procès de Moscou qui étaient seulement des mini-procès parce qu'ils n'avaient pas le pouvoir physique pour assassiner sur la même échelle que la bureaucratie soviétique a assassiné.

En Union soviétique, ce sujet-là est un sujet explosif, social. Il y a des centaines de milliers de survivants des camps, il y a des centaines de milliers de membres des familles de ceux qui ont été tués par Staline, et il y a, de l'autre côté, des dizaines et des dizaines de milliers de bureaucrates, de mouchards, de bourreaux qui ont trempé, qui ont partagé la responsabilité de tous ces crimes au niveau le plus élevé. Et, entre ces deux groupes sociaux, il y a un véritable conflit explosif qui menace.

C'est d'ailleurs la raison essentielle, et pas une raison purement idéologique, pour laquelle ladite déstalinisation a été si vite arrêtée par Khroucht-

chev et par la fraction khrouchtchevienne de la bureaucratie, parce qu'ils voyaient quel genre de conflit politique et social allait éclater dans leur propre société.

Ne voyez-vous pas qu'au fur et à mesure que cette campagne s'approche de la frontière de l'Union sovié-

que, qu'au fur et à mesure que toute une série de partis communistes, de partis stalinien d'Europe orientale sont entraînés, peuvent être entraînés dans cette bagarre, nous contribuons d'une manière tout à fait précise, politique et matérielle, à l'accélération du processus de révolution politique ? »

## extrait d'une nouvelle intervention du camarade Stéphane Just

« Nous sommes parfaitement satisfaits de la volonté que le Secrétariat unifié manifeste de vouloir à tout prix la discussion aujourd'hui avec nous, mais ne renversons pas les rôles. C'est depuis 1973 que nous demandons avec insistance que cette discussion ait lieu. Et ce n'est pas de notre faute si elle n'a pas commencé jusqu'à aujourd'hui.

Cela ne veut pas dire qu'aujourd'hui, les problèmes sont résolus, cela veut dire que les problèmes fondamentaux qui s'expriment en termes d'aujourd'hui doivent être discutés. La discussion déterminera ce qui est secondaire de ce qui est essentiel. La discussion déterminera s'il y a réellement un accord programmatique fondamental, non pas simplement un accord général avec le programme, exprimé comme une sorte de panneau publicitaire, mais s'il y a transcription dans la vie politique réelle. La discussion déterminera cela. Et maintenant, s'il y a accord et que, par ailleurs, il y ait des divergences résiduelles, si je peux m'exprimer ainsi, sur telle ou telle question tactique ou même d'appréciation d'une situation politique, oh !, camarades, on trouvera les formes et les moyens, mais, je le dis, je l'affirme, il n'y aura aucun problème entre nous, nous nous réunifierons.

Mais construire la IV<sup>e</sup> Internationale ou la reconstruire, c'est d'abord et avant tout la fidélité au programme. On peut être des millions. On peut être tout ce qu'on veut et ne pas avoir raison pour autant... C'est le programme qui détermine.

Alors, camarades, il y a des problèmes clefs. Je suis pour ma part vraiment ultra-satisfait qu'il n'y ait aucune divergence à engager le combat commun contre la répression à l'Est et à l'Ouest. Nous devons pouvoir nous entendre là-dessus. Nous allons discuter. L'entente se fera, nous combattons ensemble, c'est parfait. C'est un point d'acquis...

Mais, camarades, attention, le camarade du Secrétariat unifié nous a expliqué la campagne qu'il était nécessaire de mener en direction des partis stalinien pour que les victimes de la répression stalinienne soient réhabilitées par les partis stalinien. Je dois dire, camarade, que là, moi, je ne suis pas d'accord. Je ne suis pas d'accord et je vais m'expliquer très clairement là-dessus.

Je ne suis pas d'accord car, en réalité, nous n'avons pas à nous adresser aux bourreaux de la révolution, aux bourreaux de Léon Trotsky, pour qu'ils réhabilitent Léon Trotsky et la révolution. Trotsky, Boukharine, Kamenev n'ont pas besoin d'être réhabilités. Ceux qui doivent être jugés, ce sont leurs bourreaux. Oui, ils doivent être jugés, et ils le seront. Comment ? Dans la forme, je n'en sais rien, mais très certainement à la façon, à la manière où ces travailleurs de Szczecin ont jugé les bureaucrates.

Alors, camarades, ces choses-là méritent d'être discutées à fond, et je crois que ça touche des problèmes de programme. Sans aucun doute, ces

questions sont décisives, de la même manière, camarades, que celle, par exemple, de l'unité allemande. Nous sommes inconditionnellement pour l'unité de l'Allemagne, car la contre-révolution s'est installée en Europe contre la vague révolutionnaire dans la division de l'Allemagne. Et ce ne sont pas des questions secondaires... Une Allemagne socialiste ? Mais l'Allemagne socialiste, c'est le prolétariat allemand, c'est le peuple allemand et personne d'autre qui la construira. Bas les pattes devant le peuple allemand !

Unité de l'Allemagne d'abord et avant tout. Nous n'opposons rien à personne. Nous entendons discuter à fond de ces problèmes. Car poser aujourd'hui la question de l'unité de l'Allemagne dans les termes où je la pose, c'est poser, vivant, brûlant, immédiat, surtout en fonction des contradictions qui s'accroissent en Allemagne, le problème de la lutte conjointe contre l'impérialisme et contre la bureaucratie, c'est-à-dire de la fusion matérialisée de la révolution sociale et de la révolution politique. »

## sur la question de la réhabilitation : le représentant du Secrétariat unifié

« Trotsky et Boukharine n'ont pas besoin d'être réhabilités. C'est vrai. Trotsky et Boukharine n'ont pas besoin... Je dirais plus... Marx n'a pas besoin d'être défendu. Il s'impose par le génie de sa pensée. Est-ce que nous ne défendons pas pour cela le marxisme ? On ne s'adresse pas aux bourreaux pour qu'ils réhabilitent leurs victimes. Formule ô combien profondément politique. Nous, nous ne nous adressons pas aux bourreaux pour qu'ils réhabilitent leurs victimes, mais nous constatons un fait. Il y a dans le monde — commençons par les pays capitalistes, ajoutons-y la Yougoslavie, ajoutons-y la Tchécoslovaquie, ajoutons-y la Pologne, pour ne prendre que ces trois Etats ouvriers bureaucratés — des millions et des millions, je dis bien des millions et des millions de travailleurs communistes, de jeunes communistes, d'intellectuels communistes. Sont-ils tous des bourreaux ? Est-ce que ça n'a aucune importance pour nous que Trotsky et Boukharine soient réhabilités à leurs yeux... ?

Vous ne croyez pas que, si nous menions campagne pour cette réhabilitation, nous pourrions influencer et gagner, au moins sur ce point et quelques autres, l'oreille de ces millions de travailleurs ? Serait-ce sans intérêt parce que l'on ne demande pas aux bourreaux de réhabilitier leurs victimes ? Est-ce que c'est une conception

politique ? Mais on demande bien aux bourreaux de prendre le pouvoir ; et on ne demande pas aux bourreaux de réhabilitier les victimes. Qu'est-ce que c'est que cette conception de pratiques divisées !

Pourquoi vous adressez-vous au Parti communiste français, complice des bourreaux, pour qu'il fasse l'accord électoral avec le Parti socialiste — but tactique important, mais permettez-moi de le dire, but historique un peu moins important que la révolution politique en Union soviétique —, et pourquoi ne peut-on pas s'adresser aux mêmes dirigeants du même parti pour pouvoir influencer ses membres, ses sympathisants et ses électeurs sur un sujet aussi important et aussi brûlant qui conduit plus en avant dans la dénonciation des crimes du stalinisme et plus en avant dans la compréhension de la nature du stalinisme ? Car derrière l'affaire de la réhabilitation, il n'y a pas seulement la personnalité de nos camarades qui ont été traînés dans la boue, qui ont été assassinés avec l'appui et l'accord de tous ces dirigeants stalinien hors de l'Union soviétique.

Derrière ce problème, il y a quelque chose d'infiniment plus grave, infiniment plus important pour nous. Vous pouvez le lire dans les journaux parce que, dans le débat au sein du Parti communiste français, la question a

déjà éclaté publiquement. Lorsqu'on réhabilite Trotsky, lorsqu'on réhabilite Boukharine, lorsqu'on dit que c'étaient de grands révolutionnaires et que ce fut un crime de les tuer, c'est toute l'histoire de ces partis qui est soumise à révision aux yeux, je le répète, de millions de travailleurs et d'électeurs communistes.

Est-ce que nous n'avons pas intérêt à ce que cette révision ait lieu ? Est-ce que nous n'avons pas intérêt à ce que ce débat se fasse ? Est-ce que nous n'avons pas intérêt à ce que la responsabilité de Maurice Thorez et de Togliatti, pour ne prendre que ces deux cas, la responsabilité dans tout ce qui s'est passé en Europe au cours des quarante dernières années, soit dévoilée ? Non seulement les responsabilités individuelles, personnelles, dans les crimes de Staline — nous savons maintenant que Togliatti a présidé le tribunal de condamnation dite « idéologique » de la direction du Parti communiste polonais qui a permis l'assassinat des dirigeants du Parti communiste polonais en Union soviétique en 1938. Est-ce que nous n'avons pas intérêt à ce que cette vérité éclate ?

Est-ce que nous n'avons pas intérêt au moment où cette vérité éclate qu'on dise quel a été le rôle de Togliatti dans la révolution espagnole ? Est-ce que nous n'avons pas intérêt à démontrer comment il a été l'exécuteur des basses œuvres, non seulement des crimes physiques de Staline et de la Guépéou en Espagne, de l'assassinat de Nin et des trotskystes en Espagne, mais aussi de ce qui est beaucoup plus grave, des crimes politiques, c'est-à-dire de

l'étouffement de la révolution socialiste en Espagne, de la politique contre-révolutionnaire de reconstruction de l'Etat bourgeois et de l'armée bourgeoise contre les travailleurs armés et contre les travailleurs au point de prendre le pouvoir en Espagne ? (...)

Il ne faut pas réagir avec des formules moralistes du type : « On ne demande pas aux bourreaux de réhabiliter leurs victimes. » Ce sont des formules absolument apolitiques qui ne tiennent pas compte de la dynamique de la lutte politique, c'est-à-dire de la lutte des classes ; pourquoi ne pas voir qu'il y a là une arme formidable entre les mains de notre mouvement, pour, je le répète, élargir la brèche qui a été ouverte par les phases successives de la crise du stalinisme, pourquoi ne pas voir qu'il y a là une arme formidable de notre mouvement pour enfoncer dans cette crise notre alternative trotskyste ?

Je répète que nous avons eu raison sur cette question pendant quarante ans. Il n'y a aujourd'hui pratiquement pas un militant communiste qui ose nous dire le contraire, alors que ce n'était pas encore le cas, je ne dis pas il y a vingt ou trente ans mais même il y a trois ans. Et ne voyez-vous pas qu'avec ça, nous sommes dans une position de force, mieux placés pour pouvoir poursuivre le débat avec ces militants sur l'ensemble de notre programme et pour l'ensemble de notre alternative stratégique révolutionnaire à la stratégie réformiste, gradualiste et contre-révolutionnaire de ces partis ? »

## DEBAT SUR LA CRISE DU STALINISME

Une brochure commune éditée par le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (en vente auprès des militants de l'OCI : 5 F).

## un extrait de la réponse du camarade Just sur ce point

« Premièrement, nous sommes d'avis, comme Trotsky, que nous n'avons rien à demander à la bureaucratie stalinienne. C'est un avis de poids dont on doit tenir compte. Trotsky nous a expliqué : « Je n'ai rien à demander à la bureaucratie stalinienne. » Tu confonds avec deux autres choses, la première c'est le mouvement des masses qui, disons d'une manière quasi naturelle, d'une manière traditionnelle, et il ne peut en être autrement au premier stade du développement révolutionnaire, entre en contradiction avec ses propres partis, les partis staliniens et réformistes, mais entre en contradiction avec ces partis d'une manière tout à fait particulière. Ceux-ci défendent l'ordre bourgeois.

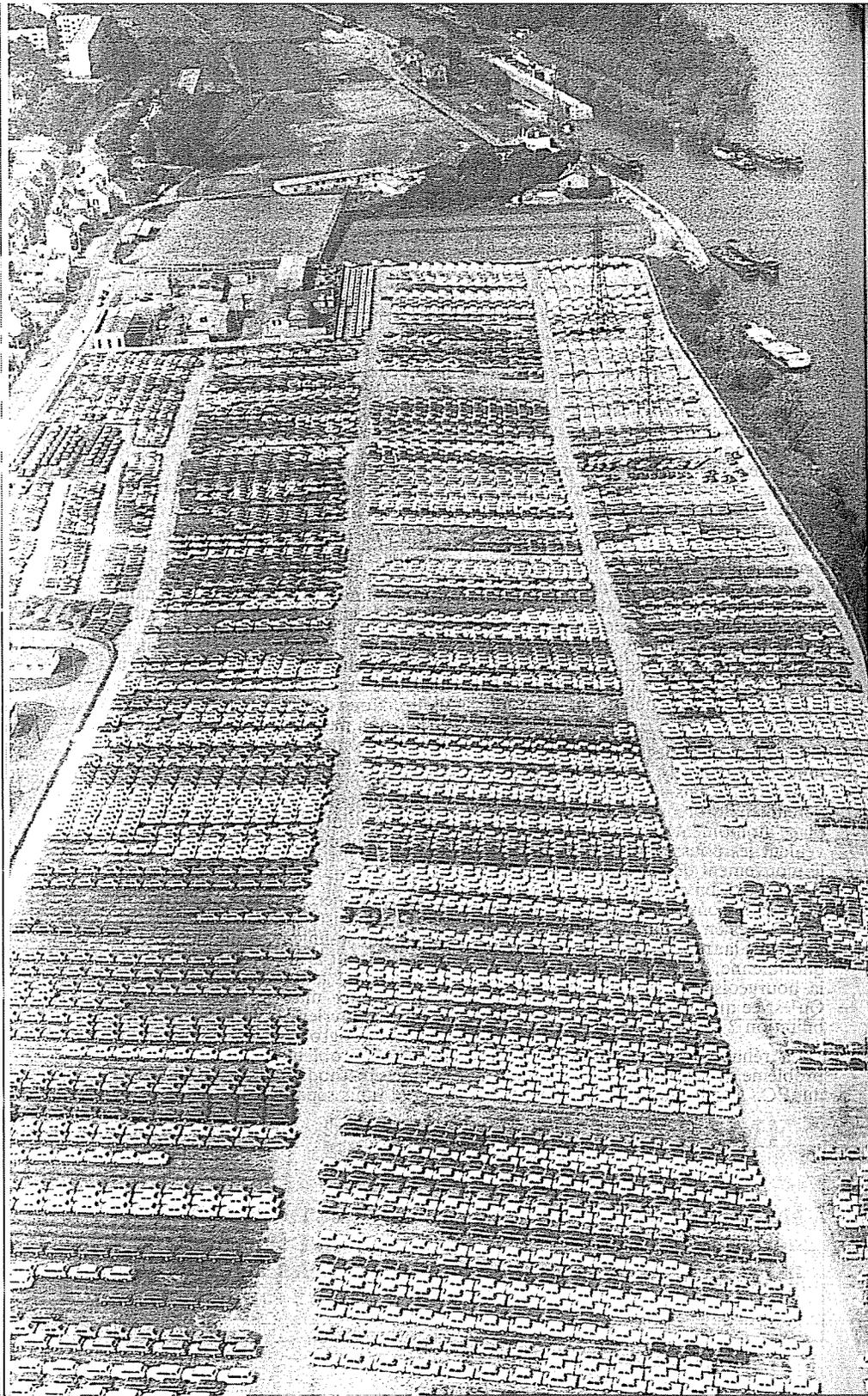
Comme c'est le cas aujourd'hui, non seulement ils défendent l'ordre bourgeois, mais ils s'efforcent de défendre l'ordre politique précis en place au moment actuel. Et les masses veulent les pousser au pouvoir. C'est le mouvement des masses qui veut les pousser au pouvoir. Il faut donner une expression consciente à ce mouvement des masses en formulant la revendication et en la transcrivant dans la réalité quotidienne, à savoir : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! » Qu'est-ce que ça a à voir avec la réhabilitation ? Absolument rien.

La réhabilitation, ça n'est pas un problème de rapport avec les militants du PC. C'est faux ! C'est inexact !

Les masses ne se posent pas le problème de la « réhabilitation », alors qu'elles se posent le problème du gouvernement. Les masses se posent le problème des instruments pour parvenir à leurs fins : c'est-à-dire la question de la construction d'un parti révolutionnaire et d'une Internationale.

Elles ne peuvent porter au pouvoir les représentants des partis ouvriers qu'en construisant avec nous le parti révolutionnaire, et non en demandant à la bureaucratie stalinienne la réhabilitation de ses propres victimes.

C'est tout à fait différent. Non, ça n'est pas une question morale et juridique. Nous devons éduquer le prolétariat, non pas dans le sens de demander aux bourreaux du prolétariat, et pour cela même aux bourreaux des militants révolutionnaires, que ceux-ci veuillent bien « réhabiliter » les militants révolutionnaires, mais nous devons éduquer les masses sur la ligne suivante : « Faites-vous justice vous-mêmes. » Et l'exemple que nous avons à donner, ce n'est pas la ruse du parti togliattiste, un peu stalinien, pas tout à fait stalinien, social-démocrate, mais pas tout à fait social-démocrate. Ce que nous avons à donner comme exemple aux masses, c'est la façon dont les ouvriers polonais, dont les ouvriers hongrois avaient commencé à régler ces problèmes. Evidemment, ce sont des méthodes éducatives différentes qui nous séparent. »



DIGITALIZADO POR LUCAS MALASPINA

## à propos des analyses et des propositions économiques du PCF

### 1<sup>re</sup> partie : « La crise n'est pas fatale... »

par Michel DAUBERNY

*Le comité de rédaction de La Vérité a reçu une contribution du camarade Michel Dauberny sur les analyses et les propositions économiques du PCF. Nos lecteurs en trouveront ici la première partie, et nous publierons la seconde, « Du capitalisme monopoliste d'Etat à la question des nationalisations », dans notre prochain numéro.*

La cohérence des mesures hétéroclites du « Programme commun de gouvernement » de la gauche n'apparaît qu'à la lumière de la fonction politique de l'Union de la gauche : la défense des institutions de la V<sup>e</sup> République. D'ailleurs, lorsqu'il s'avéra pour les dirigeants du PCF que, malgré l'« Union de la gauche », les masses visaient et voyaient l'unité PS-PCF, notamment lors des législatives, ils cassèrent l'« union » en utilisant comme prétexte la soi-disant interpré-

tation « droitière » du PS des nationalisations.

Le « Programme commun » aurait pu passer pour un programme de réformes. Malheureusement pour ceux qui y croyaient, la V<sup>e</sup> République n'est pas réformable, elle est frappée d'alignement. Il était donc une opération de diversion pour faire croire à la possibilité de résoudre sans heurts, sans ébranlement de l'édifice, sans toucher aux institutions, la crise du capitalisme français. « Pas question de gérer la crise », clamaient du haut de toutes les tribunes les dirigeants du PCF. Mais tout faire pour protéger les partis de la V<sup>e</sup> République au pouvoir, n'est-ce pas gérer la crise ? D'autant plus que, quotidiennement, les appareils bourgeois dans le mouvement ouvrier prennent directement en

---

1974, aux usines Simca de Poissy : l'industrie automobile mondiale connaît les premiers symptômes « classiques » d'une nouvelle crise de surproduction. (Ph. P. Lebrun).

charge la politique répondant aux besoins du capitalisme français en crise.

Pour un observateur superficiel, il pouvait y avoir une contradiction entre la politique d'« austérité révolutionnaire » des dirigeants du PCI et le « maximalisme » des dirigeants du PCF. Ce serait avoir une vision bien « parlementaire » des choses que de s'arrêter là. Agnelli comme feu Amaury, ou Hersant et Michelin, témoignent du contraire.

Les institutions, on le sait, régissent les relations entre les classes et au sein de la classe dominante. La V<sup>e</sup> République bonapartiste implique l'intégration des syndicats à l'Etat (la participation), leur destruction vers le corporatisme. Mais la grève générale de 1968 et la défaite de De Gaulle en 1969 révélaient l'inadéquation croissante entre les institutions et la puissance de la classe ouvrière, son refus des relations que de Gaulle tentait de lui imposer au nom du capital financier. La politique de défense de l'Etat bourgeois, c'est la défense de l'instrument de la classe au pouvoir, la bourgeoisie, c'est donc aussi la défense des rapports de production bourgeois dans un moment historique précis. Les développements du PCF sur l'autogestion, la décentralisation, etc., ne visent qu'à conforter les rapports de production capitalistes sur la ligne de la dislocation de la classe ouvrière. L'unique objectif du « Programme commun » aurait-il donc été la non-application du « Programme commun » ? Il vaut mieux dire : la fonction de l'« Union de la gauche » étant la défense de la V<sup>e</sup> République, cette fonction impliquait donc l'éventualité de sa propre destruction. Les mesures économiques du « Programme commun de gouvernement », actualisé ou non, sont liées à la politique d'« Union de la gauche ». La nature des fronts populaires nous permet de comprendre qu'il n'y a à priori aucune mesure économique propre à ce type d'opération politique.

Ce sont des mesures destinées à protéger l'Etat bourgeois dans un contexte créé à l'initiative des masses. Comme l'écrit Stéphane Just dans « La Vérité » n° 579 à propos de juin 1936 :

« Aux élections législatives d'avril, les masses eurent conscience d'avoir

remporté une grande victoire politique. Peu après, c'était la grève générale de juin 36. Elle arrachait les 40 heures, de considérables augmentations de salaires, les congés payés, les délégués d'atelier, les conventions collectives, etc., toutes revendications qui, non seulement ne figuraient pas au programme du Front populaire, mais qui allaient à l'encontre du Front populaire. L'occupation des usines mettait en cause le droit de propriété. Les masses voulaient aller plus loin, toujours plus loin. »

L'inéductibilité des fronts populaires inscrite dans la période historique ouverte en 1968 fera réapparaître certains fragments du « Programme commun de gouvernement » : hausses des salaires, nationalisations — afin de gagner le temps nécessaire aux appareils pour casser le mouvement vers le gouvernement ouvrier. Ces seules mesures, cependant, accéléreront la panique des capitalistes. La fuite des capitaux, la spéculation contre le franc, etc., exprimeront la combinaison des réflexes de peur de la bourgeoisie et d'une partie de la petite bourgeoisie devant la force de la classe ouvrière, et d'inquiétude sur la capacité du gouvernement de front populaire à la contenir.

Les masses, elles, s'orienteront d'instinct vers l'expropriation du capital, la dictature du prolétariat. Toutes les forces de la contre-révolution s'efforceront de leur faire croire que l'autogestion et les nationalisations sont les formes modernes de la révolution.

Les mesures économiques du « Programme commun de gouvernement », toutes versions confondues, ont été longuement présentées par le PCF, en particulier dans deux ouvrages publiés en 1977 : « Les béquilles du capital. Transferts Etat-industrie : critères de nationalisations », d'Anicet Le Pors, et « Changer l'économie », ouvrage collectif de Claude Quin, Le Pors, Boccara, Herzog.

Il n'est pas dans notre intention de prendre une à une les propositions innombrables de ces « experts ». Nous utiliserons seulement trois des thèmes les plus révélateurs de la nature bourgeoise de ces prétendues réformes de structures : la crise du capital, les

nationalisations et la « démocratisation de l'économie ». Mais, de l'analyse de la crise du « capitalisme monopoliste d'Etat » à « l'autogestion sociale », court un seul fil directeur : la coexistence pacifique. Avec tout ce que cela implique comme falsifications et « révisions » de la méthode du marxisme, mais aussi et surtout de défense de la bourgeoisie. On constatera par exemple la similitude du « discours » sur la concurrence et la vérité des prix tenu par les staliniens avec celui de Barre et Monory.

« La crise n'est pas fatale », ont répété les dirigeants du PCF. « Un bon programme bien actualisé » aurait raison de la crise : et comme il ne s'agit nullement d'un programme socialiste, nous ont dit Marchais et Mitterrand, c'est donc qu'il est possible d'éviter les crises dans le système capitaliste. Le Pors ne dit pas autre chose :

« En réalisant les nationalisations du Programme commun de gouvernement dès la première session parlementaire, on n'instaurera pas pour autant les bases du socialisme dans notre pays. Certes, celles-ci pourront s'inscrire en continuité avec les nationalisations réalisées dans le Programme commun de gouvernement, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Il s'agit de mettre en

œuvre un nombre limité mais décisif de nationalisations pour transformer fondamentalement le système actuel et sortir de la crise. » (Changer l'économie, Le Pors, p. 81).

Protéger le capitalisme en niant l'inéductibilité des crises capitalistes, c'est protéger les formes actuelles du capitalisme, c'est le sens général de la politique d'Union de la gauche. Mais il ne faudrait pas penser que les mesures du « Programme commun de gouvernement » sont des « miettes » de mesures socialistes. Les mesures hétéroclites du « Programme commun de gouvernement » sont des mesures bourgeoises. Nous reviendrons sur le caractère bourgeois des nationalisations du « Programme commun de gouvernement ». Pour l'instant, il nous faut montrer comment les économistes du PCF justifient la non-fatalité des crises en les réduisant aux conséquences d'une mauvaise gestion, d'un gaspillage des fonds publics en particulier. Ce qui leur permet de proposer des solutions à la crise, du genre : en finir avec l'austérité par le relèvement du pouvoir d'achat en « faisant payer les riches »... Evidemment, dans le cadre des illusions de l'Union de la gauche, il était difficile de proposer des mesures d'austérité. Pourtant, les « solutions bourgeoises » à la crise passent par l'austérité et les mesures anti-ouvrières.

## les enseignements du professeur Barre

Selon Claude Quin, pour sortir de la crise, il suffit de renverser la spirale « austérité, stagnation, chômage, dépendance », pour lui substituer durablement un enchaînement opposé, « pouvoir d'achat, production, emploi, indépendance » :

« A l'inverse, chacun comprend que l'accroissement du pouvoir d'achat des plus démunis se traduit immédiatement par une augmentation de la consommation dont les commerçants sont les premiers à ressentir les effets, mais qui gonfle rapi-

dement les carnets de commande de l'industrie, celle des biens de consommation, puis, de proche en proche, toutes les branches d'activité. Les capacités de production non utilisées peuvent l'être à nouveau, l'emploi reprend, le chômage commence à se dégonfler... Mais si l'on en reste là, les lois du système capitaliste finissent par reprendre le dessus. Toujours maîtres de la production, les grandes affaires monopolistes poussent à l'inflation, en élevant le prix bien au-delà de la valeur des objectifs fabriqués. Elles usent du crédit pour

spéculer, entreprennent de piller les fonds publics sous prétexte de connaître des difficultés, poussent à la dévaluation du franc, etc. Au bout de quelques mois, sous couvert d'une baisse de compétitivité de l'économie française vis-à-vis de l'étranger, il est à nouveau question d'austérité... Scénario de science fiction ? Non, c'est à peu près ce qui s'est passé, de la fin de 1968 à l'été 1969. » (Id, C. Quin p. 29).

En résumant la pensée de Claude Quin, on peut dire que l'accroissement du pouvoir d'achat renverse la « spirale », mais que les monopoles y font obstacle. Nous avons donc une politique économique qui, prenant le « contre-pied » du plan Barre, sortirait le pays de la crise, car nous ne pensons pas que C. Quin ait voulu exprimer là une simple tautologie : la hausse du pouvoir d'achat n'est pas l'austérité, la hausse du pouvoir d'achat n'est pas le plan Barre. Par curiosité, recherchons ce que Barre peut penser de cette politique, « contraire à la sienne ». Il suffit de prendre son manuel « Economie politique », tome II, 3<sup>e</sup> partie, titre 2, section 2 : « Le principe de l'effet multiplicateur de l'investissement », page 461. Nous y trouvons une description de l'effet multiplicateur de revenus engendré par un investissement initial :

« Soit un investissement additionnel quelconque : il se traduit par une distribution de revenus monétaires (salaires et profits). Ces revenus sont en partie utilisés à des dépenses de consommation. Celles-ci accroissent les recettes des détaillants qui achètent davantage aux grossistes ; ces derniers sont conduits, après épuisement des stocks, à passer des commandes nouvelles aux producteurs de biens de consommation. Et ainsi de suite. Les revenus initialement distribués provoquent des ondes successives qui accroissent de proche en proche l'activité économique. »

## UNE SOURCE COMMUNE

Barre et les économistes du PCF puiseraient-ils à la même source, celle de J.-M. Keynes, naturellement ?

« L'effort (du public) pour consommer une part de ses revenus, écrit Keynes, stimulera la production jusqu'à ce que le nouveau niveau (et la nouvelle répartition du revenu) fournisse une marge d'épargne suffisante pour correspondre à l'investissement accru. Le multiplicateur nous dit de combien l'emploi doit être accru pour entraîner un accroissement du revenu réel suffisant pour inciter le public à procéder à l'épargne additionnelle nécessaire et il est une fonction des propensions psychologiques du public. » (General Theory, p. 112).

Keynes, le père de toutes les « relances économiques », estimait en 1936 que face à une situation dépressive, il appartenait aux gouvernements de stimuler l'investissement, puisqu'à partir d'un investissement donné le phénomène multiplicateur décrit ci-dessus engendrait une augmentation de revenu global égale à x fois cet investissement ; on avait là une théorisation des politiques de grands travaux lancées aux Etats-Unis en 1934, et surtout le point de départ des principes économiques de la plupart des gouvernements des pays capitalistes d'après-guerre, et en particulier du gouvernement des Etats-Unis. La pratique économique de Hitler qui résorbera le chômage en Allemagne par le plan de réarmement, dit « plan de quatre ans », devait également inspirer J.-M. Keynes. Lorsque Ford, puis Carter, adoptèrent une politique dite de « tax cut », c'est-à-dire de réduction d'impôts, ils ne firent qu'appliquer le principe du multiplicateur. Face à une redistribution de revenus inespérée, on devait assister à une relance de la consommation engendrant le processus décrit par Barre et Quin. Car, rapidement, les économistes bourgeois ont compris que l'effet multiplicateur devait jouer à partir de toute distribution de revenu, même si le plus grand coefficient multiplicateur revenait aux investissements publics. Les politiques « anti-cycliques » des années 1950-1960 utilisèrent toute la gamme des effets multiplicateurs :

- investissements publics (par le biais des entreprises d'Etat, par exemple) ;
- dépenses publiques (achat de matériel militaire, par exemple) ;

- crédits publics ;
- subventions, exonérations.

Le Pors donne dans les deux premières parties de son ouvrage de nombreux renseignements statistiques sur l'ampleur des dépenses publiques :

« Des comparaisons internationales du rapport consommation publique/consommation totale ont pu être établies sur la longue période 1955-1970. La plupart des pays de l'OCDE sont compris entre 13 % et 26 %, avec une grande stabilité de niveau. Ici se trouve confirmée l'importance de la consommation publique aux Etats-Unis : 22 à 23 % de 1960 à 1965, 25 à 26 % de 1967 à 1970. »

Cette tendance n'a d'ailleurs nullement fléchi par la suite.

Il faut bien cependant constater que ces techniques n'ont pas empêché que, depuis la fin des années 1960, les éléments d'une crise majeure se développent chaque jour davantage. Et que Barre Premier ministre n'utilise plus les enseignements de Barre professeur.

Il n'est d'ailleurs pas le seul à se faire sourd aux sirènes de la relance : le Japon, la RFA résistent aux pressions du gouvernement US qui souhaiterait une collaboration un peu plus grande de ses partenaires dans ce domaine. Pourquoi, après tant d'années de politiques anti-cycliques, au moindre signe de récession, les bourgeoisies d'Europe hésitent-elles et préfèrent-elles l'austérité ? Avant de répondre à ces interrogations, il nous faut revenir sur la nature des dépenses publiques.

C'est au cours de la crise des années 1930 que Keynes élaborera sa théorie. Son but était d'établir les conditions de rétablissement du plein emploi et des activités. Devant l'incapacité du marché à trouver en lui-même les moyens de surmonter sa crise, il en concluait à la nécessaire intervention de l'Etat. C'était l'époque du « socialisme de guerre » en Grande-Bretagne, lors du premier conflit mondial, qui lui revint alors en mémoire. « Le socialisme de guerre est indiscutablement parvenu à produire « de la richesse » en quantité infiniment plus grande que ce n'était le cas en temps

de paix, car les biens et services fournis, quoique destinés à une extinction immédiate et stérile, n'en restaient pas moins de la richesse », écrivait-il dans « Laissez-faire et communisme », comme le rappelle Paul Mattick dans son « Marx et Keynes » (pages 27 et suivantes). Toujours en ignorant la dialectique valeur d'usage-valeur d'échange, il attribuait le même effet « à la construction des pyramides ou aux tremblements de terre ».

Mais si l'histoire sembla confirmer les théories de Keynes au cours des années 1950-1960, il apparut par la suite, au vu de ses limites, combien le procédé était artificiel. Barre mentionne bien certaines limites aux effets du multiplicateur :

« Un investissement monétaire additionnel, une « injection » de revenus en monnaie, provoque un accroissement du revenu monétaire global. En résulte-t-il en même temps un accroissement du revenu réel global ? La réponse à cette question implique un examen de l'élasticité de la production globale et de l'élasticité de l'offre des facteurs de production. Tant qu'il existe des ressources oisives, du travail et du capital inutilisés, le multiplicateur d'investissement entraîne un accroissement du volume des biens et des services disponibles. Si l'offre des facteurs est inélastique, ou s'il existe dans certains secteurs des « goulots d'étranglement » qui freinent l'accroissement de la production, il y a élévation du revenu monétaire global sans élévation correspondante du produit global : le multiplicateur, dans ce cas, ne multiplie que les prix. »

Barre utilise ici l'artifice de la théorie bourgeoise. Car c'est justement face à la crise de surproduction que l'Etat intervient, et non pas quand il y aurait « des ressources oisives ».

Quant à la hausse des prix, on voit comment elle est la conséquence des dépenses publiques « multiplicatrices ». C'est la crise, dont l'origine est dans les rapports de production capitalistes, qui explique les besoins de l'intervention étatique.

Cela Claude Quin voudrait le gommer, lui qui, après avoir écrit dans des termes si proches de ceux de Barre que c'en est troublant, déclare :

« Mais si l'on en reste là, les lois du système capitaliste finissent par reprendre le dessus. » (Changer l'économie, page 29).

## surproduction - sous-consommation

C'est donc, mais ce n'est pas une découverte, qu'il y a, pour les théoriciens du « capitalisme monopoliste d'Etat », une possibilité de domestiquer, de contrecarrer les lois du système capitaliste dans le cadre du régime capitaliste. Lorsque les théoriciens du PCF prônent la relance par la consommation, ils se transforment pour les besoins de leur opération politique en théoriciens « sous-consommationnistes » (en attendant de faire le contraire, car ils sont dans les faits des théoriciens de l'austérité comme leurs semblables du PCI).

Marx et par la suite Lénine ont polémique contre ceux qui situaient les causes premières des crises dans la faiblesse de la consommation. Comme l'écrivait Marx :

« C'est une pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut. »

Il faisait d'ailleurs remarquer que les crises

« sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction de produit annuel destinée à la consommation » (1).

Ce qui devrait éloigner la crise au lieu de la précipiter, si celle-ci avait pour origine la sous-consommation.

La cause des crises réside dans la contradiction entre le caractère social de la production et le mode privé

d'appropriation. Ce qui n'empêche nullement de reconnaître l'existence d'une sous-consommation, mais en lui accordant

« une place secondaire, subordonnée en tant que fait relatif seulement à une branche de l'ensemble de la production capitaliste » (2).

Ce caractère subordonné de la contradiction entre production et consommation, dans le système capitaliste, provient de ce que ce sont les rapports de production qui déterminent les conditions de la consommation.

### PRODUCTION ET REALISATION DE LA PLUS-VALUE

La production capitaliste n'est pas une production pour les besoins, mais une production qui délimite les besoins. Mais nous savons que si la production crée la consommation, la consommation crée la production. Il faut donc, après avoir déterminé que la cause des crises est dans la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, éviter de considérer uniquement la production (ou uniquement la consommation).

« Les conditions de l'exploitation directe et les conditions de la réalisation de celle-ci ne sont pas identiques. Non seulement elles ne coïncident ni dans le temps, ni dans l'espace, mais elles sont par essence différentes. Les premières ne sont limitées que par la puissance de production de la société,

(2) Lénine : *De la caractéristique du romantisme économique*, cf. *Le Capital*, t. V, annexes p. 176.

les secondes par la proportionnalité existant entre les différentes branches de la production et la puissance de consommation de la société... Plus la puissance de production (de la société) se développe, et plus elle entre en contradiction avec la base étroite sur laquelle reposent les rapports de consommation. » (*Le Capital*, livre III, section I, p. 272).

Dans ce passage, Marx, en constatant la contradiction « entre la tendance à élargir sans limite la production et la nécessité d'une consommation limitée », montre comment, « en dernière analyse, la consommation productive (consommation de moyens de production) est toujours liée à la consommation individuelle ».

Si on dit : les crises résultent d'une insuffisance de la consommation, face à la production, c'est pour dire que la crise provient des difficultés dans la réalisation du produit social. Voyons comment ces difficultés sont subordonnées à la contradiction fondamentale rappelée plus haut. Notre démarche, qui n'est pas originale, suit celle de Lénine (3). Elle part de la théorie de la réalisation dans l'analyse de Marx.

Prenons d'abord le cas de la reproduction simple. Le produit des deux grandes sections de la production capitaliste se décompose ainsi :

section des moyens de production :	$I = C_1 + V_1 + P_1$
section des biens de consommation :	$II = C_2 + V_2 + P_2$

Le produit de la section II est réalisé dans l'échange suivant :

$II = C_2 + V_2 + P_2 = (s'échange contre) V_1 + P_1 + V_2 + P_2$

l'identité  $C_2 = V_1 + P_1$ , représente la condition du fonctionnement de la reproduction simple.

Ce que nous confirme la réalisation du produit de la section I :

$I = C_1 + V_1 + P_1 = C_1 + C_2$ , une fois encore il reste  $V_1 + P_1 = C_2$ .

(3) *Le développement du capitalisme en Russie*.

En résumé : la réalisation de  $C_2$  est obtenue par l'échange contre des moyens de production ( $C_2$  contre  $V_1 + P_1$ ).

La réalisation de  $V_2 + P_2$  est obtenue par la consommation des ouvriers et des capitalistes du secteur II.

La réalisation de  $V_1 + P_1$  est obtenue par l'échange contre des biens de consommation. Il reste à définir comment  $C_1$  est réalisé.

L'identité :  $I = C_1 + V_1 + P_1 = C_1 + C_2$  nous renseigne encore une fois.

On voit en effet que  $C_2 = V_1 + P_1$ . Il reste donc :  $C_1 = C_1$ , c'est-à-dire que les capitalistes de la section I échangent entre eux des produits de la section I, ou même utilisent directement leurs produits (exemple : les producteurs d'automobiles utilisent une part de leur surproduit, sous forme d'automobiles, comme capital constant).

Dans le cas de la reproduction élargie, de l'accumulation, lorsque les capitalistes consacrent une part de leur plus-value à l'augmentation de leur capital, la condition d'équilibre de la reproduction simple est modifiée. Et cela principalement parce qu'il doit y avoir un excédent de moyens de production pour permettre la nouvelle production. Le moteur de l'accumulation, c'est bien entendu la recherche de toujours plus de plus-value, de plus-value relative (exprimée par le taux  $P_1/V_1$ ), par augmentation de la productivité du travail. Cette productivité du travail est augmentée par l'intensification du travail, mais aussi par l'utilisation d'un capital constant plus performant.

Ce qui conduit à la fois à une croissance du capital constant relativement plus forte que celle du capital variable et à une croissance plus forte de la section des moyens de production relativement à celui de la section des biens de consommation.

« En d'autres termes, écrit Lénine, l'accroissement des moyens de production dépasse celui des objets de consommation. Nous avons vu en effet que le capital constant existant dans les objets de consommation (section II) est échangé contre le capital variable, plus la plus-value existant dans les moyens de production

(1) *Le Capital*, t. V, p. 63.

(section I). Mais, selon la loi générale de la production capitaliste, le capital constant s'accroît plus vite que le capital variable. Par conséquent, le capital constant existant dans les objets de consommation doit augmenter plus vite que le capital variable et la plus-value existant dans les objets de consommation, et le capital constant existant dans les moyens de production doit augmenter plus vite encore, dépassant l'accroissement du capital variable (+ plus-value) existant dans les moyens de production, aussi bien que l'accroissement du capital constant existant dans les objets de consommation. La section de la production sociale qui fabrique les moyens de production doit donc grandir plus vite que celle qui fabrique les objets de consommation. Ainsi, l'accroissement du marché intérieur pour le capitalisme est, jusqu'à un certain point, « indépendant » de l'accroissement de la consommation individuelle, s'effectuant plutôt au compte de la consommation productive. Mais il serait erroné de comprendre cette « indépendance » dans le sens d'une séparation totale de la consommation productive et de la consommation individuelle. La première peut et doit augmenter plus vite que la seconde (c'est à cela que se limite son « indépendance »), mais il va de soi que, finalement, la consommation productive reste liée à la consommation individuelle. » (4).

## SURPRODUCTION ET CONSOMMATION

Le capital, dans son mouvement historique de recherche de la plus-value, pour la convertir en capital productif et relativement plus en C qu'en V, limite les bases de la consommation individuelle mais, en même temps, se limite.

« Les conditions de leur réalisation... se trouvent limitées par la proportionnalité existant entre les diffé-

(4) *Le développement du capitalisme en Russie*, en annexe du tome V du *Capital*, p. 201.

rentes branches de la production et le pouvoir de consommation de la société... Or, plus la puissance productive se développe, plus elle entre en contradiction avec la base étroite sur laquelle reposent les rapports de consommation. Les seules limites dans lesquelles la conservation et la mise en valeur de la valeur du capital peuvent s'effectuer, et qui sont fondées sur l'expropriation et l'appauvrissement de la masse des producteurs, ces limites entrent donc constamment en contradiction avec les méthodes de production que le capital est contraint d'employer pour atteindre son but, et qui visent à accroître d'une manière illimitée la production, à la production pour la production, au développement maximum des forces productives sociales du travail... C'est pourquoi, si le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant à cette force, il apparaît, dans le même temps, comme une contradiction permanente entre cette tâche historique qui est la sienne et les rapports sociaux de production qui lui sont propres. La cause ultime de toutes les crises effectives reste toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, face à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si la seule limite de leur développement était la capacité absolue de consommation de la société. »

Et Lénine, après avoir cité Marx, en conclut :

« L'analyse de la réalisation chez Marx a montré qu'« en dernière analyse la circulation entre capital constant et capital constant trouve sa limite dans la consommation individuelle », mais la même analyse a montré le caractère véritable de cette « limitation » ; elle a montré que les objets de consommation jouent un rôle mineur dans la formation du marché intérieur comparativement aux moyens de production. » (4 bis).

Mais en même temps, la consommation est un élément de la proportion-

(4 bis) Id. p. 204.

## LA LIMITE DU CAPITAL, C'EST LE CAPITAL LUI-MEME

« On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population.

On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire. Premièrement, on produit une trop grande fraction de la population qui effectivement n'est pas capable de travailler, qui par les conditions dans lesquelles elle vit n'a d'autre ressource que d'exploiter le travail d'autrui, ou est réduite à des travaux qui ne peuvent être tenus pour tels que dans le cadre d'un mode de production misérable. Deuxièmement, on ne produit pas assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de travailler dans les conditions les plus productives, donc pour permettre de réduire son temps de travail absolu grâce à la masse et à l'efficacité du capital constant employé pendant le temps de travail.

Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.

On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires.

La limite du mode de production capitaliste apparaît dans le fait que :

1. Avec la baisse du taux de profit, le développement de la force productive du travail donne naissance à une loi, qui, à un certain moment, entre en opposition absolue avec le propre développement de cette productivité. De ce fait, le conflit doit être constamment surmonté par des crises.

2. C'est l'appropriation de travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général ou, pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit qui décident de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'êtres humains socialement évolués. C'est pourquoi des limites surgissent déjà pour la production à un degré de son extension, qui, sinon, dans la seconde hypothèse, paraîtrait insuffisant et de loin. Elle stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit commandent cette stagnation. »

*Le Capital*, Tome III, livre I, p. 270.

nalité (5). Et les proportions que nous avons réduites, dans la reproduction simple, à  $C_2 = V_1 + Pl_1$ , sont en fait dans la reproduction élargie constamment des disproportions, et par là même des possibilités de crises.

« L'ensemble du procès de l'accumulation se décompose de prime abord en une *surproduction* qui correspond d'une part à l'accroissement naturel de la population, et forme d'autre part une base immanente pour les phénomènes qui se manifestent dans les *crises*. La mesure de cette surproduction c'est le *capital* lui-même, l'échelle existante des conditions de production et l'appétit effréné d'enrichissement et de capitalisation des capitalistes, mais ce n'est nullement la *consommation*, qui est entravée d'entrée de jeu, étant donné que la plus grande partie de la population, la population ouvrière, ne peut élargir sa consommation que dans des limites très étroites et que, d'autre part, la demande de travail

diminue *relativement* dans la mesure même où le capitalisme se développe, bien qu'elle augmente *absolument*. Il s'y ajoute que les péréquations sont toutes *fortuites* et que si la proportion dans laquelle les capitaux sont employés dans les différentes sphères fait l'objet, par un procès permanent, d'une péréquation, la permanence même de ce procès présuppose aussi la permanente disproportion qu'il doit égaliser en permanence, souvent violemment. » (6).

Cette égalisation violente, c'est la crise. C'est la destruction de moyens de production, de biens de consommation, c'est la dévalorisation du capital... La disjonction entre vente et achat, par exemple, est une possibilité de crise où se manifeste l'impossibilité pour la production de se réaliser, donc de trouver un débouché offrant un certain taux de profit. On a vu page précédente que Marx ne laisse aucune ambiguïté sur cette question.

## L'intervention de l'Etat

On ne saurait dissocier l'intervention de l'Etat bourgeois du stade impérialiste du capitalisme, et du retard de la révolution sur les conditions objectives du passage au socialisme, le « retard de la conscience sur la vie » dont parlait Trotsky (7), donc de la poursuite de l'existence d'un système historiquement déterminé.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les conditions de mise en valeur du capital se détérioraient, la concurrence s'intensifiait, et la crise, « égalisation violente des déséquilibres », remettait le marché « à zéro » et conditionnait le

départ d'un nouveau cycle. Avec le monopole, le marché capitaliste va être profondément modifié. Le monopole sclérose le marché, la concurrence. Le cycle se prolonge parasitairement. Les contradictions sont contenues, mais évidemment non supprimées, et ne se manifesteront qu'avec d'autant plus de violence qu'elles auront été comprimées.

L'intervention de l'Etat, sous ses différents aspects, a pour objectif d'assurer les conditions de l'accumulation et de la réalisation, donc en fait d'entretenir le cycle et d'éviter la crise. Il y a peu de temps, on disait « d'entretenir la croissance ».

L'Etat bourgeois cherche donc à atténuer les conséquences de la contradiction fondamentale du capitalisme, se manifestant par la contradiction « subordonnée » entre production et consommation. Résoudre la contra-

diction principale n'est évidemment pas son rôle ! La théorie marxiste de l'Etat est suffisamment claire à ce sujet, c'est d'ailleurs pourquoi les stalinien s'acharnent tant contre elle.

### LE MECANISME DES DEPENSES PUBLIQUES

La crise de 1929 et la guerre n'ont conduit qu'à une restructuration partielle, compte tenu d'un certain rapport entre les classes. Certes, de nouvelles branches de production se sont développées tandis que d'autres régressaient, la concentration du capital s'est accrue, le capital financier est encore plus dominateur, la population salariée ne cesse de s'élargir (82 % de la population active en France). Mais les économies nationales en Europe sont restées dans leurs formes d'avant la guerre, avec leurs industries concurrentes et limitées.

A chaque prémice de crise, les Etats bourgeois se sont portés au secours de leurs économies en maintenant le rythme de l'accumulation par différentes « techniques ». Le Pors décrit les multiples aspects de l'intervention publique et parle de « gaspillage », alors qu'il s'agit d'opérations destinées à soutenir les profits, donc la réalisation et l'accumulation. Lorsque la SNCF fait des tarifs de faveur pour certaines industries, elle ne gaspille pas, elle vend un service productif à un prix inférieur à sa valeur. C'est donc une dévalorisation du capital constant des industries utilisatrices, lesquelles vendent leurs productions au prix de marché et réalisent par là même un profit supérieur au profit moyen.

Mais l'impulsion principale est venue de l'Etat américain, qui trouva d'abord dans ses consommations d'armes un premier facteur d'entraînement rapidement complété par un système de crédit à première vue inépuisable. Mais, à la différence de ce que Claude Quin voudrait faire croire, les lois du système capitaliste ne sont pas domestiquées pour autant. Pour s'en rendre compte, considérons les conditions générales du mécanisme des dépenses publiques.

Les dépenses publiques sont financées en partie par l'impôt, c'est-à-dire à près de 70 % par l'impôt sur le revenu et l'impôt à la consommation (donc, à 30 % par l'impôt sur les bénéfices des sociétés), et par les déficits budgétaires. La consommation de l'Etat s'apparente à la consommation individuelle, improductive. L'achat des biens de consommation pour l'armée compense la réduction des achats des travailleurs par suite de la ponction fiscale. Mais l'achat d'armes les plus sophistiquées relève aussi de la consommation improductive, puisque ne correspondant pas à la mise en valeur d'un capital (8). Cependant, les secteurs industriels fournisseurs utilisent des moyens de production (C) en très forte proportion par rapport à leur capital variable (V), et à très fort taux de rotation. Nous retrouvons donc la relation précédemment étudiée entre secteur I et secteur II, entre moyens de production et biens de consommation.

L'Etat, en cherchant à répondre à la contradiction entre le développement de la production et la limitation relative de la consommation, ne supprime pas cette contradiction, mais, si on ose dire, contribue à la reproduire à une échelle supérieure. L'économie d'armement et d'autres dépenses parasitaires de l'Etat constituent donc seulement un volant d'entraînement pour le secteur I et aussi pour le secteur II. Il en découle pour l'Etat, et principalement pour l'Etat américain, une nécessité d'intervention croissante, laquelle ne peut se faire que par le recours à la création monétaire pure et simple, selon les multiples « techniques monétaires ».

Par exemple, les fournisseurs de l'Etat empruntent par l'intermédiaire du marché financier (par émission d'actions ou d'obligations), ou auprès des banques, afin de disposer du capi-

(8) « Le capital productivement utilisé est toujours doublement remplacé, puisque la valorisation du capital productif suppose un équivalent. La consommation improductive du capital le remplace d'un côté mais le détruit de l'autre. » (Marx : *Fondements de la critique de l'économie politique*, t. II, p. 278).

(5) Boukharine, dans *L'Impérialisme et l'accumulation du capital*, développa ces questions.

(6) *Théories sur la plus-value*, t. II, p. 587.

(7) Cf. *Europe et Amérique*.

tal nécessaire pour leurs avances : dans le premier cas, les commandes de l'Etat garantissent aux porteurs des dividendes certains. Dans le second cas, les banques sont sans crainte, les emprunts ont la caution de l'Etat. Il y a donc mise en valeur d'un capital... Seulement, pour couvrir son déficit, l'Etat doit emprunter auprès de la banque centrale (il y a alors création monétaire) ou auprès des organismes financiers et du public (par la vente de bons du trésor). En 1974, les bons du trésor détenus hors du trésor lui-même, des agences fédérales et de la banque centrale se répartissaient ainsi :

Banques commerciales	54,4 milliards de dollars
Etranger	58,1 milliards de dollars
Ménages	100,9 milliards de dollars
Autres	55,5 milliards de dollars
Total	268,9 milliards de dollars

### « L'ECONOMIE D'ENDETTEMENT »

On constate donc que les banques et les « autres » (organismes financiers, assurances) détiennent avec le secteur étranger (essentiellement les banques centrales étrangères) 62,5 % du total. C'est en particulier ce secteur des banques étrangères qui tend à devenir un des plus gros détenteurs de bons du trésor US au rythme du déficit extérieur des Etats-Unis. En 1977, « sur 55 milliards de dollars de déficit, 30 ont été financés par les banques centrales étrangères qui ont placé en bons du trésor américain les dollars accumulés au fil de leurs interventions » (« Le Monde », 23 février 1978).

Les bons du trésor constituent donc un moyen de prélever l'argent nécessaire aux dépenses publiques, argent qui sert à la réalisation de la valeur investie par les capitalistes. Mais ces titres détenus par les banques gonflent leur actif en créances représentatives d'un capital fictif (car ne provenant

d'aucun revenu d'aucun capital mis en valeur par l'Etat). Les dépenses de l'Etat sont en grande partie des dépenses de consommation improductives, et non des dépenses de consommation productives (augmentation du capital pour sa mise en valeur). Les bons du trésor ne sont donc représentatifs que des futurs emprunts donnant lieu à de nouvelles émissions de bons du trésor destinés à rembourser les créanciers de l'Etat.

Le gonflement de la dette publique traduit une situation où l'action de l'Etat pour entretenir le rythme d'accumulation dans les branches de pointe revient à constituer progressivement une ramification de crédits dont la base est constituée par les crédits accordés à l'Etat. On va donc assister à un gonflement d'actifs bancaires constitués par des créances sur les entreprises et sur le trésor ; l'aide que l'Etat américain apporte à certaines entreprises de certaines branches par l'intermédiaire de ses dépenses parasitaires d'armement a pour objectif d'entretenir l'accumulation dans ces branches. Cette accumulation a un effet entraînant sur les branches en amont qui, à leur tour, accumuleront, en partie par autofinancement, en partie par recours aux capitaux de prêts, et trouveront en aval les conditions de réalisation. Mais, en contrepartie, cette action entraînant de l'Etat implique un déficit qui contribue à accroître la masse des capitaux sous forme monétaire, dont une part importante ne correspond à aucun stade du cycle des capitaux particuliers, mais à du capital fictif.

L'intervention de l'Etat favorise donc l'accumulation du point de vue de certains capitaux particuliers, mais contribue à la détérioration du cycle du capital en général. Détérioration qui se traduit par un gonflement du capital monétaire, sous sa forme dominante à l'époque impérialiste, la monnaie de crédit, par rapport au capital réel...

Le rôle de l'Etat est donc sous cet aspect de multiplier les formes et les moyens du crédit tout en en étant l'ultime garant. Dans le cas des Etats-Unis, le rôle de l'Etat américain s'étend à l'échelle du marché mondial. Les dollars détenus par les banques centrales étrangères provenant des

achats ou des investissements des entreprises américaines sont des créances sur la banque centrale des Etats-Unis, tout comme la masse des eurodollars. Entretenir l'accumulation grâce au crédit accordé par et à l'Etat oblige à une intervention accélérée de l'Etat. La progression du parasitisme doit être exponentielle, car il y a une véritable course entre la vitesse d'accumulation des capitaux et la masse de ces capitaux. Pour comprendre cela, il suffit de se rappeler que la tendance à la baisse des taux de profit est l'autre expression du même processus que manifeste l'accumulation.

Qui dit tendances dit contre-tendances, et ce mouvement contradictoire accumulation-baisse du taux de profit est en effet atténué par les contre-tendances à la baisse du taux de profit comme :

— dévalorisation du capital constant (matières premières, énergie...);

— intensification du taux d'exploitation (hausse de la productivité);

— exportation de capitaux à la recherche d'une mise en valeur à de meilleures conditions.

A ces contre-tendances « classiques » s'ajoutent évidemment celles propres à l'époque impérialiste, comme la hausse des prix des secteurs monopolistes. Mais, à la différence des contre-tendances « classiques », elles n'ont que des effets « conditionnels » liés à la structure monopoliste des marchés. Car la hausse des prix ne résultant pas d'une augmentation de valeur est un procédé artificiel de manipulation de la loi de la valeur qui, tôt ou tard, s'imposera.

Les producteurs tentent de compenser la baisse des taux de profit unitaires par une production plus importante afin de maintenir les profits en valeur absolue. Dans ce cas comme dans celui de la hausse des prix, l'Etat est obligé d'accroître ses dépenses, afin toujours d'aider à la réalisation de la production dans des conditions permettant la poursuite de l'accumulation. Quelles sont les limites à l'intervention de l'Etat comme acheteur (d'armes par exemple), ou comme prêteur (souvent à fonds perdus) ?

On pourrait penser qu'il y a une limite résidant dans le degré de contrôle et de bureaucratization engendré par l'omniprésence de l'Etat. A la limite, l'Etat deviendrait seul détenteur du capital. D'un point de vue théorique, c'est déjà une absurdité (9), mais d'un point de vue concret, il en est du capitalisme d'Etat comme du « surimpérialisme » (10).

La tendance à la concentration du capital relève de la nature du capitalisme, des exigences des lois du marché mondial. Et la limite à cette tendance est évidemment dans les tensions entre les classes que provoquent ces perturbations. Elle est politique. D'une certaine manière, la France sous de Gaulle nous donne un aspect de ces limites.

Les trois tableaux publiés page suivante retracent l'évolution des structures industrielles de 1952 à 1972. On constate une évolution très différente de certains secteurs. Ainsi, la régression des industries agro-alimentaires et

(9) R. Rosdolsky relève dans son principal ouvrage *La genèse du « Capital »* chez Marx la nécessité d'une pluralité de capitaux, déjà indiquée par Marx : « Comme la valeur constitue la base du capital et que celui-ci n'existe donc nécessairement qu'à travers l'échange contre une autre valeur, il se repousse nécessairement lui-même. Un capital universel sans autres capitaux qui lui fassent face et contre lesquels il s'échange... est donc une absurdité. La répulsion qu'exercent les capitaux les uns à l'égard des autres est déjà impliquée en lui en tant qu'il est de la valeur d'échange réalisée. » (Fondements, tome I, p. 379).

(10) « Il est hors de doute que l'évolution tend à la constitution d'un trust unique mondial englobant toutes les entreprises sans exception et tous les Etats sans exception. Mais l'évolution s'accomplit en de telles circonstances, à un rythme tel, à travers de tels antagonismes, conflits et bouleversements — non pas seulement économiques mais politiques nationaux... qu'avant d'en arriver à la création d'un unique trust mondial, avant la fusion « surimpérialiste » universelle des capitaux financiers nationaux, l'impérialisme devra fatalement crever et le capitalisme se transformer en son contraire. » (Préface de Lénine à la brochure de Boukharine : *L'Economie mondiale et l'impérialisme*).

## Évolution de l'emploi en onze branches (1952-1972)

	En milliers			En %	
	1952	1972	De 1952 à 1972	1952	1972
1. Agriculture.....	5 201,0	2 505,0	- 2 696,0	31,4	14,5
2. Industries agricoles et alimentaires.....	646,1	648,3	2,2	3,9	3,8
3. Énergie.....	411,9	337,4	- 74,5	2,5	2,0
4. Industries intermédiaires.....	811,7	942,6	130,9	4,9	5,5
5. Industries d'équipement.....	1 553,2	2 364,9	811,7	9,4	13,7
6. Industries de consommation.....	2 271,2	1 855,8	- 415,4	13,7	10,8
7. Service du logement.....	62,1	82,5	20,4	0,4	0,5
8. Transports et télécommunications.....	935,5	1 106,0	170,5	5,7	6,4
9. Bâtiment et travaux publics.....	1 220,4	2 035,5	815,1	7,4	11,8
10. Services.....	1 771,0	2 914,5	1 143,5	10,7	16,9
11. Commerces.....	1 657,3	2 424,9	767,6	10,0	14,1
Ensemble des branches.....	16 541,4	17 217,4	+ 676,0	100	100

Note : La population active intérieure occupée comprend la population active des branches ici présentée et la population active dite hors branches (administrations, institutions financières et salaires des ménages, respectivement 2 732, 429 et 479 milliers de personnes en 1972), au total 20 917 000 personnes en 1972.

Source : Dossier statistique, tableau I.A.

## Croissance de l'économie française en onze branches (1952-1972)

En volume aux prix de 1959

	1972, sur la base 1952 = 100	1952-1972 croissance annuelle moyenne (en %)
1. Agriculture.....	164	2,5
2. Industries agricoles et alimentaires.....	229	4,25
3. Énergie.....	403	7,2
4. Industries intermédiaires.....	379	6,9
5. Industries d'équipement.....	416	7,4
6. Industries de consommation.....	248	4,7
7. Service du logement.....	258	4,85
8. Transports et télécommunications.....	276	5,2
9. Bâtiment et travaux publics.....	355	6,55
10. Services.....	281	5,3
11. Commerces *.....	283	5,35
Ensemble de l'économie.....	295	5,55

Note : Valeur ajoutée aux prix réels. La production intérieure brute (PIB) est la somme de la valeur ajoutée aux prix réels, et des droits et taxes sur importations. Elle croît légèrement plus vite que la valeur ajoutée étudiée ici.

\* Le partage volume-prix est conventionnel dans la branche commerces.

Source : Dossier statistique : tableaux I.1 et I.1 bis.

## Répartition de la valeur ajoutée à prix constants entre les onze branches (1952-1972)

	En %	
	1952	1972
1. Agriculture.....	12,0	6,7
2. Industries agricoles et alimentaires.....	7,6	5,9
3. Énergie.....	6,6	9,0
4. Industries intermédiaires.....	6,4	8,3
5. Industries d'équipement.....	11,4	16,1
6. Industries de consommation.....	10,5	8,8
7. Service du logement.....	3,3	2,8
8. Transports et télécommunications.....	6,0	5,7
9. Bâtiments et travaux publics.....	8,2	9,9
10. Services.....	13,1	12,5
11. Commerces *.....	14,9	14,3
Ensemble de l'économie.....	100	100

\* Voir note tableau 2.

Source : Dossier statistique, tableaux I.1 et I.1 bis.

de consommation (11) au profit des industries d'équipement (12) est une illustration des effets de la loi du développement de la production se faisant d'abord au compte des moyens de production. Mais il faut préciser que ce mouvement a été fortement atténué par le fait que les industries de moyens de production fournissent des produits qui entrent dans la consommation individuelle, les « biens de consommation durables » des ménages (la construction électrique est à 38 % dans le secteur II 1).

Cette lente restructuration s'est effectuée de 1958 à 1968 sans crise économique ouverte, bien qu'une lente progression du chômage en 1967 indiquait les effets de l'opération de modernisation du V<sup>e</sup> plan, en particulier opérée sous la direction gaulliste. Mais la grève générale de 1968 confirmait une fois de plus que l'économie est le concentré de la politique. L'opération bonapartiste que de Gaulle tenta à partir de 1958 visait à créer les conditions politiques correspondant aux intérêts du capital financier français ; son échec progressif se traduisit par l'inacceptation par la classe ouvrière des attaques qu'elle subissait.

L'économie en Allemagne sous le nazisme offrit un autre exemple de la logique de l'intervention de l'Etat, comme le montre par exemple Daniel Guérin dans « Fascisme et grand capital » : une fois les conditions politiques réunies pour briser la classe ouvrière allemande, l'Etat nazi continue d'aider le capital dans sa recherche des plus grands profits. L'Etat « interdit » la concurrence aux entreprises existantes, qui sont autorisées à relever leurs prix et à se constituer en cartels. L'Etat national-socialiste se lance dans l'économie d'armement, à la plus grande joie des capitalistes du secteur I parmi lesquels se trouvaient nombre de bailleurs de fonds d'Hitler d'avant 1933. Mais le financement inflationniste de l'économie d'armement s'ajoutant à l'ensemble des sub-

ventions de toutes sortes se traduit par une rapide dépréciation du mark qui conduit l'Etat à l'autarcie pour éviter la fuite des capitaux et le poids insupportable des importations. La conclusion de cette évolution, c'est bien entendu le passage à l'économie de guerre.

L'Allemagne vit en vase clos, comme les pays belligérants lors de la Première Guerre mondiale. L'Etat, tel un état-major, militarise l'économie. Toute crise porte en elle à l'époque impérialiste le saut dans l'économie de guerre : les tendances protectionnistes, les craquements sur le marché mondial, l'impasse des ententes du genre Marché commun confirment cette implacable logique. Seule la force du prolétariat empêche jusqu'à présent les loups de se jeter dans la mêlée, en même temps que c'est cela qui les y conduit.

L'intervention de l'Etat ne supprime pas les effets de la loi de la valeur, elle les déplace pour un temps d'un terrain à un autre. Les premières manifestations de la crise sont celles de la crise monétaire et de l'inflation mondiale.

Mais l'inflation nous ramène aux causes de la crise : la contradiction entre le caractère social de la production et le mode privé d'appropriation. Arrivé à ce stade, l'intervention de l'Etat devient de plus en plus dangereuse par l'ampleur même qu'elle doit prendre. La société souffre d'un excès de capital. La politique de Barre, de diminution de l'endettement et du déficit des entreprises publiques, traduit cette réalité : le parasitisme engendré par les dépenses et interventions de l'Etat dans tous les pays capitalistes doit être réduit, ce qui revient à dire que l'Etat devrait faire aujourd'hui ce qu'il a hésité à faire il y a dix, quinze ou vingt ans.

La bourgeoisie ne se retire jamais ; elle « n'est pas un produit passif du développement économique, mais une force historique active et vivante » (Trotsky : « La nouvelle étape »), c'est pourquoi, même lorsque les conditions de son combat contre le prolétariat semblent les plus mauvaises, on la voit rassembler toutes ses forces et tous ses alliés.

(11) Textile, habillement, bois, papier, cuir, édition...

(12) Industries mécaniques, électriques, automobiles, navales, aéronautiques et d'armement.

## ampleur et limites du parasitisme

Nous allons utiliser deux études de l'INSEE publiées dans sa revue « Statistiques et études financières » n° 25 pour montrer comment les données des publications officielles confirment l'analyse de la crise du marché mondial et de ses économies capitalistes, de la crise de l'impérialisme, que seule l'OCI a pu faire jusqu'à présent grâce aux matériaux théoriques légués par Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg...

### DONNEES POUR L'ANALYSE DE LA CRISE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Les graphiques I, II, III, IV et V, ci-contre, mettent en évidence une période clé dans les années 1950-1960, celle de 1965-1968 qui semble influencer l'évolution de la plupart des indicateurs tels que : les prix, le taux d'accumulation, la part des salaires et des profits dans la production, les taux de profit, l'endettement des entreprises. Les indicateurs retenus ici, comme les taux de profit ou d'accumulation, ne correspondent pas exactement aux catégories économiques que les marxistes ont l'habitude de désigner sous ces mêmes noms. Cependant, ils donnent dans leur tendance une assez bonne représentation de celle de ces catégories.

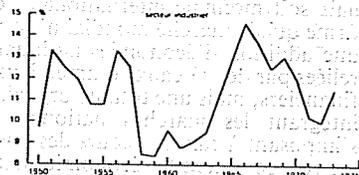
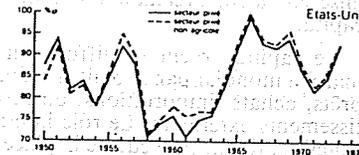
De 1960 à 1965, l'intervention de l'Etat américain par le biais de ses commandes militaires s'est très fortement accélérée. C'est aussi une phase de très forte reprise du taux d'accumulation et des taux de profit. A l'opposé, la part des salaires dans la production connaît une évolution défavorable. Dans le même temps, l'endettement des entreprises commence à s'accroître d'une manière

quasiment ininterrompue jusqu'à aujourd'hui.

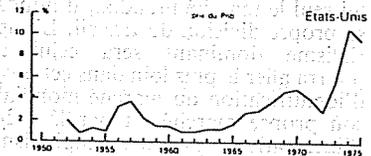
A partir de 1965-1968, les indicateurs précédents évoluent différemment. La part des salaires dans la production retrouve une tendance plus favorable, les taux de profit décroissent et « les entreprises américaines ont dû, face à la dégradation de leur rentabilité, avoir recours d'une manière croissante à l'endettement pour poursuivre leur accumulation » (« Statistiques et études financières », p. 30), laquelle cependant connaît une évolution comparable à celle des taux de profit, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Malgré une très forte poussée en 1967-1968, les dépenses militaires ne suffisent pas à une relance de l'accumulation. Par la suite, le budget militaire connaît une croissance plus régulière, plus linéaire qu'exponentielle. L'ensemble des techniques parasitaires (endettement général) ont déplacé les effets de la crise sur un terrain monétaire et financier, qui commence à reporter à son tour les effets de la crise sur le terrain d'origine, celui de la production. Le ralentissement qui débute en 1965 contraint les firmes à emprunter encore plus qu'auparavant, avec l'accord — sinon l'initiative — de l'Etat, premier emprunteur.

La création monétaire, à partir de cette période, va être d'une ampleur impressionnante. L'endettement de l'économie américaine (3 900 milliards de dollars en 1978, selon la revue du capital américain « Business Week »), les déficits budgétaires, les déficits de la balance des paiements, la croissance de la masse des eurosdollars traduisent les efforts gigantesques de l'impérialisme américain pour maintenir la machine en marche. Mais la monnaie ne se manipule pas sans conséquences. Elle est une marchandise particulière, mais une marchandise quand même ; elle a une valeur ; partant de là, elle

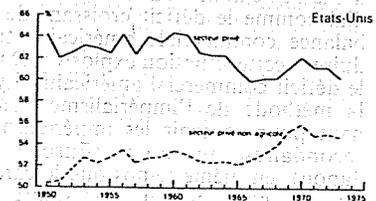
### I. TAUX D'ACCUMULATION (FBCF/STOCK DE CAPITAL FIXE).



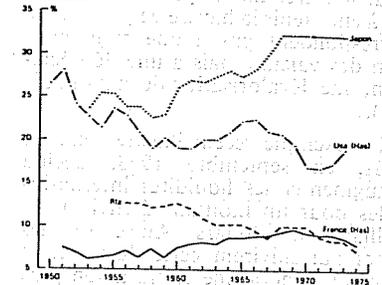
### II. TAUX DE CROISSANCE DU NIVEAU GENERAL DES PRIX.



### III. PART DES SALAIRES DANS LA PRODUCTION CORRIGEE DE LA SALARISATION CROISSANTE.

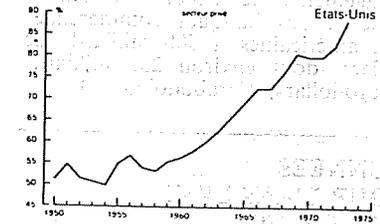


### IV. TAUX DE PROFIT RETENU COMPARES, SECTEUR INDUS- TRIEL.

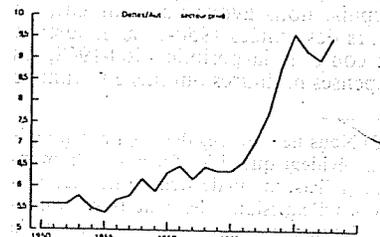
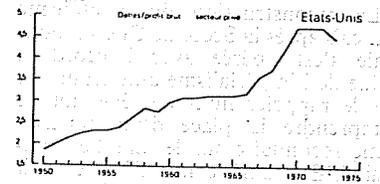


### V. ENDETTEMENT DES ENTRE- PRISES :

#### 1) DETTES/STOCK DE CAPI- TAL ;



#### 2) DETTES/PROFIT BRUT ; 3) DETTES/AUTOFINANCE- MENT.



peut faire fonction d'équivalent général, de mesure des valeurs, de moyen de circulation... Mais cette monnaie qui se multiplie, par simple écriture, pour « entretenir le cycle », n'aboutit qu'à entretenir la hausse de prix qui ne correspondent pas à une augmentation des valeurs mais à une dépréciation, une dévalorisation de la monnaie (13).

Un exemple récent illustre cela. Le FMI, en septembre 1978, décida d'augmenter les liquidités internationales pour un montant d'environ 40 milliards de dollars. Au cours des jours qui suivirent cette décision, la monnaie américaine chuta à son plus bas niveau par rapport aux autres devises, et surtout par rapport à l'or. Il est vrai que, selon une estimation (14), on pouvait évaluer le total des avoirs en dollars correspondant à des engagements de l'économie américaine et des banques commerciales non américaines à 500 milliards de dollars (dont environ 250 milliards d'eurodollars, d'arabodollars...).

### DONNEES POUR L'ANALYSE DE LA CRISE DU CAPITALISME FRANÇAIS

La reconstruction du capitalisme français après la Seconde Guerre mondiale s'est opérée avec l'accord et l'aide de l'impérialisme américain. Ne pas le rappeler nous empêcherait de comprendre la place d'un impérialisme secondaire sur le marché mondial. L'Etat américain a dû intervenir pour soutenir le rythme de l'accumulation dès avant la guerre de Corée. Depuis, nous avons vu comment, au cours des années 1950-1960 et surtout au cours de la période 1960-1968, les dépenses militaires ont mis en avant ce

(13) Nous ne pouvons développer ici, mais il est évident que si les formes de la monnaie (billets, monnaie scripturale), les conditions d'émission et les conditions de convertibilité ont évolué, les fonctions de la monnaie demeurent.

(14) *Problèmes économiques* n° 1531, 13 juillet 1977, p. 12.

rôle de l'Etat. Son intervention consiste à imposer une production à crédit sur le marché mondial. Une part de ce capital de prêt est purement fictive, puisque ne correspondant pas à une mise en valeur préalable ou future de capital.

Le capital argent se diffuse sur le marché mondial par le biais des dons, prêts, achats (importations) ou investissements extérieurs. Le rôle international du dollar procède de la place de l'impérialisme américain qui fait de la banque centrale des Etats-Unis l'ultime place de refinancement mondial (même si le FMI sert d'intermédiaire). Le fait qu'une monnaie nationale soit monnaie internationale confirme que le marché mondial n'est pas une addition d'économies nationales, reliées par des réseaux commerciaux et financiers, mais une totalité organique intégrant les marchés nationaux et s'imposant à eux. Au cours des crises, on voit comment les économies nationales tentent à la fois de s'imposer dans la division internationale du travail et d'échapper à cette division. Or, il en est ainsi en permanence. Dans le développement d'un capitalisme national, il y a déjà la perspective du marché mondial. La tendance de chaque impérialisme, c'est de constituer à lui seul le marché mondial, d'imposer sa propre division du travail. L'impérialisme dominant sera celui qui pourra aller le plus loin dans cette voie d'identification du marché mondial à son propre marché, et par là même d'intégration des autres capitalismes nationaux.

Mais cela signifie que l'impérialisme américain intègre à ses propres contradictions l'ensemble des contradictions du marché mondial, et d'autant plus qu'il rencontrera de difficultés dans son rôle historique. Le gonflement de la masse de dollars sur le marché mondial comme le déficit croissant de la balance commerciale américaine traduisent cette situation explosive. Dans le déficit commercial américain, il y a la méthode de l'impérialisme dominant pour soutenir les impérialismes secondaires en crise (Europe et Japon), en même temps que le caractère de plus en plus parasitaire de l'émission de dollars, qui se traduit par une relance de la hausse des prix aux Etats-Unis.

L'économie française, après l'aide Marshall, a bénéficié du flux d'investissements américains vers l'Europe, lequel s'est fortement accéléré dans le courant des années 1960. « La France a très nettement été un pays importateur net de capitaux entre 1962 et 1970. » (15). A ces capitaux vont s'ajouter par la suite les emprunts effectués sur le marché des eurodollars.

« Neuf entreprises publiques : CEA, Charbonnages, EDF, Compagnie nationale du Rhône, GDF, SNCF, RATP, Air France, Aéroport de Paris, qui avaient emprunté à l'extérieur 512 millions de francs de 1962 à 1967, 3 699 millions de francs de 1968 à 1972, ont emprunté 7 840 millions de francs en 1973-1974. » (*Le Pors* : Les béquilles du capital, p. 47).

Nous avons là une manifestation du rôle que joue l'impérialisme américain dans le soutien à l'économie mondiale. Il est incontestable qu'en France, une « relance » par l'intermédiaire des dépenses militaires, dans une proportion semblable à celle des Etats-Unis, est impossible. L'intervention de l'Etat va donc se faire à partir des moyens centralisés à sa disposition : le système monétaire et bancaire, et le secteur public.

En 1945, la reconstitution du pouvoir de la bourgeoisie exigeait le renforcement de l'Etat. La bourgeoisie derrière de Gaulle, les stalinien et les réformistes réalisèrent l'union sacrée devant l'autel de l'Etat bourgeois. Seulement, si la reconstruction d'un Etat bourgeois imposait « une seule armée, une seule police », sa tâche devant être aussi d'encourager la mise en valeur du capital, l'accumulation, elle imposait aussi qu'un certain nombre de moyens soient à sa disposition pour cette tâche. Les nationalisations de l'après-deuxième guerre permirent une centralisation du capital par le biais d'un système bancaire réorganisé : la Banque de France et les quatre plus grandes banques de dépôt nationalisées, les organismes parabancaires (Crédit national, Caisse des

(15) *La fresque du système productif français* (INSEE), p. 193.

dépôts et consignations, Crédit foncier, ...), les compagnies d'assurances. Elles permirent aussi une politique de l'énergie (EDF, GDF, Charbonnages), une politique des transports (SNCF).

Le premier plan, dit « plan Monnet », illustra cette situation :

« Le premier plan était celui des options de base : il prévoyait une priorité pour la reconstruction de l'appareil productif et le rétablissement de l'infrastructure sans laquelle rien ne peut fonctionner : charbon, électricité, acier, tracteurs, chemins de fer, ports. En fait, l'investissement était fait par l'Etat » et « le plan a été réalisé essentiellement grâce au plan Marshall. » (*André Philip* : Histoire des faits économiques et sociaux, p. 546).

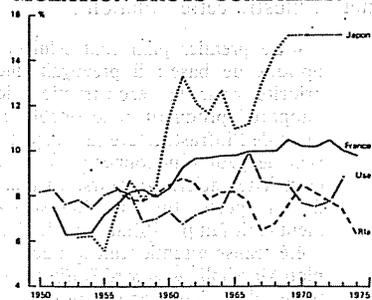
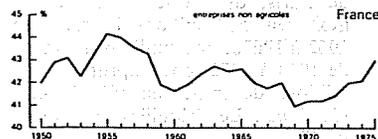
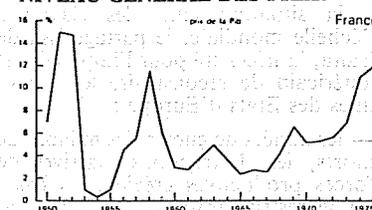
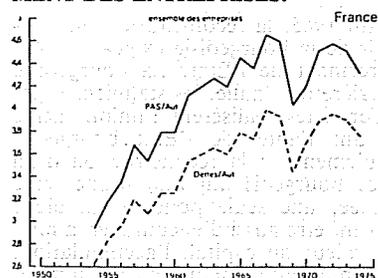
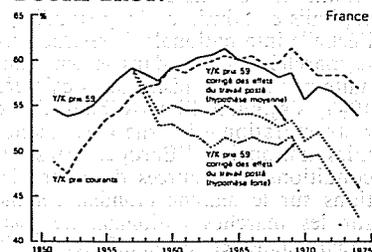
Evidemment de telles restructurations, bien que limitées, s'opéraient par l'intermédiaire de l'Etat pour deux grandes raisons au moins :

— la situation entre les classes à l'échelle mondiale, le partage issu de Yalta, la nécessité pour l'impérialisme américain de reconstruire les économies des Etats d'Europe ;

— les années de guerre, les millions de morts, les destructions massives de forces productives créaient les bases d'une restructuration, d'une concentration du capital.

Dans ces conditions — la puissance de la classe ouvrière et la faiblesse de la bourgeoisie française —, l'union nationale avait pour but la reconstruction de l'Etat bourgeois et aussi la limitation des entraves à l'économie capitaliste. Ainsi, à l'impossibilité à l'échelle internationale de restructurer le marché mondial dans le sens souhaité par l'impérialisme américain dès 1943, s'ajoutait l'impossibilité d'une restructuration « interne » des économies nationales d'Europe. Dans ces conditions, les sources de contradictions sur le marché mondial comme sur les marchés nationaux ne pouvaient manquer de manifester par la suite leurs effets dans les formes particulières à la nouvelle période.

La tentative de De Gaulle de renforcer la place du capital financier français sur le marché mondial passait

**GRAPHIQUE I : TAUX D'ACCUMULATION BRUTS COMPARES.**

**G. IV : PART DES SALAIRES DANS LA PRODUCTION CORRIGEE DE LA SALARISATION CROISSANTE.**

**G. II : TAUX DE CROISSANCE DU NIVEAU GENERAL DES PRIX.**

**G. V : STRUCTURE D'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES.**

**G. III : PRODUCTIVITE APPARENTE DU CAPITAL FIXE PRODUCTIF BRUT.**


avant toute chose par la nécessité de domestiquer la classe ouvrière pour la détruire comme classe pour soi. Cette période, comme celle ouverte à partir de son échec en 1968-1969, se retrouve dans les éléments statistiques des études de l'INSEE. Les graphiques I, II, III, IV et V ci-contre nous permettent d'illustrer les formes générales de la crise en France. La date du retournement visible dans la situation, c'est incontestablement 1969, l'année de la dévaluation, un an après la grève générale. C'est à partir de 1969 que le taux d'accumulation commence à décroître en liaison avec le taux de profit ; mais si on élimine les effets de l'inflation (prix 1959), on constate, en retenant comme indicateur la productivité apparente du capital fixe productif brut (PIB/stock de capital), une évolution à la baisse depuis 1964. Dans les années qui suivent, l'indice des prix retrouve une tendance ascendante, tout comme l'endettement des entreprises. En 1969, le retournement le plus important se manifeste dans le partage de la production entre salaires et profits. De 1954 à 1969, la part des profits dans la valeur ajoutée (en France, on mesure la production intérieure brute par la somme des valeurs ajoutées dans les branches) passe de 23,4 % à 36,3 % en tenant compte de la salarisation croissante. A partir de

1969, la part des salaires recommence à croître au détriment des profits.

Dans un tableau rassemblant l'ensemble des transferts Etat-industrie, Le Pors nous montre des évolutions très révélatrices des phénomènes que nous venons de repérer grâce aux documents de l'INSEE. Parlant des prêts du FDES, Le Pors écrit :

« La part allant au secteur public a fortement diminué : jusqu'en 1972 elle se situait entre 60 et 70 % des prêts recensés ; elle tombe en dessous de 40 % en 1973 et 1974. En prenant comme base les dotations budgétaires, la part des entreprises nationales dans les prêts du FDES n'est plus que de 13 % en 1974, 22 % en 1975, mais elle remonte à 42 % en 1976, ce qui montre l'utilisation contracyclique du secteur public par l'Etat et le rôle éminent des investissements des entreprises nationalisées en conjoncture déprimée. »

C'est donc que le secteur privé a besoin d'une aide directe, « ainsi, la part relative des subventions au secteur privé industriel a doublé à partir de 1969 » (p. 46).

A l'aide du tableau ci-dessous, étudions le rôle des pouvoirs publics dans

**FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS EN FRANCE  
EN 1962, 1967, 1973, 1974, 1975**

Sources de financement	1962		1967		1973		1974		1975	
	MF	%	MF	%	MF	%	MF	%	MF	%
Fonds publics	15,8	19,8	24,3	16,9	36,6	12,5	41,3	11,9	58	15,8
Organismes spécialisés :										
- ressources propres	4,7	5,9	15,8	11,0	40,8	13,9	43,1	12,4	54	14,7
- emprunts	1,8	2,3	5,4	3,8	12,0	4,1	8,7	2,5	13	3,5
Autres emprunts et émissions du marché financier	7,2	9,0	8,9	6,1	25,9	8,9	22,7	6,5	41	11,1
Crédit à moyen terme	7,3	9,1	15,0	10,4	21,8	7,5	21,8	6,3		
Solde des autres emplois et ressources									202	54,9
Total	79,9	100	144,0	100	292,2	100	347,7	100	368	100

le financement des investissements globaux en France. On constate que l'ensemble des organismes publics (Etat + organismes spécialisés) contribuent pour 28 % des investissements en 1962, 31,7 % en 1967, 30,5 % en 1973, 26,8 % en 1974, et 34 % en 1975 ; ainsi, jusqu'en 1967, l'investissement d'Etat constitue un facteur entraînant (le multiplicateur !). Par contre, en 1974-1975, l'accroissement du total des investissements est entièrement dû à l'augmentation des investissements financés par le secteur public, ceux du secteur privé s'étant arrêtés. Si l'intervention de l'Etat en France s'opère selon des modalités différentes de celles utilisées aux Etats-Unis, l'objectif demeure le même, maintenir, entraîner le rythme de l'accumulation.

Les phases d'accélération des transferts publics peuvent être situées, sur le graphique publié page précédente, en 1963, 1965, 1967, 1969, 1970. Si on repère ces dates sur celui publié ci-dessous, on observe :

— qu'elles succèdent à des phases de ralentissement des profits ;

— à l'exception de 1969, mais cette date correspond à la fin de la phase ascendante du taux d'accumulation, l'intervention des pouvoirs publics est insuffisante. Les contre-tendances à la

baisse des taux de profit ne jouent plus aussi facilement, ce qui rend l'intervention publique de plus en plus indispensable. Mais bien que de plus en plus indispensable et nécessaire, elle est de moins en moins suffisante.

« En résumé, jusqu'en 1970, l'augmentation considérable du taux d'accumulation (du capital fixe productif) a été financée par :

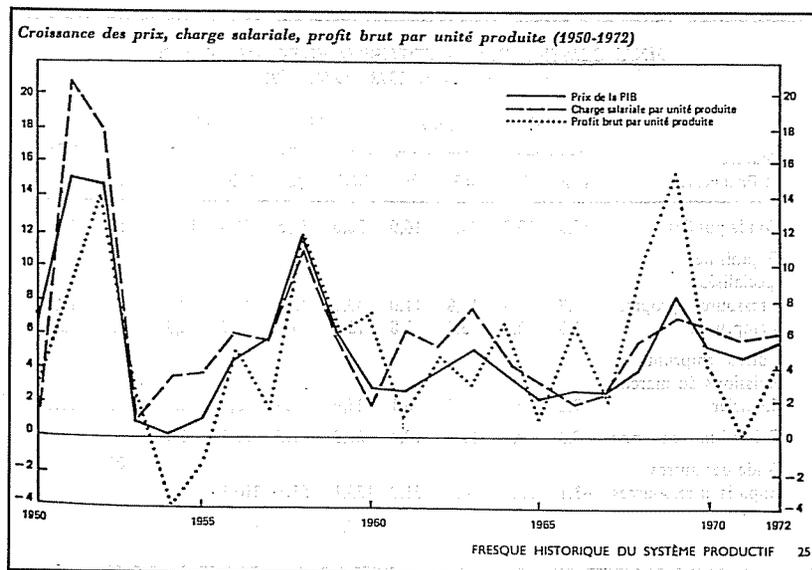
— la diminution de la part des salaires dans la valeur ajoutée, qui explique avec la diminution du prix relatif de la Formation brute de capital fixe une partie importante de la progression du taux de profit ;

— la diminution du prélèvement de l'Etat sur les entreprises, qui explique une autre partie de la progression du taux de profit ;

— le transfert d'une partie des dividendes vers l'autofinancement (profit retenu) ;

— le désengagement de l'Etat des circuits financiers de l'emprunt, qui a fait fonctionner la création monétaire d'une manière plus systématique au profit des entreprises et de l'investissement productif ;

— une légère augmentation du taux d'épargne des ménages (pour mémoire).



Notons enfin la part la plus importante, cachée : le taux d'accumulation aurait été beaucoup plus élevé si l'extension du travail posté n'avait permis des économies considérables de capital fixe. [ça c'est l'interprétation bourgeoise — NDLR]

A partir de 1970, les quatre premiers phénomènes ne jouent plus dans le « bon » sens, mais plutôt dans l'autre, en particulier pour le premier, de telle sorte que c'est, au contraire, le dernier (augmentation du taux d'épargne des ménages) qui va permettre de maintenir le taux d'accumulation au niveau élevé atteint antérieurement. Le résultat en est une amélioration relative de la rentabilité financière des firmes et une « détérioration » rapide de leur structure de passif.

Ainsi, dans l'échantillon d'entreprises de la centrale de bilans de la Sédés, la rentabilité financière des entreprises non financières passe de 17,8 % en 1966 à 24,6 % en 1973 (année exceptionnelle : 20,8 % en 1972), dans l'échantillon de la Banque de France de 27,8 % en 1969 à 39,2 % en 1973 (28,5 % en 1972) ; l'échantillon du Crédit national fait apparaître, lui, une stabilité.

Par contre, et corollairement, la structure du passif des entreprises se dégrade puisqu'une partie plus importante de leurs investissements (ou de leurs stocks) est financée par l'emprunt. Ceci apparaît encore nettement sur le tableau suivant :

#### Taux d'endettement par grands secteurs industriels

Ratio :  $\frac{\text{dettes totales}}{\text{capitaux propres}}$

	1966	1969	1973
<b>Industries intermédiaires</b>			
Sedes	1,2	1,2	1,6
Crédit national	—	1,2	1,8
Banque de France	—	1,3	1,6 (72)
<b>Industries d'équipement</b>			
Sedes	1,9	2,3	2,8
Crédit national	—	2,9	3,5
Banque de France	—	2,1	2,5 (72)

Industries de consommation courante	1,0	1,1	1,8
Sedes	—	—	—
Crédit national	—	—	—
Banque de France	—	1,5	1,8 (72)

Source : note INSEE n° 409/EE (8 avril 1975) - Statistiques et études financières, n° 25, p. 56.

De 20 % en 1959, le prélèvement fiscal de l'Etat dans l'industrie baisse jusqu'à 13,5 % en 1972. Seuls les secteurs de l'énergie, du service du logement, des transports et télécommunications subissent sur cette période un prélèvement fiscal en augmentation ; ces secteurs sont en majorité du domaine public. « De 1957 à 1963, l'économie de capital fixe productif dans l'industrie liée à l'extension du travail posté a été au minimum de 15 %. » De 1957 à 1974, l'économie se monte à au moins 25 %.

La réorganisation du réseau bancaire a permis une centralisation de la masse monétaire et de l'épargne permettant un recours massif facilité à l'emprunt comme source de financement de l'accumulation... Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des principales contreparties de la masse monétaire (masse monétaire = billets + dépôts à vue). Les contreparties de la masse monétaire, ce sont les facteurs de création de la monnaie.

#### Contreparties de la masse monétaire

	Or et devises	Crédits à l'économie	Créances sur le Trésor	Total
1950	14	43	43	100
1958	0	60	40	100
1970	7	75	18	100
1973	7	84	9	100

Source : Note Prévision Grm n° 454 (A. Coutière)

La part des crédits à l'économie constitue la source la plus importante de création monétaire. La faiblesse de la part du trésor (à la différence des Etats-Unis) s'explique par les formes d'intervention de l'Etat en France pour entretenir le rythme de l'accumulation. Mais la traduction de ce recours à la création monétaire par le

crédit se trouvera dans la hausse des prix.

Le capital argent ainsi créé n'est qu'en partie porté ou destiné à être porté par des valeurs d'usage. Sa reproduction dépend donc de son seul mouvement. Mais le mouvement spéculatif du capital argent non seulement ne saurait pallier au déroulement du cycle du capital en général, mais en plus perturbe son procès de valorisation (hausse des prix et des taux d'intérêt), ce qui repousse encore plus l'hypothèse d'une couverture de la partie fictive du capital.

### DES CONTRADICTIONS INSURMONTABLES

Si l'hypothèse d'un krach boursier, comme à Wall Street en 1929, est peu envisageable, tout comme l'hypothèse d'une faillite bancaire comme celle de la Kreditanstalt de Vienne en 1930, servant de détonateur à la crise ouverte, lézardant le marché mondial, il serait totalement faux de penser que le capitalisme est capable de supporter sa crise en douceur. La crise de l'impérialisme en tant que système social de production se manifeste aujourd'hui sous tous ses aspects. Reprenons la résolution du XIX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI sur ce point :

« Désormais, à l'échelle mondiale, l'inflation a atteint des proportions incontrôlables, un mouvement d'emballement inexorable s'accélère, alors que la peur d'un effondrement du marché mondial étreint tous les dirigeants du capital, les gouvernements, les hommes politiques bourgeois.

Les développements et les rapports économiques ne peuvent être isolés de l'ensemble des rapports sociaux dont ils sont d'ailleurs une expression et une composante (*« Les catégories économiques sont l'expression théorique des rapports sociaux »* — Marx : *Misère de la philosophie*).

La relation entre développement de la crise économique et mûrissement de la crise révolutionnaire n'est pas une relation mécanique. Comme le disait Trotsky, *« en général, il n'y a pas de dépendance automatique du mouvement prolétarien révolution-*

*naire par rapport aux crises. Il n'y a qu'une relation dialectique. »* (*Rapport au III<sup>e</sup> Congrès de l'IC*).

Selon les rapports de classes dans lesquels se matérialise une crise économique, ses effets politiques peuvent être très différents. Inversement, la crise économique proprement dite, l'interruption du « procès de production », n'est pas un préalable nécessaire à une crise révolutionnaire.

Mais la « relation dialectique » dont parle Trotsky doit être saisie concrètement. C'est dans leur expression historiquement concrète que s'imposent aujourd'hui, à toutes les bourgeoisies, avec une force contraignante, « les lois immanentes du mode de production capitaliste ». Comme le remarquait Trotsky à propos de la crise de 1929, à l'époque du capitalisme ascendant, en définitive les crises n'étaient que des *« interruptions brèves et relativement peu profondes, tandis que chaque phase ascensionnelle dépassait de loin les sommets atteints par la précédente »*, tandis que *« si les cycles d'autrefois constituaient le mécanisme d'un ample mouvement de développement, ceux d'aujourd'hui ne peuvent être que le mécanisme de la décadence capitaliste »* (18 août 1932).

Mais même la référence à la crise de 1929 reste abstraite si l'on ne précise pas le contenu de la crise économique dont les signes précurseurs se multiplient : ce qui lui donnera son caractère explosif, c'est qu'elle combinera les contradictions fondamentales du capitalisme en général, leur manifestation au stade impérialiste, et les conséquences des conditions dans lesquelles l'impérialisme a survécu. Ce qui englobe les rapports entre les classes et les relations au sein des classes.

Les développements et les rapports économiques qui se sont affirmés ces dernières années ne constituent pas un élément « en soi » : ils sont une expression de tout un développement dans lequel une place essentielle est tenue par les positions nouvelles arrachées à l'échelle internationale par la classe ouvrière, son renforcement comme classe, consolidé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la vague révolutionnaire qui amorça sa transformation en guerre civile.

Aujourd'hui, ces développements interviennent directement dans le sens de la mobilisation déjà engagée du prolétariat, dans le sens de la transformation des crises politiques de la bourgeoisie en crise révolutionnaire. »

Eviter que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire, atténuer la crise économique pour atténuer la crise politique pour ne pas précipiter la crise économique... c'est une course infernale.

La tentative de Barre « d'éponger », de « dégraisser » un peu du parasitisme qui boursoufle l'économie s'appuie sur les délais obtenus grâce à la politique des appareils, et surtout de l'appareil stalinien dans la récente période électorale. Mais cette politique ne peut se comprendre qu'à la lumière de la concurrence que se livrent, sur le marché mondial, les économies capitalistes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, lors des prémices de la crise, la concurrence s'intensifiait et se traduisait

généralement par un mouvement des prix à la baisse (dans une situation de surproduction, il n'y a pas de place pour tous les producteurs !).

Aujourd'hui, la contradiction de l'intervention de l'Etat, entretenir l'accumulation et la réalisation par des méthodes conduisant à la dépréciation monétaire et la hausse des prix, amène les Etats bourgeois à tenter de stimuler l'économie en étant moins inflationnistes que les concurrents (par la politique du « stop and go », par exemple). La politique de Barre est d'éliminer les secteurs les moins compétitifs, afin de réduire l'aide que l'Etat leur apportait (directement ou indirectement). Ce qui devrait avoir pour conséquence un ralentissement de l'inflation, ce dont bénéficieraient les secteurs compétitifs, mais c'est aussi ce qui conduit à la montée du chômage !

Michel Dauberny,  
septembre 1978.  
(A suivre)

# Léon Trotsky

## œuvres

NOVEMBRE 1933/AVRIL 1934

# 3

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT  
LEON TROTSKY

edi

UN OUTIL  
INDISPENSABLE  
DANS LE COMBAT POLITIQUE

## l'édition des Œuvres de Léon Trotsky

par Jean-Jacques MARIE

« C'est pour des raisons purement conjoncturelles, souligne Pierre Broué dans sa présentation générale du premier volume des Œuvres de Léon Trotsky, que la grande entreprise annoncée par Marguerite Bonnet commence par la publication des œuvres de Trotsky pour la période 1933-1940, c'est-à-dire celle de son combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Il n'y a pas lieu de le regretter. »

L'année et demie couverte par les trois premiers volumes ne peut que confirmer cette appréciation mesurée. On y peut suivre pas à pas comment, face à chaque événement, petit ou grand, Trotsky applique avec ténacité, fermeté, souplesse et rigueur la méthode de construction de la Quatrième Internationale.

« L'heure a sonné ! Il faut ouvertement poser la question de la préparation à la fondation d'un nouveau parti. » Telle est, parlant de l'Allemagne, la nouvelle tâche indiquée par Trotsky, sur laquelle s'ouvre le premier volume, tâche nouvelle en effet, qui indique un changement radical

dans le combat de l'Opposition de gauche. Jusqu'alors, celle-ci s'était donné pour objectif de redresser l'Internationale communiste et ses partis. C'est dans cette perspective que, depuis la fin de 1930, Trotsky avait inlassablement défini à l'intention du PC allemand, adepte fidèle de la « théorie » stalinienne du « social-fascisme », une politique de front unique : l'un des axes de cette politique était d'y gagner le Parti communiste pour qu'il en soit le moteur. Et c'est dans la mesure où le refus obstiné du PC allemand — imposé par le Kremlin — d'accepter cette politique et de la mettre en œuvre a permis à Hitler d'écraser en toute tranquillité les organisations du prolétariat allemand, et donc de disloquer ce dernier, que Trotsky en tire la conclusion : le Parti communiste allemand est mort. Il faut en construire un autre. Le stalinisme est mort à jamais en Allemagne.

Le tome III des Œuvres de Léon Trotsky vient de sortir aux éditions EDI. Il est en vente au prix de 42 F (27 F pour les militants de l'OCI).

Cette affirmation suscite des discussions dans l'Opposition de gauche. Les évoquant dans un article du 29 mars 1933 sous le titre *Il faut un nouveau parti en Allemagne*, Trotsky définit en quelques lignes l'enjeu même du combat mené au cours des années précédentes et la méthode qui guide constamment chacune des suggestions et des propositions qu'il avance :

« Notre point de départ était que la clef de la situation était entre les mains du KPD. Et c'était juste. Seul un tournant, pris à temps, du KPD, pouvait sauver la situation. S'opposer au parti dans ces conditions, en proclamant d'avance sa mort, aurait signifié *a priori* l'inévitabilité de la victoire du fascisme. Nous ne pouvions le faire. Il nous fallait épuiser jusqu'au bout toutes les possibilités de la situation ancienne. Maintenant la situation a fondamentalement changé. La victoire du fascisme est un fait, tout comme l'effondrement du KPD. » (pp. 72-73).

Quelle conclusion en tirer au plan de l'Internationale ? La logique formelle voudrait que si le parti stalinien allemand, l'un des piliers de l'Internationale, est mort, les autres le soient aussi.

Trotsky se reprochera plus tard d'avoir hésité et tardé à conclure en ces termes, comme en font foi deux textes reproduits dans le premier et le second volumes, mais la critique qu'il s'adressera porte non sur la méthode qu'il a choisi d'appliquer mais sur la disponibilité de toute l'Opposition à tirer les conséquences nécessaires une fois que les faits auront tranché. Le 12 mars, il écrit en effet :

« Ici se pose naturellement la question de savoir quelle attitude adopter vis-à-vis des autres sections de l'IC et de la III<sup>e</sup> Internationale dans son ensemble. Rompons-nous tout de suite avec elles ? A mon avis, il serait faux de répondre de façon rigide à cette question, que « nous rompons ». L'écroulement du KPD diminue évidemment les chances de pouvoir régénérer l'Internationale communiste. Mais, par ailleurs, cette catastrophe peut précisément provoquer dans plusieurs sections des réactions saines. Nous devons être prêts à

aider ce processus (...). La question n'est pas de créer la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de sauver la III<sup>e</sup>. »

Et le 23 mars, il précise :

« Nous ne pouvons savoir à l'avance quelle sera, dans les autres sections de l'Internationale communiste, la réaction à la victoire du fascisme. Ici la vérification revient aux événements avec notre aide active. » (p. 75).

## VERS LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Le 1<sup>er</sup>, puis le 5 avril, le comité exécutif de l'Internationale communiste affirme par deux fois, à l'unanimité, la justesse de la ligne suivie par les dirigeants du PC allemand avant, pendant et après la prise du pouvoir par Hitler, et interdit toute discussion sur la justesse de cette ligne. Les partis membres de l'Internationale communiste vont-ils avaler sans broncher cette double imposture ? A part quelques grognements vite étouffés de quelques responsables du parti tchécoslovaque et l'exclusion d'un membre de son BP, toutes les sections de l'Internationale s'alignent en chœur. Dès lors, il faut tourner. Et le 15 juillet 1933, Trotsky publie dans le bulletin intérieur de l'Opposition de gauche, le texte *Il faut construire de nouveau des partis communistes et une nouvelle Internationale*.

« Le plus dangereux en politique, affirme-t-il, est de rester prisonnier de sa propre formule, correcte hier, mais privée de tout contenu aujourd'hui. »

L'effondrement du KPD avait encore théoriquement laissé deux possibilités à la bureaucratie stalinienne : ou bien une révision complète de la politique et du régime, ou au contraire un étranglement définitif de tous les restes de vie des sections de l'Internationale communiste. L'Opposition de gauche était guidée par cette possibilité théorique quand, avançant déjà pour l'Allemagne le mot d'ordre du nouveau parti, elle laissait encore ouverte la question

du sort de l'Internationale communiste. Il était pourtant clair que les semaines suivantes apporteraient une réponse, et il y avait très peu d'espoir qu'elle fût favorable. »

On peut voir ici à quel point le « pronostic » — moyen d'action pour un marxiste — n'a rien à voir avec la « prévision » du politicien ou du folliculaire bourgeois. « Il y avait très peu d'espoir que la réponse fût favorable », dit Trotsky et, cependant, c'est sur ce mince espoir, tant qu'il n'est pas définitivement dissipé, qu'il aligne la politique de l'Opposition pour agir, pour intervenir pendant les semaines où les questions en jeu vont se régler. De même dans la période de la révolution mondiale ouverte par la révolution de 1917, à tous les moments, et malgré le reflux et ses soubresauts, c'est sur le mouvement de la révolution mondiale qu'il a orienté l'Opposition, puis la IV<sup>e</sup> Internationale. Avec toutes les adaptations tactiques nécessaires — ces trois volumes en portent un abondant témoignage — mais toujours sur cette ligne directrice, sur ce fil conducteur.

Ainsi précise-t-il le 13 mars 1934 :

« Seule une direction qui prévoit que la révolution est inévitable, qui fait de cette prévision le principe de base de son action, et qui en tire toutes les conséquences pratiques, peut être à la hauteur du moment critique de la situation. »

Cela étant dit, une fois la question en jeu réglée, il faut tourner. Et vite.

« Tout ce qui s'est passé après le 5 mars (la résolution du présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste sur la situation en Allemagne, la soumission muette de toutes les sections à cette résolution, le congrès antifasciste de Paris, le cours officiel du comité central du PC allemand, le sort du Parti communiste autrichien, le sort du Parti communiste bulgare, etc.), constitue un témoignage irréfutable que ce qui s'est décidé en Allemagne, c'est le sort, non seulement du KPD, mais aussi de l'Internationale communiste dans son ensemble.

La direction de Moscou a non seulement proclamé sans défaut la politi-

que qui avait assuré la victoire à Hitler, mais interdit toute discussion de ce qui s'était passé. Et cette interdiction honteuse ne fut ni abolie, ni même violée. Pas de congrès national, pas de congrès international, pas de discussion dans les réunions du parti, pas de polémique dans la presse. Une organisation que n'a pas réveillée le tonnerre du fascisme et qui supporte humblement de tels outrages de la part de la bureaucratie démontre par là même qu'elle est morte et que rien ne la ressuscitera. »

Il faut donc s'orienter vers la création d'une nouvelle Internationale. C'est une nécessité pour le prolétariat international ET pour la défense authentique de l'URSS :

« L'existence de l'Union soviétique, malgré la dégénérescence déjà avancée de l'Etat ouvrier, reste, aujourd'hui encore, un fait d'une immense importance révolutionnaire (...). L'URSS, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne saurait être défendue qu'avec une politique juste. Toutes les autres considérations sont secondaires ou ne sont tout simplement que des phrases mensongères (...). Seule la création d'une Internationale marxiste totalement indépendante de la bureaucratie stalinienne et politiquement opposée à elle peut sauver l'URSS de l'effondrement, en liant son sort ultérieur à celui de la révolution prolétarienne mondiale. » (pp. 255-258).

## AUCUN OBJECTIVISME POUR CONSTRUIRE LA NOUVELLE INTERNATIONALE ET SES SECTIONS

Commence donc le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, dont Trotsky définit précisément la nature en juillet 1933 :

« Il ne s'agit pas de proclamer immédiatement de nouveaux partis et une Internationale indépendante, mais de les préparer. La nouvelle perspective signifie avant tout qu'il faut définitivement rejeter comme

utopiques et réactionnaires les phrases sur la « réforme. »

C'est ainsi, en particulier, que les trotskystes pourront trouver le lien politique avec

« les milliers et dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates qui, sous la pression de la même défaite, évoluent à gauche, c'est-à-dire vers le communisme » (p. 255).

« Les bolcheviks-léninistes doivent, ajoute Trotsky, entamer avec les organisations socialistes de gauche des pourparlers ouverts. Nous proposerons comme base de discussion les onze points votés par notre préférence, après avoir modifié dans ces thèses le point « fraction » ou « parti ». Nous sommes naturellement prêts à discuter attentivement et amicalement toute autre proposition programmatique. Nous voulons démontrer — et nous démontrerons — que l'intransigeance sur les principes n'a rien à voir avec l'exclusivisme sectaire. » (p. 256).

Ainsi Trotsky prépare-t-il politiquement l'intervention des bolcheviks-léninistes à la conférence d'août 1933 convoquée par des organisations social-démocrates de gauche ou centristes, qui va aboutir à la Déclaration des Quatre (l'Opposition de gauche, le SAP allemand, le RSP et l'OSP hollandais) proclamant la nécessité de fonder la Quatrième Internationale.

Les trois premiers volumes nous permettent de suivre pas à pas le combat obstiné que Trotsky mène à partir de ce premier résultat politique contre les forces centrifuges qui, dans le reflux de la révolution mondiale et les défaites successives de la classe ouvrière, se dressent contre la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il aborde tous les problèmes, depuis les raisons de la faiblesse numérique des partisans de la Quatrième Internationale jusqu'aux problèmes les plus menus de la stratégie et de la tactique. Rien n'est, en effet, plus étranger à la pensée de Trotsky que l'idée selon laquelle les conditions objectives et le mouvement révolutionnaire des masses pourraient par eux-mêmes cons-

truire le parti et l'Internationale. Ils n'en fournissent que les matériaux.

La première responsabilité des constructeurs de l'Internationale, c'est de définir une stratégie correcte. Ainsi précise-t-il les fondements de la révolution permanente, dans un texte du 4 décembre 1934:

« La tâche de formuler une *pronostic stratégique* ne consiste pas à déduire les étapes et épisodes concrets, mais à formuler la tendance fondamentale du développement révolutionnaire. Cette tendance fondamentale est indiquée par la formule de la révolution permanente, laquelle repose sur trois concepts :

a) La bourgeoisie nationale qui, au cours des premières étapes, cherche à utiliser la révolution à son profit (Kuomintang, Gandhi), passe invariablement de l'autre côté de la barricade, avec les classes féodales et les oppresseurs impérialistes, dans le cours du développement ultérieur de la révolution.

b) La petite bourgeoisie (paysannerie) ne peut plus jouer désormais de rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise et, par conséquent, ne peut pas prendre le pouvoir. C'est de là que découle le rejet du mot d'ordre de la *dictature démocratique bourgeoise du prolétariat et de la paysannerie*.

c) Sous la dictature du prolétariat, la révolution démocratique-bourgeoise se transforme en révolution socialiste, laquelle ne peut triompher totalement qu'en tant que mail- lon de la révolution mondiale.

Le fait d'avoir transgressé ces principes a déjà fait beaucoup de dégâts en Chine, en Inde, au Japon et ailleurs. »

Une stratégie correcte garantit-elle par elle-même l'influence dans les masses et le recrutement au parti ?

Moins que personne, Trotsky n'est disposé à éviter la question, à la fois parce que les militants bolcheviks-léninistes se la posent et que leurs adversaires l'utilisent à la fois comme argument et comme prétexte.

## GAGNER

### « L'AVANT-GARDE DE L'AVANT-GARDE »

Puisque vous n'êtes que quelques centaines ou quelques milliers, c'est que vous vous trompez, que vous avez tort, que vous prenez vos désirs pour des réalités, etc. Cet argument est aussi vieux que l'Opposition de gauche et que la Quatrième Internationale. L'utilisent en particulier tous les courants politiques (les « centristes ») qui cherchent tous les prétextes pour se ménager un *modus vivendi* agréable avec la social-démocratie et le stalinisme, et pour ne pas rompre le cordon ombilical avec eux.

Telle était précisément l'attitude du SAP allemand, qui s'appuyait alors sur la minceur des effectifs de la Ligue communiste internationale pour éviter la discussion politique sur les questions de fond. Dans le SAP, la Ligue communiste internationale et la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky, répondant d'abord sur l'argument « quantitatif » et sa valeur, définit le lien politique entre l'activité des trotskystes pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale et les conditions objectives dans lesquelles cette construction est engagée :

« Les camarades du SAP posent souvent la question de la façon suivante : comment se fait-il qu'avec des principes justes, une analyse marxiste des événements et ainsi de suite, l'Opposition de gauche soit demeurée à ce point isolée ? Leur réponse est claire : c'est parce qu'elle manque de l'habileté qui consiste à se taire sur ses propres principes et à s'adapter à des principes différents. Un tel argument est révélateur du caractère totalement anti-historique, antidialectique, vulgaire, de la pensée de ces critiques eux-mêmes. Nos grands maîtres, Marx et Engels, sont restés dans un isolement effrayant de 1850 à 1864. Les révolutionnaires russes, Lénine en tête, étaient cruellement isolés entre 1907 et 1912, et, jusqu'en juillet 1914, cet isolement était presque hermétique. Nos critiques, peu enclins à réfléchir, ont

négligé les faits suivants, dont l'importance n'est pas négligeable :

1 — L'Opposition de gauche russe, qui exprimait les tendances les plus solides et les plus dynamiques du prolétariat russe, ne pouvait que s'affaiblir au fur et à mesure que la bureaucratie s'élevait aux dépens de la révolution et refoulait le prolétariat.

2 — L'Opposition de gauche, qui exprimait le lien entre la révolution d'Octobre et la révolution internationale, ne pouvait que s'affaiblir au fur et à mesure que se manifestait la faiblesse de la révolution internationale.

3 — L'Opposition de gauche a reçu le premier coup tout de suite après la capitulation du PC allemand en 1923 ; la défaite du prolétariat polonais et celle de la grève générale anglaise en 1926, en affaiblissant l'avant-garde prolétarienne mondiale, ont affaibli l'Opposition de gauche, avant-garde de l'avant-garde ; la défaite de la révolution chinoise de 1927 a fait pencher définitivement la balance en faveur de la théorie et de la pratique du « socialisme dans un seul pays » ; et, finalement, sans s'appesantir sur toute une série d'événements intermédiaires de même type, la catastrophe allemande de 1933 porte au prolétariat mondial le coup le plus cruel. Avec comme contexte ces défaites historiques sans précédent, l'Opposition a été capable d'éduquer par ses analyses théoriques des cadres numériquement peu nombreux, mais elle ne pouvait pas diriger les masses.

4 — Le déclin et la démoralisation du Comintern ne pouvaient que compromettre, aux yeux des masses, tous les groupes révolutionnaires, particulièrement ceux qui étaient, de par leur origine, liés au Comintern.

5 — Finalement, il faut ajouter les onze années de calomnie organisée par la bureaucratie stalinienne à travers le monde entier. Dans toute l'histoire politique de l'humanité, il est impossible de trouver une persécution disposant de ressources financières aussi abondantes et d'un appareil aussi systématique et constant, d'un contenu aussi venimeux, et qui, en même temps, se couvrait de l'autorité du premier Etat ouvrier. »

DANS  
LE COURRIER  
DU COMITE DE REDACTION

une lettre  
de Jacques Privas

*Le comité de rédaction de La Vérité a reçu le 18 octobre une lettre de Jacques Privas, nous demandant de publier un rectificatif concernant l'un des articles publiés dans notre numéro spécial du mois de septembre 1978 et intitulé : « Quarantième anniversaire de la IV<sup>e</sup> Internationale — Plus d'un siècle de lutte pour l'Internationale ouvrière. » Nous lui donnons acte des faits qu'il expose.*

Camarades,

« Dans le numéro de votre revue n° 583, je relève le passage suivant, pages 176 et 177 :

« A l'intérieur de leur organisation, les militants regroupés autour de leur journal La Seule Voie (ex-PCI) mènent la bataille contre l'intellectualisme et la tendance à réduire l'activité de leur groupe à la rédaction et à la discussion sur de grands sujets, dont Testu (Xavier Privas) est le principal tenant. En l'espace d'un an et demi, il n'a pas écrit moins d'une quinzaine de textes-fleuves sur le capitalisme d'Etat, le dirigisme d'Etat, la situation de la bureaucratie russe... Son premier texte Que faire ?, écrit en août 1940, véhicule des positions étrangères au marxisme, la conception d'un monde divisé en deux blocs : le bloc soumis au parti nazi et l'autre dominé par la bureaucratie stalinienne. Il confère au fascisme, « né de l'échec de la révolution d'Octobre (...), la tâche historique de prolonger le capitalisme (...) en l'élevant à un stade plus élevé. »

*Testu et la tendance qu'il exprime au sein du groupe « La seule voie » se révèlent incapables de prendre le tournant qu'impose la situation politique en train de mûrir. Testu poursuivait une tendance du passé qu'il fallait éliminer pour aller de l'avant : en finir avec la discussion abstraite sur de « grands sujets théoriques » sans lien avec la lutte de classes et une activité politique purement idéologique.*

*Son départ de la direction du groupe en janvier 1942 coïncide avec le moment où elle cherche des voies de pénétration dans la classe et publie les Lettres du sous-sol, petites feuilles d'agitation, au contenu encore général. »*

Je dois vous signaler que quelques erreurs s'y sont glissées. Il n'y a jamais eu de « Xavier Privas », mais un Jacques Privas qui est, était, un autre militant que « Testu ».

Une simple question posée au camarade Lambert aurait évité à l'auteur d'imaginer que les lettres « X.P. »

(une des signatures de Testu) étaient les initiales d'un nom, et surtout celles de « Xavier Privas ». Car c'est probablement cette « déduction » qui est à l'origine de cette erreur.

Quant à « son départ de la direction en janvier 1942 », si cela est vrai en ce qui concerne Testu, ça ne l'est en aucune façon pour moi. Les militants de nos organisations m'ont fait l'incomparable honneur de m'élire aux directions nationales et internationales depuis 1938 sans interruption. L'ironie de l'histoire veut que j'aie été chargé du rapport politique contre Testu à la réunion qui lui retira sa fonction de direction.

Ceci dit, il serait décent de ne pas oublier que Testu, quels qu'aient été ses désaccords, a consacré sa vie et l'a perdue au service du mouvement. De ce point de vue, ce n'est pas m'injurier que de me confondre avec Henri Molière (« Testu »), loin de là.

Le seul motif pour lequel je vous demande de publier ce rectificatif est l'information de vos lecteurs, car le manque de rigueur scientifique d'un historien m'est indifférent. »

Fraternellement,

J. PRIVAS

## SELIO

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris  
Tél. : 246 09 53 — CCP 31 697 97 La Source

## PARUTIONS RECENTES

**K. MARX** : *Le Capital - Théories sur la plus-value - tome 3* 70 F

Aux éditions A. Colin :

Collectif : *Histoire économique et sociale du monde*

Les 6 volumes sont parus.

Prix : 960 F — jusqu'au 31 décembre

Prix exceptionnel Selio

830 F

620 F

**DOSSIER** réuni par le Comité international contre la répression :  
*Syndicats libres en URSS*

10 F

Envoi par 5 exemplaires minimum - les 5

40 F

**G. PERRAULT** : *Le Pull-over rouge*

53 F

**J. ORIEUX** : *Talleyrand - Relié*

90 F

**R. FALIGOT** : *J. Connoly et le mouvement révolutionnaire irlandais*

55 F

**J. TULARD** : *Vie des Français sous Napoléon - L'envers de la légende*

42 F

**R. DUMONT** : *Paysans écrasés, terres massacrées*

49 F

**J. RAVAN** : *Histoire de la social-démocratie allemande*

68 F

**A. LEFEBRE** : *Le système économique chinois*

47 F

## A NOUVEAU DISPONIBLE

**M. BLOCH** : *La société féodale*

*La formation des liens de dépendance*

*Les classes et le gouvernement des hommes*

19 F

## SELIO

**ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

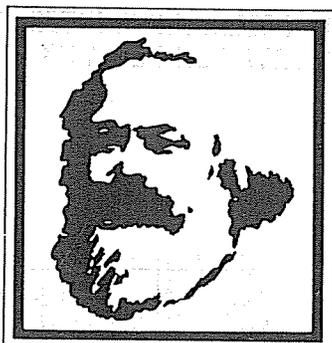
# STATUTS DE L'OCI

**ADOPTES PAR SON CONGRES EN 1968**

**Prix : 1 F**

**Livraison par envoi de 20 exemplaires minimum.**

# CAHIERS DU MARXISME



L. TROTSKY

## LES SYNDICATS A L'EPOQUE DE LA DECADENCE IMPERIALISTE

*Préface de S. JUST*



5

SELIO

Une brochure à lire :

Importante préface de S. Just situant le caractère des syndicats dans « la période du capitalisme pourrissant » et les rapports syndicats-parti révolutionnaire :

La période du capitalisme pourrissant et la révolution prolétarienne - « Néo-théoriciens », « néo-capitalisme » et « néo-syndicalisme » - La classe ouvrière, les syndicats et les appareils syndicaux - La nouvelle période révolutionnaire - Les syndicats et les formes soviétiques d'organisation - Syndicats et parti révolutionnaire.

Prix 4 F - Envoi franco à partir de 10 exemplaires.